



# **PMME**

**61<sup>e</sup> ENQUÊTE  
DE CONJONCTURE  
JUILLET 2015**

**01.**

**UNE REPRISE ENCORE  
TIMIDE QUI POURRAIT  
SE RENFORCER  
AU SECOND SEMESTRE**



**+4**

**SOLDE D'OPINION SUR L'ÉVOLUTION  
DE L'ACTIVITÉ DES PME PRÉVUE EN 2015,  
À COMPARER À -4 EN NOVEMBRE 2014**



**+26**

**SOLDE D'OPINION SUR L'ÉVOLUTION  
DE L'ACTIVITÉ PRÉVUE EN 2015 PAR LES PME  
FORTEMENT EXPORTATRICES,  
EN HAUSSE DE 6 POINTS PAR RAPPORT  
À MAI 2014**



**-24**

**SOLDE D'OPINION SUR L'ÉVOLUTION  
DE LA SITUATION DE TRÉSORERIE EN MAI 2015,  
EN HAUSSE DE 6 POINTS  
PAR RAPPORT À NOVEMBRE 2014**



**+5**

**SOLDE D'OPINION SUR L'ÉVOLUTION  
ATTENDUE DES CARNETS DE COMMANDES,  
EN AUGMENTATION DE 17 POINTS  
SUR 6 MOIS**

## Points clés

---

1. Un dynamisme qui se limite encore, au premier semestre 2015, aux PME de grande taille et aux entreprises innovantes et performantes à l'international.
2. Une amélioration de la situation financière quasi générale.
3. Des perspectives d'investissement encore peu dynamiques.
4. Mais un optimisme attendu au second semestre 2015 sur les carnets de commandes et la trésorerie qui pourrait contribuer à desserrer les freins à l'investissement et à l'embauche.

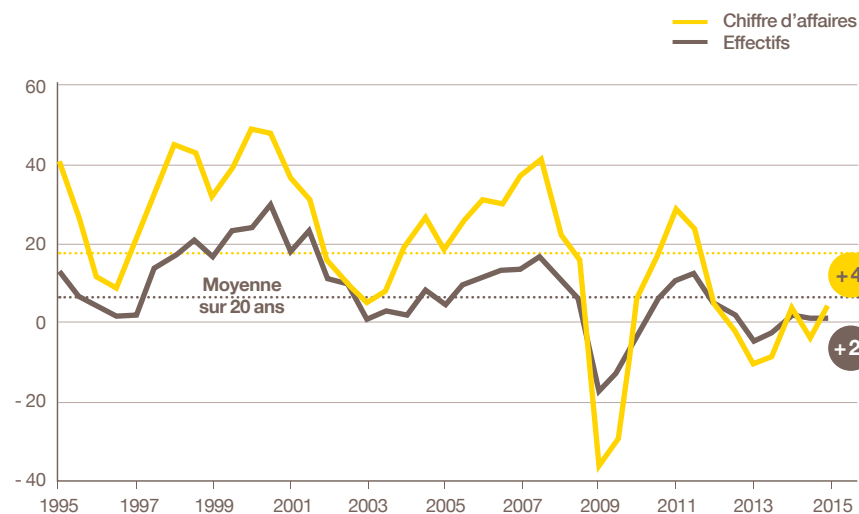
# Une amélioration de l'activité au premier semestre 2015 mais encore inégale

Interrogées en mai, les PME font part d'une activité et d'effectifs salariés qui se redressent par rapport au semestre précédent. Cette amélioration reste encore limitée, l'indicateur d'opinion prévisionnel d'activité pour 2015 retrouvant tout juste son niveau du mois de mai de l'année précédente, à +4. Il reste ainsi bien en deçà de sa moyenne de long terme (graphique 1).

Très corrélé à l'évolution de l'activité, l'emploi s'accroît faiblement. L'indicateur d'évolution sur les premiers mois de l'année s'établit à +2, sur le même niveau également de mai 2014.

Ce redressement encore limité s'inscrit dans un contexte de carnets de commandes toujours peu étoffés, avec un indicateur à -24 identique à celui de mai 2014 mais supérieur à celui de novembre (-28).

• GRAPHIQUE 1 : ÉVOLUTION DE L'ACTIVITÉ ET DES EFFECTIFS  
POUR L'ANNÉE EN COURS  
SOLDE D'OPINION EN %



Note de lecture : le solde des opinions opposées sur l'évolution de l'activité pour l'année en cours est passé de -4 à +4 entre les interrogations de novembre 2014 et de mai 2015.

Source : Bpifrance Le Lab.

On peut distinguer trois groupes d'entreprises dans la reprise hésitante actuelle (graphiques 2) : les PME « en croissance modérée », celles « en quasi-stagnation » et celles « en déclin ».

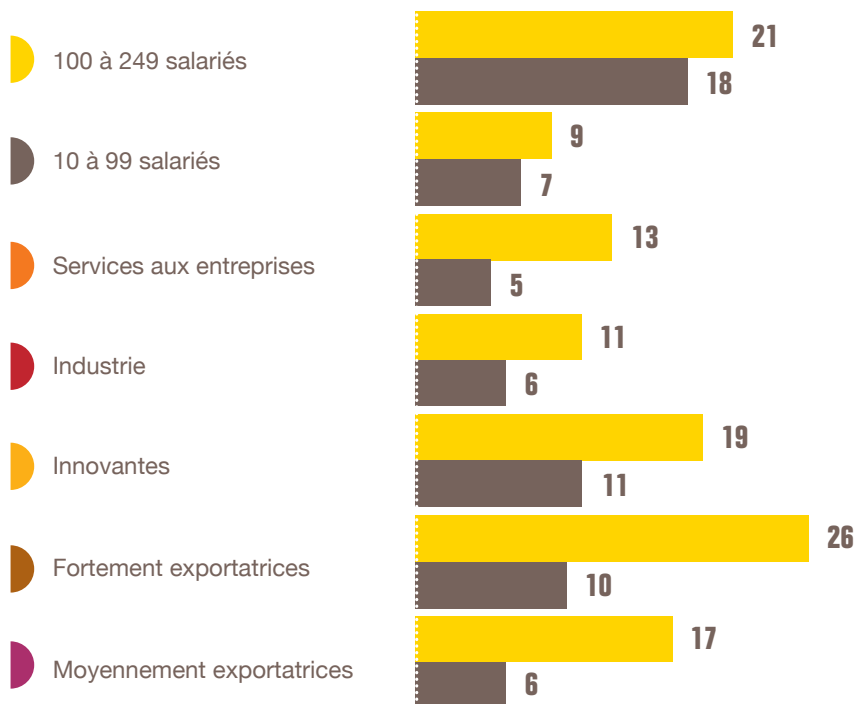
Les entreprises innovantes, comme les très internationalisées, n'ont jamais été aussi optimistes depuis 2011, avec un indicateur prévisionnel respectivement à +19 et +26.

Pour leur part, les PME de plus de 100 salariés restent nettement plus optimistes que les autres, tant pour l'activité que pour l'emploi. Cette importance du facteur taille se vérifie également chez les ETI (encadré n° 1).

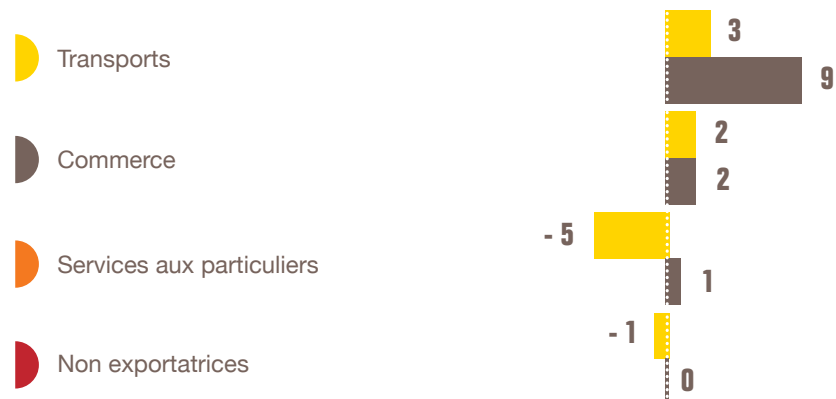
D'un point de vue sectoriel, les PME de l'Industrie et des Services aux entreprises affichent les meilleures perspectives.

**• GRAPHIQUES 2 : CARACTERISTIQUES DES 3 CATEGORIES DE PME**  
INDICATEURS EN SOLDE D'OPINION EN %

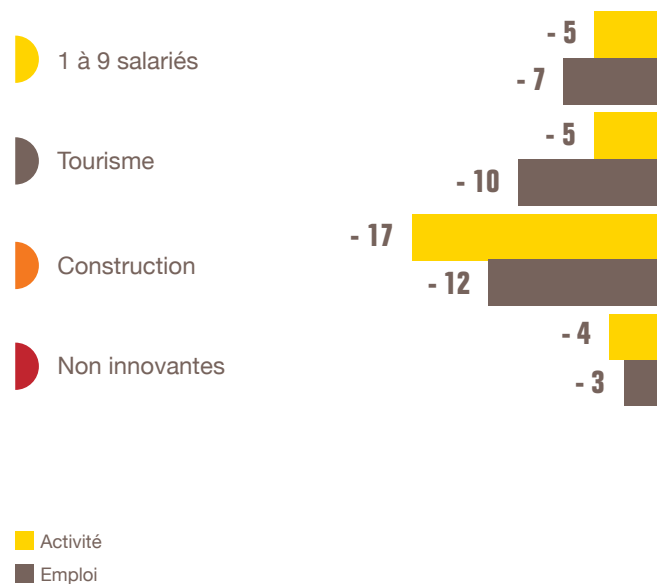
**PME EN CROISSANCE MODÉRÉE**



**PME EN QUASI-STAGNATION**



**PME EN DÉCLIN**

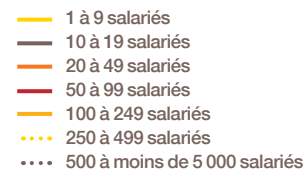
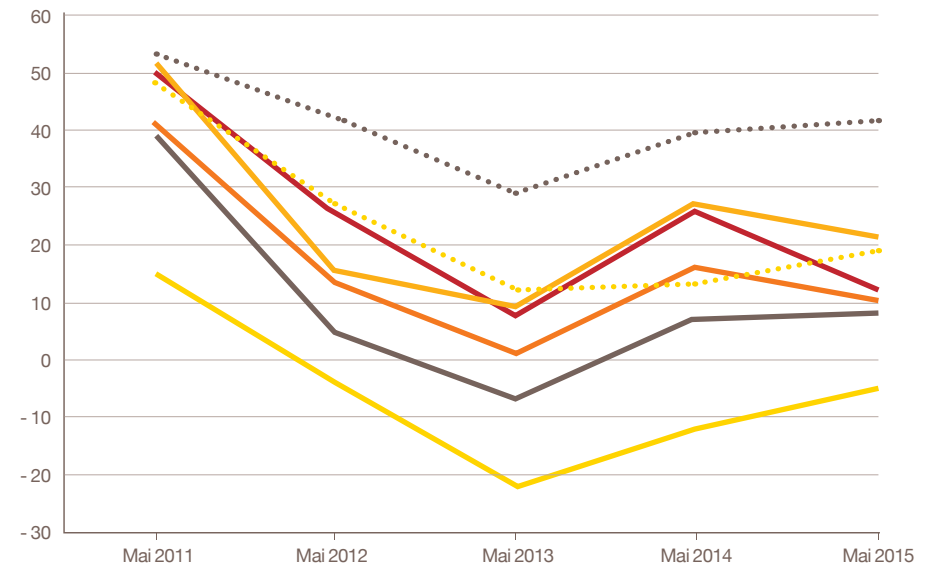


Source : Bpifrance Le Lab.

## L'évolution attendue de l'activité est positivement corrélée à la taille de l'entreprise

Les perspectives d'évolution du chiffre d'affaires en 2015 sont encore négatives dans les TPE (indicateur à -5), mais beaucoup moins qu'en mai 2014 pour cette année-là (-12). L'indicateur prévisionnel de l'activité progresse régulièrement avec la taille, jusqu'à un maximum de +41 chez les grosses ETI (500 à 5 000 salariés)<sup>(1)</sup>.

### ÉVOLUTION DU CA PRÉVISIONNEL PAR TAILLE D'ENTREPRISE COMPARAISON PME/ETI SOLDE D'OPINION EN %



Source : Bpifrance Le Lab.

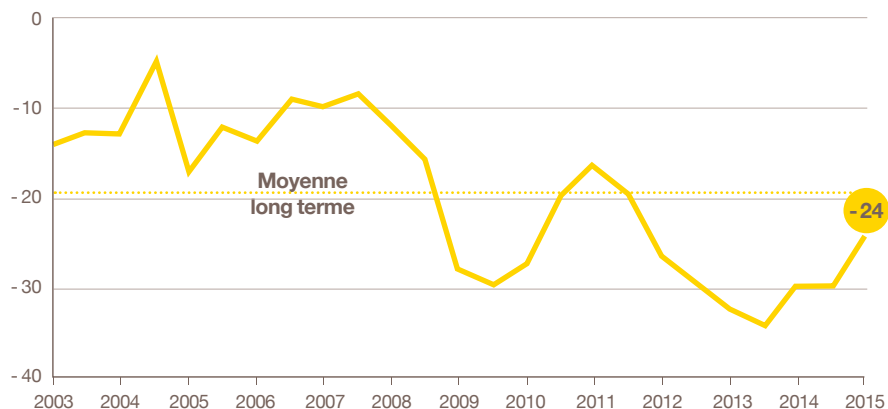
(1) DGE, Bpifrance, ETI enquête 2015, juin 2015.

## Cependant la situation financière s'améliore nettement début 2015

Le jugement sur la rentabilité du dernier exercice est au plus haut depuis mai 2012 et l'état de la trésorerie se desserre. Le dispositif du CICE semble maintenant produire tous ses effets concourant au redressement de la rentabilité et à l'allègement des pressions sur les trésoreries.

L'opinion sur la situation de trésorerie s'est nettement améliorée au premier semestre 2015, l'indicateur en solde d'opinion remontant de 6 points en six mois, à -24 (graphique 3). Le redressement est le plus vif dans les Transports, qui bénéficient aussi de la baisse du prix du pétrole.

### • GRAPHIQUE 3 : JUGEMENT MOYEN SUR LA SITUATION DE TRESORERIE SOLDE D'OPINION EN %



Note de lecture : en mai 2015, les PME étaient 24 % de plus à déclarer une trésorerie difficile qu'une trésorerie aisée.

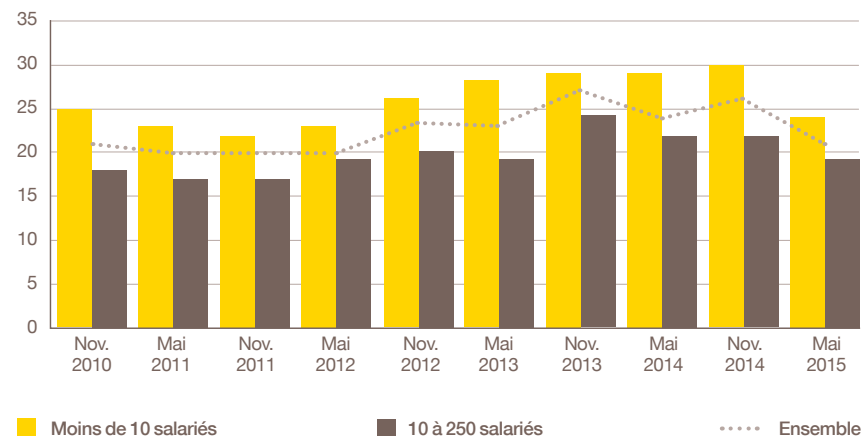
Source : Bpifrance Le Lab.

En mai 2015, 21 % des PME estiment bonne la rentabilité dégagée lors de l'exercice 2014 et 30 % la considèrent mauvaise. Le solde des opinions opposées s'inscrit donc à -9, en amélioration de 5 points sur douze mois et au plus haut depuis trois ans. L'embellie est nette dans les Transports, l'Industrie, le Commerce et le Tourisme. La Construction fait exception, avec un jugement en sensible retrait sur un an.

On notera que l'indicateur de la rentabilité n'est positif que dans les entreprises de 100 à 249 salariés et dans celles qui réalisent plus du quart de leur activité à l'international.

L'accès au crédit de trésorerie au cours du premier semestre 2015 est sensiblement plus aisé que précédemment (graphique 4). Seules 21 % des PME disent avoir rencontré des difficultés pour obtenir des concours financiers à court terme, au lieu de 26 % en novembre 2014. C'est la proportion la plus basse depuis mai 2012. L'amélioration concerne autant les TPE que les PME de 10 à 249 salariés.

### • GRAPHIQUE 4 : ACCÈS AU CRÉDIT DE TRESORERIE ASSEZ OU TRES DIFFICILE EN %



Source : Bpifrance Le Lab.

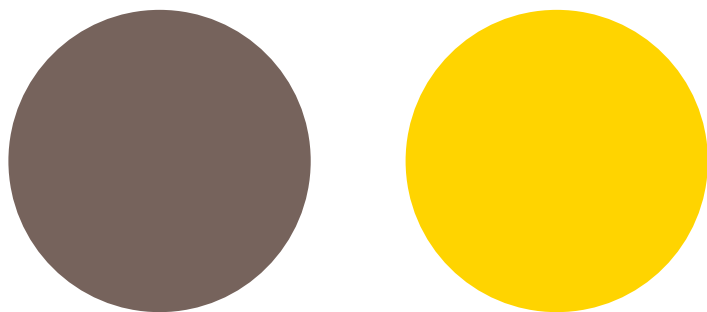
Les difficultés d'accès au crédit à court terme sont proches de la moyenne (21 %) dans tous les secteurs d'activité, à l'exception de celui du Tourisme où elles sont deux fois plus fréquentes (38 %).

## Des perspectives encore imprécises mais une situation qui pourrait s'améliorer au second semestre 2015

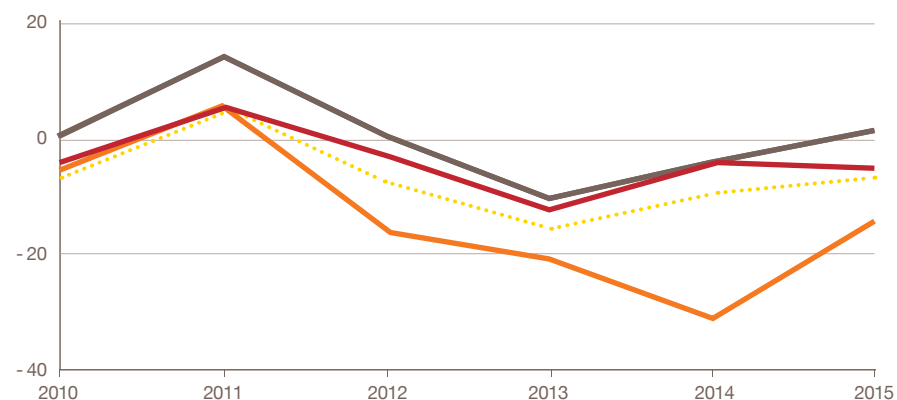
### Amorce de la reprise de l'investissement dans l'Industrie

Les intentions d'investissement en 2015, mesurées par le solde des opinions opposées, restent négatives (-7). Cet indicateur prévisionnel de l'investissement est cependant en amélioration par rapport aux deux années précédentes (-9 en mai 2014 et surtout le point bas de -16 de mai 2013).

L'indicateur est négatif dans tous les secteurs d'activité, excepté celui de l'Industrie (+1) où il redevient positif pour la première fois depuis 2012 (graphique 5).



• GRAPHIQUE 5 : JUGEMENT MOYEN SUR L'ÉVOLUTION DE L'INVESTISSEMENT POUR L'ANNÉE EN COURS  
SOLDE D'OPINION EN %



..... Ensemble  
— Industrie  
— Tourisme  
— Services aux entreprises

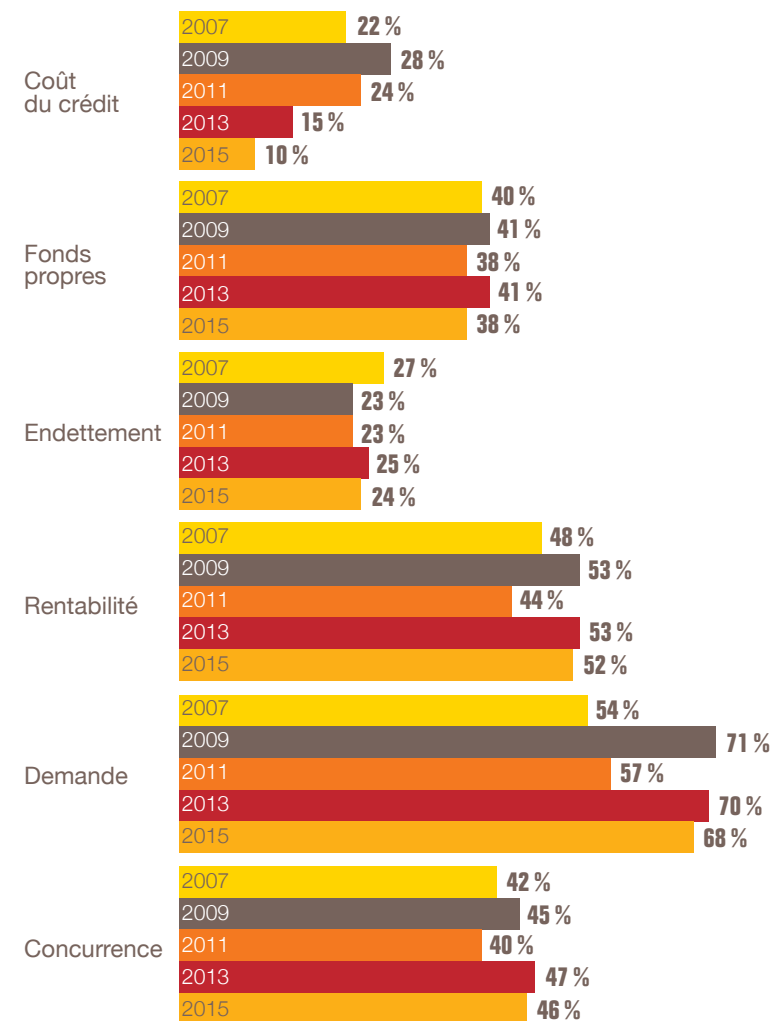
Source : Bpifrance Le Lab.



## Les freins à l'investissement perçus par les PME se relâchent

Parmi les six freins possibles à l'investissement soumis chaque semestre à l'appréciation des PME, les deux principaux demeurent la faiblesse de la demande et l'insuffisance de la rentabilité (graphique 6). Le premier obstacle est cité par 68 % des dirigeants, soit 2 points de moins que fin 2014, ce qui le ramène au niveau de fin 2012. Le deuxième frein majeur, l'insuffisance de la rentabilité, recueille 52 % de citations, contre 55 % fin 2014. L'amélioration est donc bien ressentie, tant pour le redémarrage de la demande que pour le rétablissement de la rentabilité.

• GRAPHIQUE 6 : JUGEMENT SUR LES OBSTACLES À L'INVESTISSEMENT  
PART DES RÉPONDANTS EN %

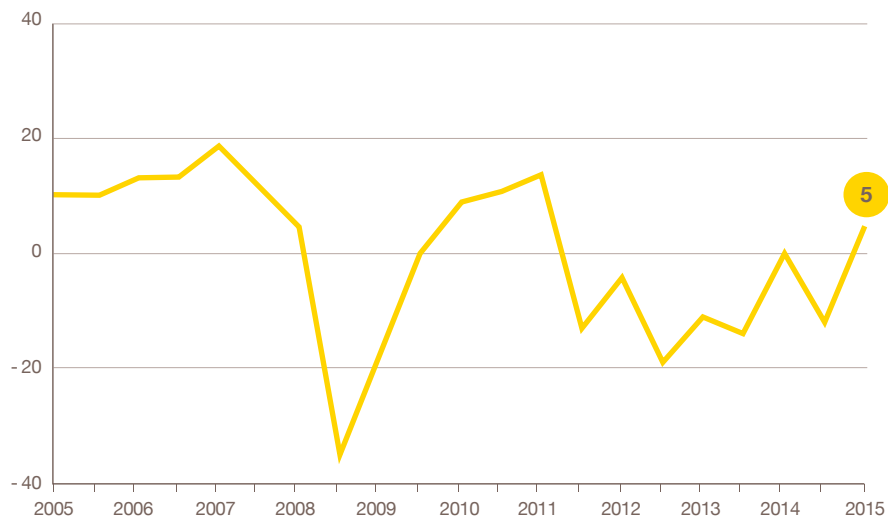


Source : Bpifrance Le Lab.

## Et ce relâchement pourrait se poursuivre dans les mois à venir

Les contraintes de demande pourraient se desserrer dans les prochains mois. L'opinion sur l'évolution attendue des carnets de commandes s'améliore nettement (+5) et atteint son niveau le plus haut depuis mai 2011 (graphique 7). Cela concerne tout particulièrement l'Industrie (+11 après -6 en novembre 2014), les PME innovantes et les internationalisées.

### • GRAPHIQUE 7 : ÉVOLUTION ATTENDUE DES CARNETS DE COMMANDES SOLDE D'OPINION EN %



Source : Bpifrance Le Lab.

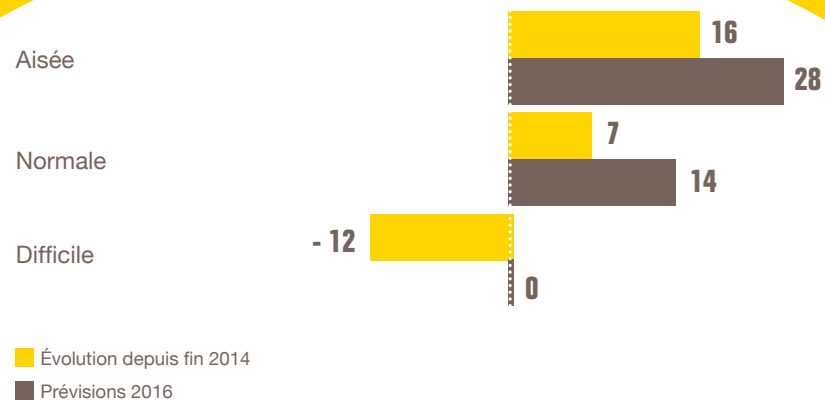
D'autre part, les PME attendent un nouvel assouplissement des trésoreries. Le solde d'opinion sur les perspectives de trésorerie, à -8, est à son meilleur niveau depuis mai 2011. Cela concerne l'ensemble des secteurs et des tailles d'entreprises. Cette poursuite de l'amélioration de la trésorerie pourrait avoir un impact positif sur les intentions d'embauche et d'investissement dans les mois à venir (encadré n° 2).

## Les perspectives d'emploi et d'investissement sont fortement liées à la situation de trésorerie

Lorsque les PME ont une situation de trésorerie aisée, elles renforcent leurs effectifs et prévoient de continuer à le faire en 2016.

Il en va de même pour leurs projets d'investissements prévus en hausse contrairement aux entreprises ayant des difficultés financières.

### ÉVOLUTION DES EFFECTIFS EN FONCTION DE L'ÉTAT DE LA TRÉSORERIE SOLDE D'OPINION EN %



Note de lecture : les PME dont la situation de trésorerie est aisée ont été 16 % de plus à augmenter leurs effectifs depuis fin 2014 qu'à les réduire, et 28% de plus prévoient de les augmenter en 2016.

Source : **Bpifrance Le Lab.**

### PRÉVISIONS D'INVESTISSEMENT POUR L'ANNÉE EN COURS EN FONCTION DE L'ÉTAT DE LA TRÉSORERIE SOLDE D'OPINION EN %



Note de lecture : les PME dont la situation de trésorerie est aisée sont 15 % de plus à prévoir une hausse de leurs investissements en 2015 qu'une baisse.

Source : **Bpifrance Le Lab.**

## En guise de conclusion

---

Bien qu'estimant leur activité encore atone au premier semestre 2015, les PME font part d'une amélioration de leur situation financière et perçoivent un frémissement de la demande pour les mois à venir. Des perspectives qui pourraient les entraîner dans une dynamique d'emploi et d'investissement plus favorable.

## Conjoncture régionale : synthèse

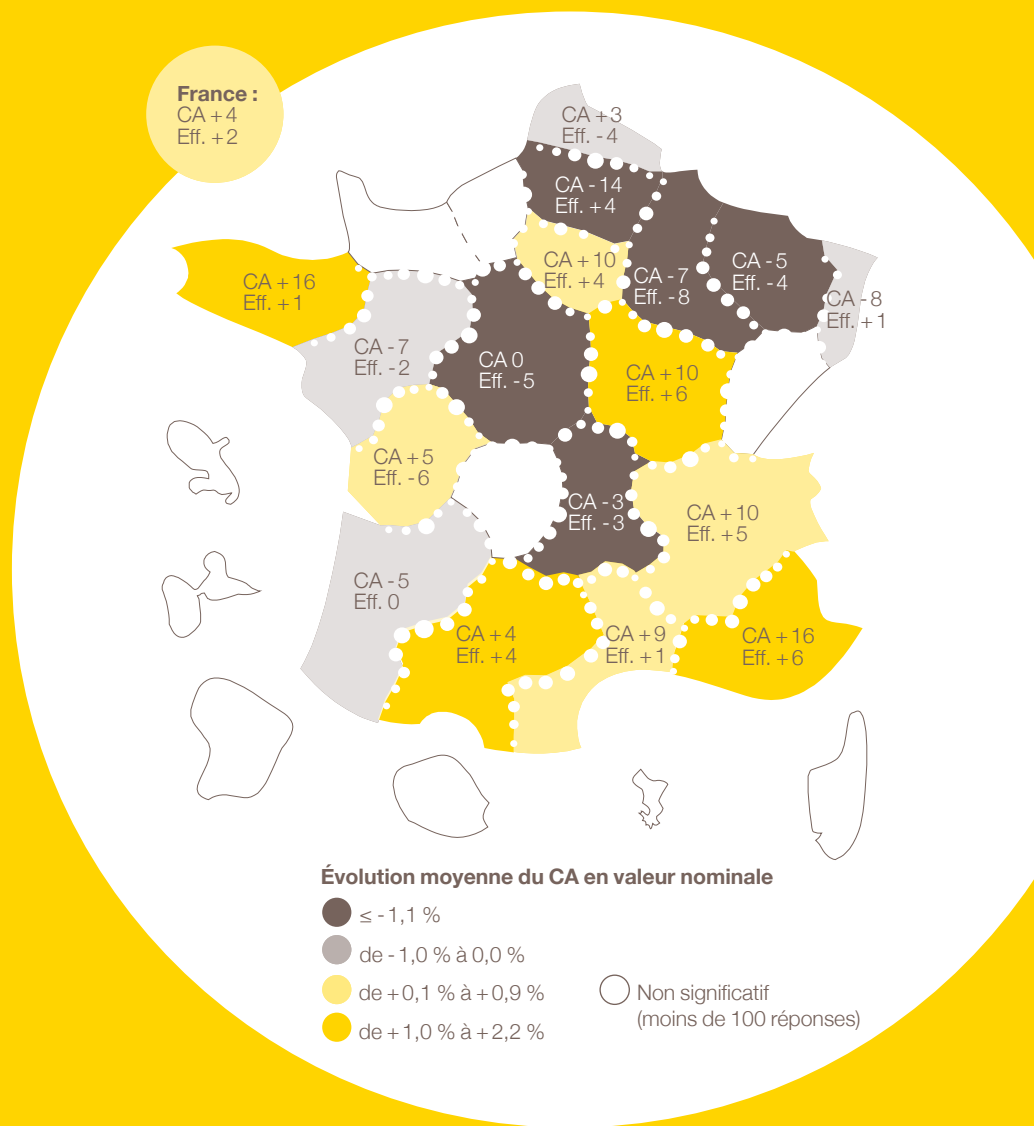
Les prévisions de croissance de l'activité des PME pour 2015 sont très inégales selon les régions.

Elles sont nettement plus optimistes en Bourgogne, Île-de-France, Rhône-Alpes, Bretagne et Provence-Alpes-Côte d'Azur. En revanche, dans les régions de Picardie, d'Alsace, des Pays de la Loire, les PME sont très réservées quant à leurs perspectives d'activité pour 2015.

L'état des trésoreries s'est amélioré dans l'ensemble des régions hormis en Auvergne, Midi-Pyrénées et Poitou-Charentes où les entreprises ont vu leur situation financière s'aggraver.

Les résultats détaillés par région sont disponibles dans les synthèses régionales, accessibles sur [www.bpifrance-lelab.fr](http://www.bpifrance-lelab.fr).

## ÉVOLUTION DU CHIFFRE D'AFFAIRES ET DES EFFECTIFS PAR RÉGION SOLDE D'OPINION EN %



Source : Bpifrance Le Lab.

**02.**

**SYNTHÈSE  
DES RÉSULTATS**

## CHIFFRE D'AFFAIRES

## EFFECTIFS

## INVESTISSEMENT

### ANNÉE 2015 <sup>(1)</sup>

#### Ensemble des PME

10 - 250 salariés  
moins de 10 salariés

Industrie

Construction

Commerce

Transports

Tourisme

Services

Moyenne  
2005  
à 2014

Mai  
2014

Mai  
2015

Évolution/  
mai 2014

<b>+11</b>	<b>+4</b>	<b>+4</b>	→
+19	+15	+10	↘
+0	-12	-5	↘
+16	+10	+11	↘
+1	-10	-17	↘
+7	+2	+2	→
+10	+13	+3	↘
+2	-13	-5	↘
+17	+6	+10	↘

Moyenne  
2005  
à 2014

Mai  
2014

Mai  
2015

Évolution/  
mai 2014

<b>+3</b>	<b>+2</b>	<b>+2</b>	→
+8	+7	+8	↘
-4	-7	-7	→
+3	+5	+6	↘
+1	-5	-12	↘
+2	-1	+2	↘
+5	+6	+9	↘
-3	-14	-10	↘
+8	+5	+4	↘

Moyenne  
2005  
à 2014

Mai  
2014

Mai  
2015

Évolution/  
mai 2014

<b>-6</b>	<b>-9</b>	<b>-7</b>	↘
-3	-4	-3	↘
-10	-18	-11	↘
-2	-4	+1	↘
-11	-15	-17	↘
-10	-13	-8	↘
-14	-11	-7	↘
-11	-31	-14	↘
-2	-6	-6	→

### ANNÉE 2016 <sup>(1)</sup>

#### Ensemble des PME

10 - 250 salariés  
moins de 10 salariés

Industrie

Construction

Commerce

Transports

Tourisme

Services

<b>+23</b>	<b>+17</b>	<b>+19</b>	↘
+29	+26	+27	↘
+15	+6	+9	↘
+33	+30	+31	↘
+4	-7	-1	↘
+23	+16	+18	↘
+16	+18	+10	↘
+12	+3	+11	↘
+28	+20	+23	↘

<b>+14</b>	<b>+10</b>	<b>+10</b>	→
+17	+16	+14	↘
+10	+3	+7	↘
+16	+16	+17	↘
+7	-4	-7	↘
+10	+7	+10	↘
+11	+14	+7	↘
-1	-10	-6	↘
+22	+15	+18	↘

(1) Solde d'opinion = (Part des entreprises anticipant une hausse - Part des entreprises anticipant une baisse).

# MÉTHODOLOGIE

## Définitions

**Les indicateurs ou soldes d'opinion** correspondent à des soldes de pourcentages d'opinions opposées :

- Indicateur en évolution =  $[(x \% \text{ « en hausse »}) - (y \% \text{ « en baisse »})] \times 100$
- Indicateur en niveau =  $[(x \% \text{ « bon/aisé »}) - (y \% \text{ « mauvais/difficile »})] \times 100$

Les pourcentages d'opinion neutre (« stable » ou « normal »), qui font le complément des réponses à 100 %, ne sont donc pas pris en compte dans le calcul de ce type d'indicateur.

**Une entreprise est qualifiée « innovante »** si elle a réalisé au moins une des 5 actions suivantes au cours des 3 dernières années :

- financer des frais de recherche et développement (interne ou externe) ou recruter du personnel de R&D ;
- acquérir une licence d'exploitation d'un procédé ou d'une technologie ;
- déposer un brevet, une marque, un dessin ou un modèle ;
- développer pour le compte de tiers un produit ou procédé (prestation) nouveau ou significativement amélioré ;
- commercialiser sur le marché un nouveau produit, bien ou service, (hors simple revente de produits nouveaux achetés à d'autres entreprises et hors modifications esthétiques ou de conditionnement de produits précédemment existants) ou utiliser un nouveau procédé (ou méthode) de production, de commercialisation ou d'organisation. De plus, aucun produit ou procédé analogue n'est déjà commercialisé ou utilisé par des concurrents.

Une entreprise « **fortement exportatrice** » réalise plus du quart de son activité à l'international, « **moyennement exportatrice** » entre 6 % et 25 % et « **non exportatrice** » moins de 6 % (y compris 0 %).

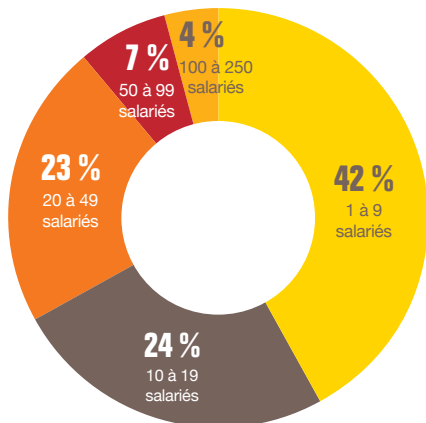


# Structure de l'échantillon

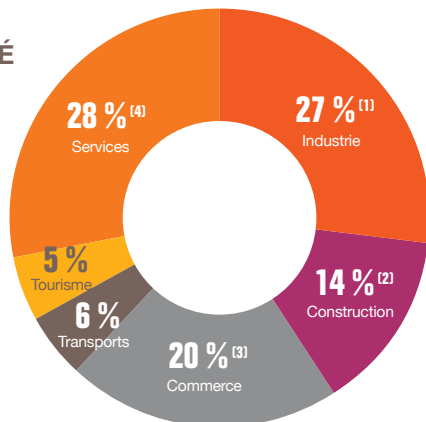
À l'occasion de la 61<sup>e</sup> édition de l'enquête semestrielle de conjoncture, 28 600 entreprises des secteurs marchands non agricoles, de 1 à moins de 250 salariés et réalisant moins de 50 M€ de chiffre d'affaires, ont été interrogées début mai 2015.

L'analyse porte sur les 4 373 réponses jugées complètes et fiables reçues avant le 12 juin 2015.

## TAILLE



## SECTEUR D'ACTIVITÉ



Source : Bpifrance Le Lab.

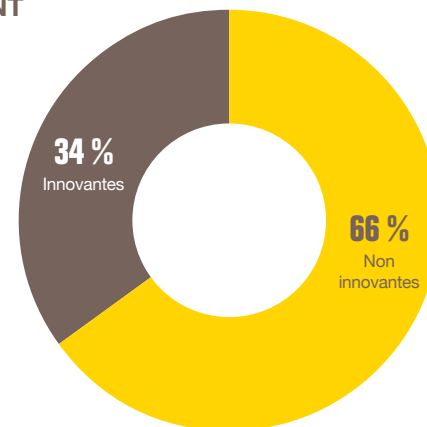
(1) 3 % agroalimentaire, 13 % biens intermédiaires, 8 % biens d'équipement, 3 % biens de consommation.

(2) 12 % bâtiment et 2 % travaux publics.

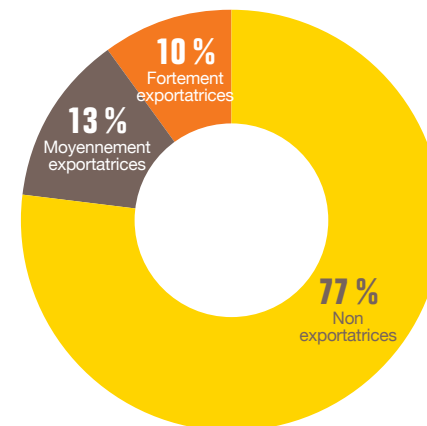
(3) 2 % commerce et réparation automobile, 12 % commerce de gros et 6 % commerce de détail.

(4) 23 % services aux entreprises et 5 % services aux particuliers.

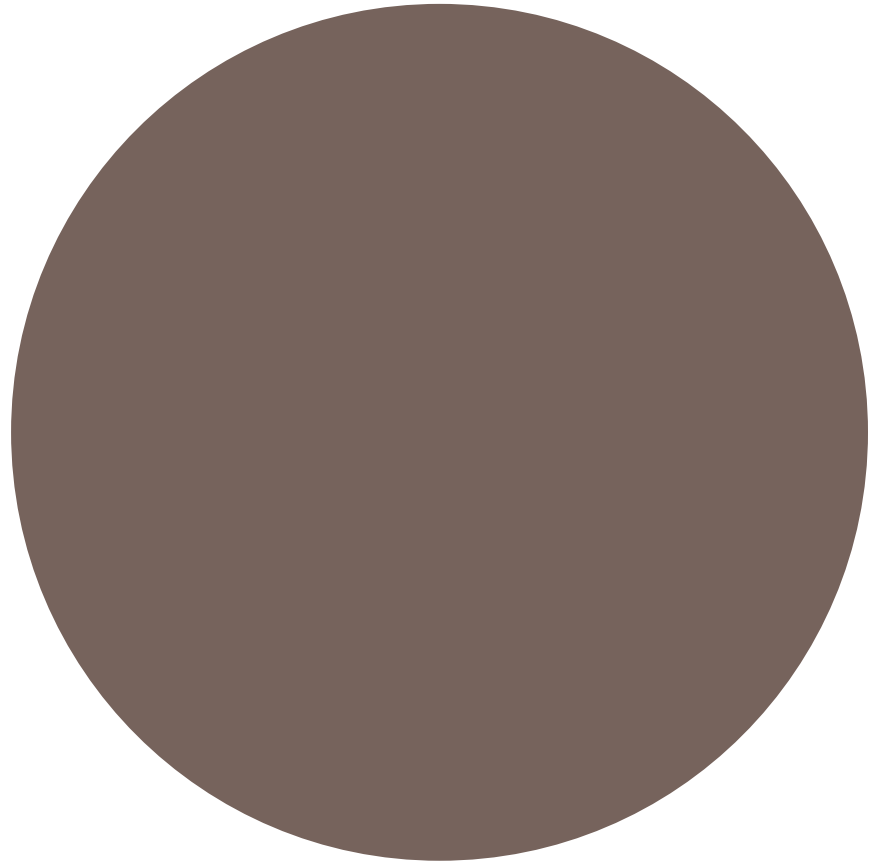
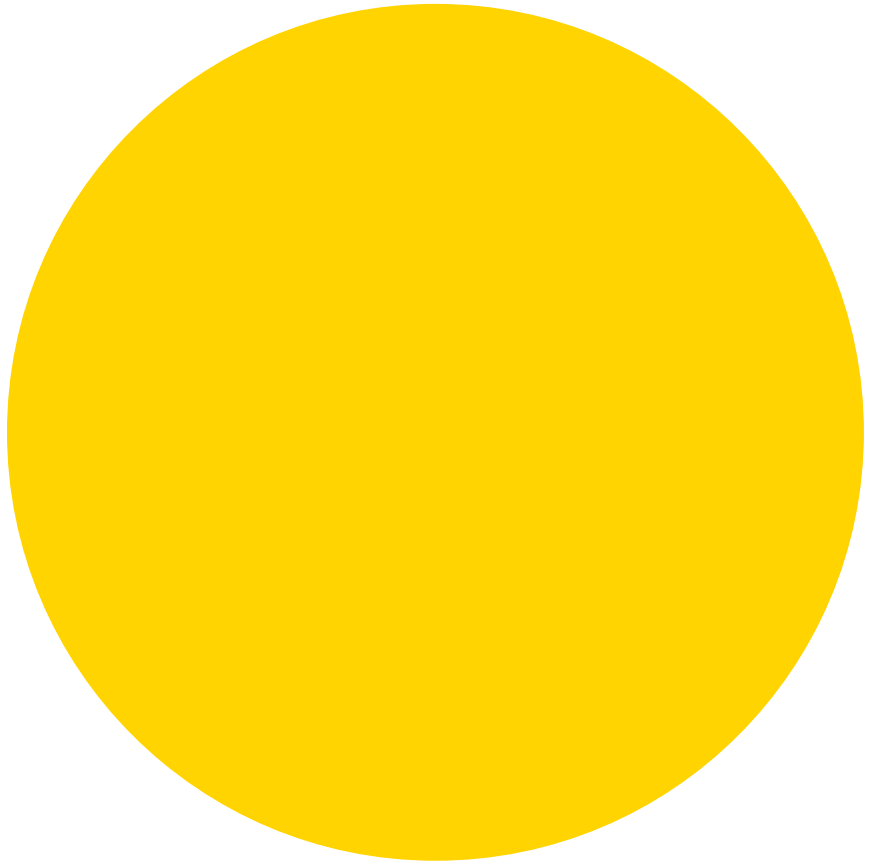
## CARACTÈRE INNOVANT

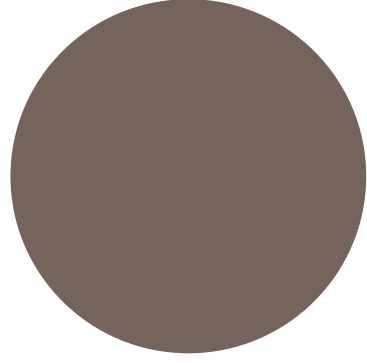


## EXPORT

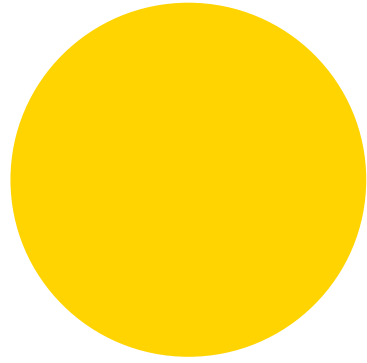


Source : Bpifrance Le Lab.





**SERVIR**  
**L'AVENIR**





# **PME**


## **62<sup>e</sup> ENQUÊTE**

### **DE CONJONCTURE**

#### **JANVIER 2016**



**01.**



**VERS UNE PROBABLE  
ACCÉLÉRATION  
DE LA REPRISE EN 2016**

**+3**

**SOLDE D'OPINION EN NOVEMBRE SUR L'ÉVOLUTION DE L'ACTIVITÉ 2015 DES PME, EN HAUSSE DE 7 POINTS PAR RAPPORT À L'ACTIVITÉ 2014**

**+17**

**SOLDE D'OPINION SUR L'ÉVOLUTION DE L'ACTIVITÉ PRÉVUE EN 2016, LA MEILLEURE ANTICIPATION POUR L'ANNÉE SUIVANTE DEPUIS NOVEMBRE 2010**

**-21**

**SOLDE D'OPINION SUR LA SITUATION DE TRÉSORERIE DES 6 DERNIERS MOIS, DE NOUVEAU EN AMÉLIORATION ET AU MIEUX DEPUIS FIN 2011**

**44%**

**LA PART DES PME PRÉVOYANT D'INVESTIR EN 2016, EN PROGRESSION DE 3 POINTS SUR 1 AN**

## Points clés

1. Une progression modérée de l'activité en 2015, portée notamment par les Innovantes et les Exportatrices, sauf dans la Construction où le recul s'est poursuivi quasi au rythme de 2014.
2. Une demande un peu plus soutenue conduit à un regain d'optimisme pour 2016, avec une stabilisation en vue dans le Bâtiment. Les PME qui innovent et exportent sont de loin les plus optimistes.
3. La situation de la trésorerie continue de s'améliorer et a retrouvé son niveau moyen de long terme.
4. L'investissement s'est stabilisé en 2015 pour la 1<sup>re</sup> fois depuis 2011 et les anticipations pour 2016 sont plutôt positives.

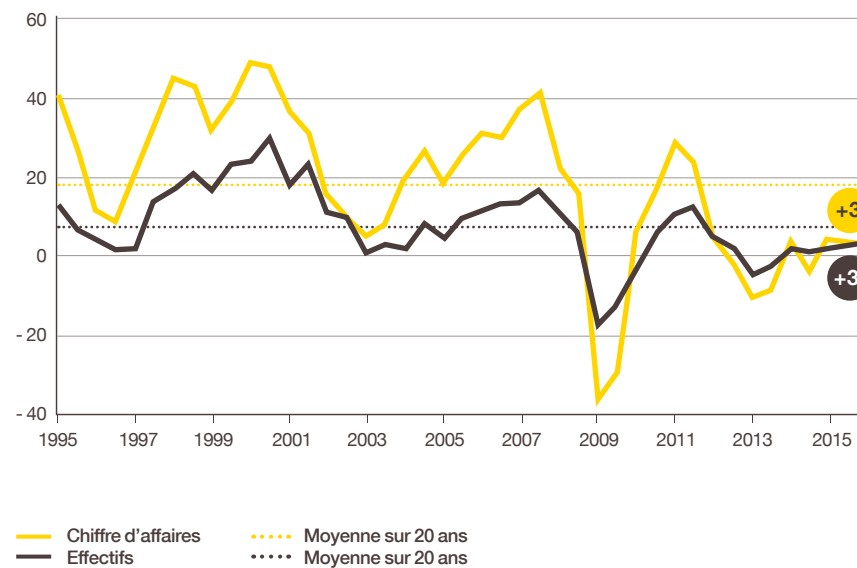
# Confirmation au 2<sup>nd</sup> semestre 2015 d'une légère progression de l'activité et de l'emploi

Interrogées en novembre, les PME annoncent une faible augmentation de l'activité et de l'emploi sur l'ensemble de l'année 2015.

Cela constitue tout de même une progression par rapport à l'exercice 2014. Sur 1 an, le solde d'opinion relatif à l'évolution de l'activité gagne 7 points, à +3, tandis que celui de l'emploi progresse de 2 points, à +3 également.

Ce redressement encore limité mais confirmé de l'activité résulte d'une nette amélioration de la demande. Les carnets de commandes sont au plus haut depuis la mi-2012, l'indicateur s'inscrivant à -18, en hausse de 6 points en 6 mois et 10 points sur 1 an.

## • GRAPHIQUE 1 : ÉVOLUTION DE L'ACTIVITÉ ET DES EFFECTIFS POUR L'ANNÉE EN COURS SOLDE D'OPINION EN %



Note de lecture : le solde des opinions opposées sur l'évolution de l'activité pour l'année en cours est passé de +4 à +3 entre les interrogations de mai 2015 et de novembre 2015.

Source : Bpifrance Le Lab

Deux groupes d'entreprises se dessinent dans la timide reprise en cours :

- les PME « en croissance » ;
- les PME « à la traîne ».

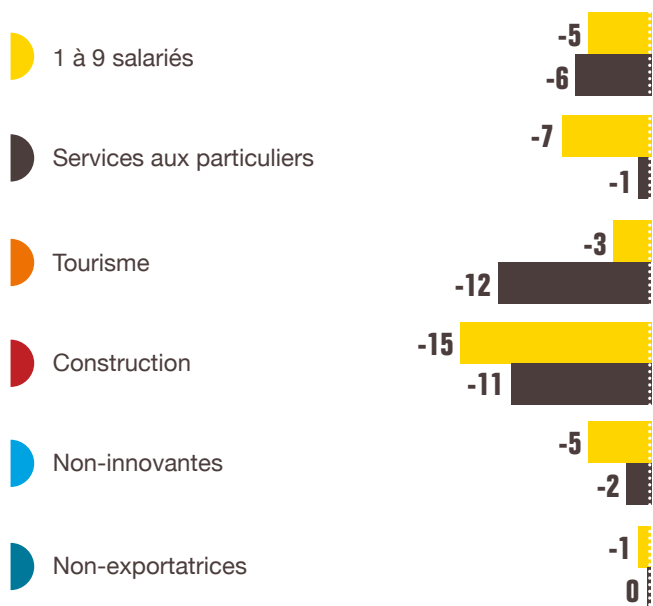
Dans le 1<sup>er</sup> groupe, on trouve les PME de 10 à 249 salariés, les entreprises exportatrices et celles qui innovent. En termes sectoriels, le groupe comprend : les Services aux entreprises, les Transports, l'Industrie et le Commerce. Pour ces entreprises, l'indicateur sur l'évolution de l'activité et des effectifs est positif en 2015.

Le 2<sup>nd</sup> groupe rassemble les catégories de PME dont l'indicateur sur l'activité et les effectifs a été négatif en 2015. Il s'agit : des TPE, des entreprises non innovantes, des entreprises non exportatrices et des PME de la Construction, du Tourisme et des Services aux particuliers.

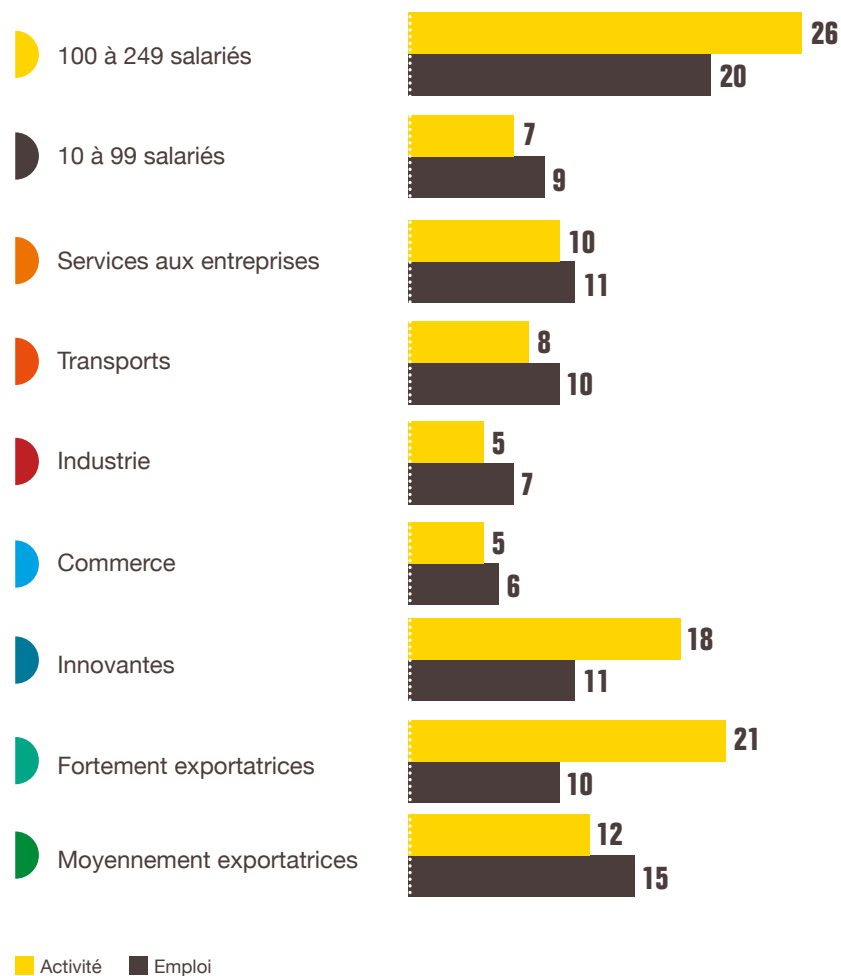
À noter que ce soit pour les TPE, le Tourisme ou plus généralement les Non-innovantes et les Non-exportatrices, on observe un net mieux par rapport à la situation observée 1 an auparavant sur le CA et qui atteste d'un mouvement de rattrapage impactant positivement la conjoncture globale sur l'activité.

• **GRAPHIQUES 2 : CARACTÉRISTIQUES DES 2 CATÉGORIES DE PME**  
SOLDE D'OPINION EN %

**PME ENCORE « À LA TRAÎNE »**



**PME « EN CROISSANCE »**



Source : Bpifrance Le Lab

Les entreprises innovantes et exportatrices ont des performances 2015 en termes d'activité et d'emploi bien supérieures à celles des entreprises non innovantes et non exportatrices. Cela confirme ce que l'on observe régulièrement depuis la crise de 2008-2009.



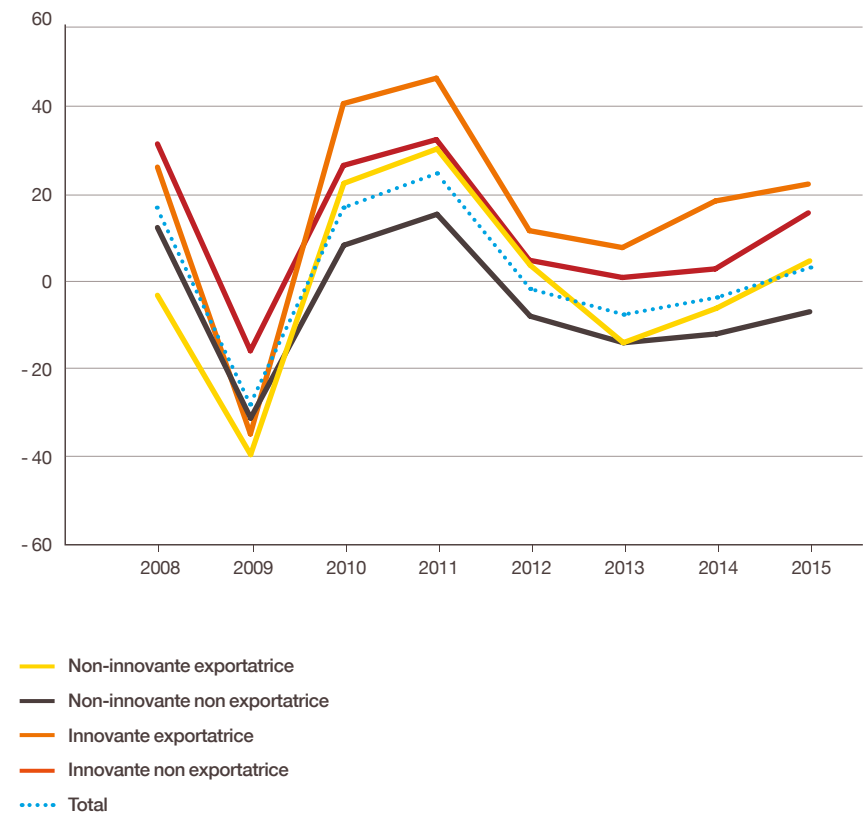
## L'évolution de l'activité et de l'emploi des PME innovantes et exportatrices depuis la crise de 2008-2009

Les entreprises qui innovent et/ou exportent représentent un peu moins de la moitié des PME de 1 à 249 salariés mais affichent des performances supérieures aux autres, notamment en termes d'activité et d'emploi.

Parmi celles-ci, les plus performantes sont celles qui sont à la fois innovantes et exportatrices. Passé le creux de 2009, leur activité se redresse dans la durée.

À l'opposé, le solde d'opinion sur l'activité des entreprises Non-innovantes non exportatrices se redresse légèrement mais reste négatif depuis 2012.

### ÉVOLUTION DE L'ACTIVITÉ ESTIMÉE EN NOVEMBRE POUR L'ANNÉE EN COURS SOLDE D'OPINION EN %

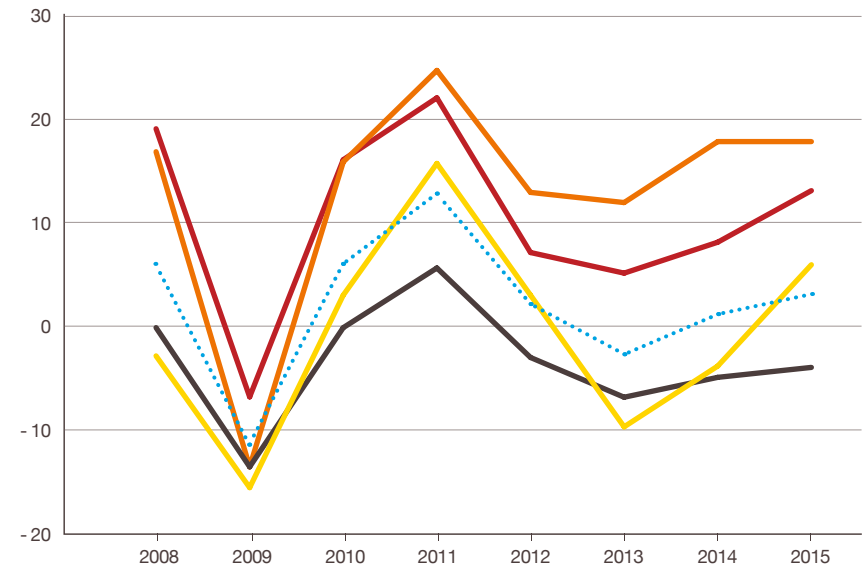


Source : Bpifrance Le Lab

En outre, depuis 2010, les PME innovantes, exportatrices ou non, créent des emplois chaque année, contrairement aux autres.

En revanche, pour l'autre moitié des PME qui ne sont ni innovantes ni exportatrices, l'indicateur sur l'évolution de l'emploi est resté négatif, excepté en 2010 et 2011.

• **ÉVOLUTION DES EFFECTIFS DEPUIS LA FIN DE L'ANNÉE PRÉCÉDENTE N-1 ESTIMÉE EN NOVEMBRE N**  
SOLDE D'OPINION EN %



- Non-innovante exportatrice
- Non-innovante non exportatrice
- Innovante exportatrice
- Innovante non exportatrice
- ..... Total

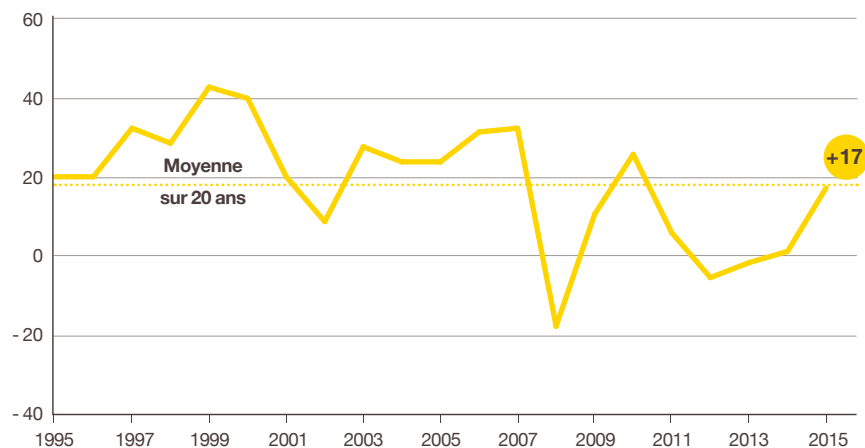
Source : **Bpifrance Le Lab**

# Les perspectives d'activité pour 2016 sont assez optimistes

Les PME anticipent une sensible accélération de l'activité en 2016, l'indicateur prévisionnel pour l'année suivante gagnant 17 points en 1 an, à +17.

À ce niveau, il est proche de sa moyenne de long terme (+19).

## • GRAPHIQUE 3 : ANTICIPATION D'ÉVOLUTION DE L'ACTIVITÉ POUR L'ANNÉE SUIVANTE RÉPONSES DE MAI ET NOVEMBRE - SOLDE D'OPINION EN %



Note de lecture : le solde d'opinion de l'évolution de l'activité pour l'année suivante a progressé pour s'inscrire à +17 en novembre 2015 contre 0 en novembre 2014.

Source : Bpifrance Le Lab

Les anticipations d'évolution de l'activité pour l'année suivante sont au plus haut depuis fin 2010 dans l'Industrie (indicateur à +25), les Services aux entreprises (+29) et le Commerce de gros (+26).

En effet, les dirigeants de PME de ces secteurs s'attendent à un sensible renforcement de la demande au 1<sup>er</sup> semestre 2016, avec des carnets de commandes orientés à la hausse pour les 6 prochains mois. Entre novembre 2014 et novembre 2015, l'indicateur prévisionnel des carnets de commandes croît de 12 points dans l'Industrie, à +6, de 19 points dans les Services aux entreprises, à +14, et de 19 points dans le Commerce de gros, à +10.

Par ailleurs, les dirigeants prévoient une stabilité dans le Bâtiment, avec un indicateur prévisionnel d'activité nul au lieu de -25 fin 2014, dans le Tourisme (-1 après -9) ainsi que dans le Commerce de détail (-1 après -14).

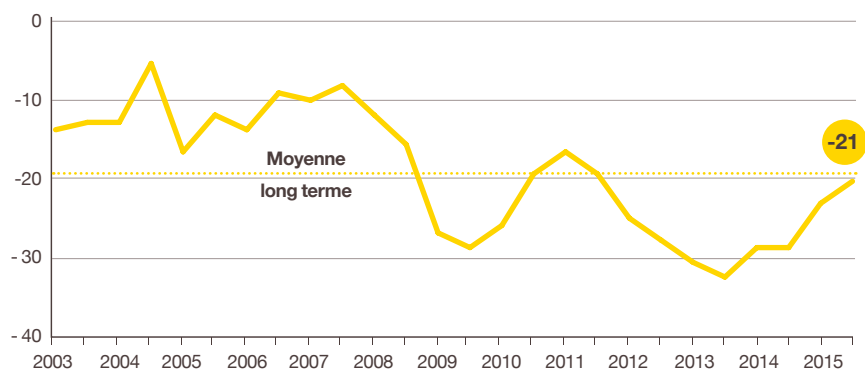
Les PME exportatrices et innovantes ont des anticipations de croissance en 2016 très supérieures à la moyenne, avec un indicateur prévisionnel d'activité s'inscrivant respectivement à +35 et +39.

# La situation financière continue de s'améliorer

La situation de trésorerie poursuit son vif redressement depuis le point bas de la mi-2013. L'indicateur en solde d'opinion progresse de 9 points en 1 an et de 3 points en 6 mois, à -21, ce qui le rapproche de sa moyenne de long terme (-19,7).

Les trésoreries sont considérées les plus souples dans les Services aux entreprises, avec un indicateur à -15, l'Industrie (-16) et le Commerce de gros (-16). L'état des trésoreries est estimé le plus tendu dans le Tourisme (-36) et les Services aux particuliers (-33).

## • GRAPHIQUE 4 : JUGEMENT MOYEN SUR LA SITUATION DE TRÉSORERIE DES 6 DERNIERS MOIS SOLDE D'OPINION EN %



Note de lecture : en novembre 2015, les PME étaient 21 % de plus à déclarer une trésorerie difficile plutôt qu'une trésorerie aisée.

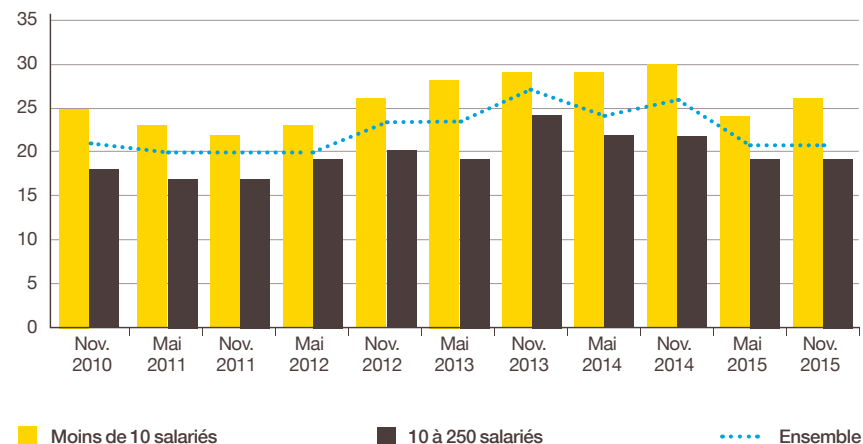
Source : Bpifrance Le Lab

L'accès au crédit de trésorerie au cours du 2<sup>nd</sup> semestre 2015 s'est maintenu au niveau du 1<sup>er</sup> semestre, qui était en nette amélioration par rapport à 2013-2014.

Ainsi, 21 % des PME font part de difficultés pour l'obtention de concours financiers à court terme.

L'écart s'est toutefois un peu accentué entre les TPE (26 % après 24 %) et les PME de 10 à 249 salariés (maintien à 19 %).

## • GRAPHIQUE 5 : ACCÈS AU CRÉDIT DE TRÉSORERIE ASSEZ OU TRÈS DIFFICILE EN %



Source : Bpifrance Le Lab

Les difficultés d'accès au crédit à court terme demeurent proches de la moyenne (21 %) dans tous les secteurs d'activité, à l'exception de ceux du Tourisme (35 %) et du Commerce-Réparation automobile (31 %).

# L'investissement a cessé de reculer en 2015 et pourrait légèrement progresser en 2016

## L'investissement s'est stabilisé après 3 années de baisse

50 % des PME ont investi en 2015, contre 48 % seulement en 2013 et 2014. Par ailleurs, l'indicateur sur l'évolution du volume d'investissement, c'est-à-dire des montants investis, est stable en 2015 pour la 1<sup>re</sup> fois depuis 2011.

Les investissements de l'ensemble des PME, en volume, avaient régressé en 2012, 2013 et 2014.

Le redressement a été sensible dans les Transports, dont l'indicateur a gagné 7 points en 1 an, à +8, dans l'Industrie (+1 en 2015, en hausse de 3 points), les Services aux entreprises (+1 également, après -7) ainsi que le Commerce-Réparation automobile (+7, après -3).

En revanche, l'investissement a accentué son recul dans le Tourisme (indicateur à -8, contre -3 en 2014) tandis que la baisse s'est nettement atténuée dans la Construction (-5, après -17), le Commerce de détail (-7, après -14) et les Services aux particuliers (-4, après -14).

• GRAPHIQUE 6 : JUGEMENT MOYEN SUR L'ÉVOLUTION DE L'INVESTISSEMENT POUR L'ANNÉE EN COURS  
RÉPONSES DE NOVEMBRE - SOLDE D'OPINION EN %



Note de lecture : parmi les 50 % de PME qui déclarent des investissements en 2015, 25 % annoncent un volume d'investissement en hausse par rapport à 2014 et 25 % en diminution, ce qui donne un indicateur en solde d'opinion nul pour l'ensemble des PME.

Source : Bpifrance Le Lab

## Baisse relative de l'immobilier au profit des équipements et de l'immatériel

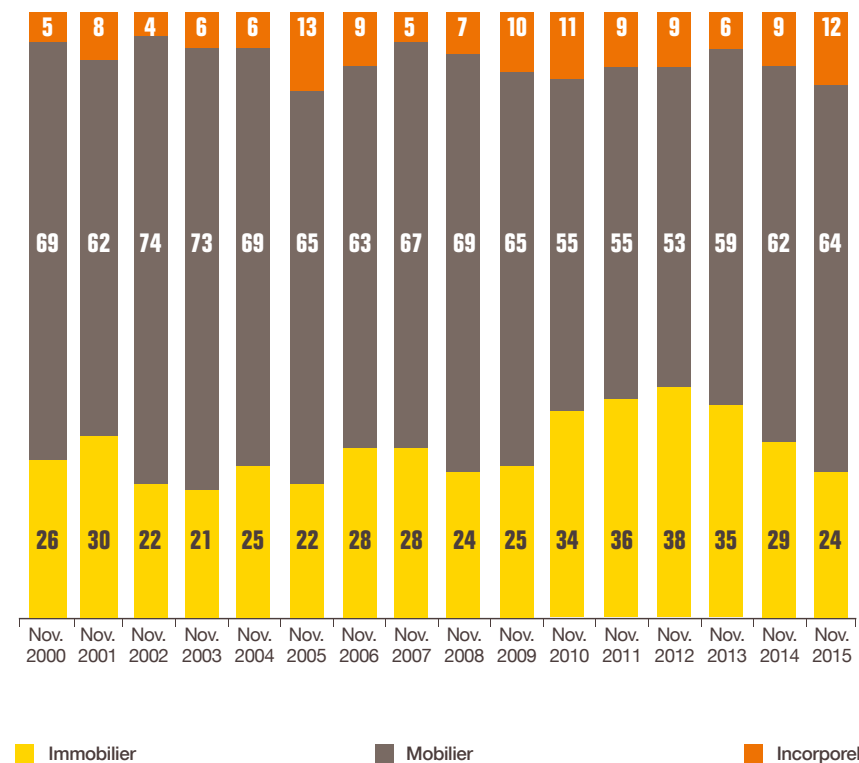
Le poids des investissements mobiliers (matériels, véhicules, équipements divers) dans le total des dépenses d'investissement a crû de 2 points, à 64 %, tandis que celui des investissements incorporels (fonds de commerce, droits au bail, brevets, licences, logiciels) a augmenté de 3 points, à 12 %.

À l'inverse, la part des investissements immobiliers (terrains, constructions, locaux existants, aménagements) a diminué de 5 points à 24 %.

Ces investissements ont été autofinancés à hauteur de 40 % en moyenne, contre 39 % en 2014 et 42 % en 2013.

Le solde a été financé pour 54 % par des concours financiers à moyen terme (crédit-bail mobilier et crédits bancaires de 2 à 7 ans) et de 6 % par des concours à long terme (crédit-bail immobilier et prêts bancaires de 8 ans et plus).

### • GRAPHIQUE 7 : DÉPENSES D'INVESTISSEMENT DES PME EN 2015 PAR NATURE



Note de lecture : en 2015, 24 % des dépenses totales d'investissement ont été consacrées à de l'investissement immobilier, 64 % à de l'investissement mobilier et 12 % à de l'investissement incorporel.

Source : Bpifrance Le Lab

## Hausse modérée de l'investissement anticipée pour 2016

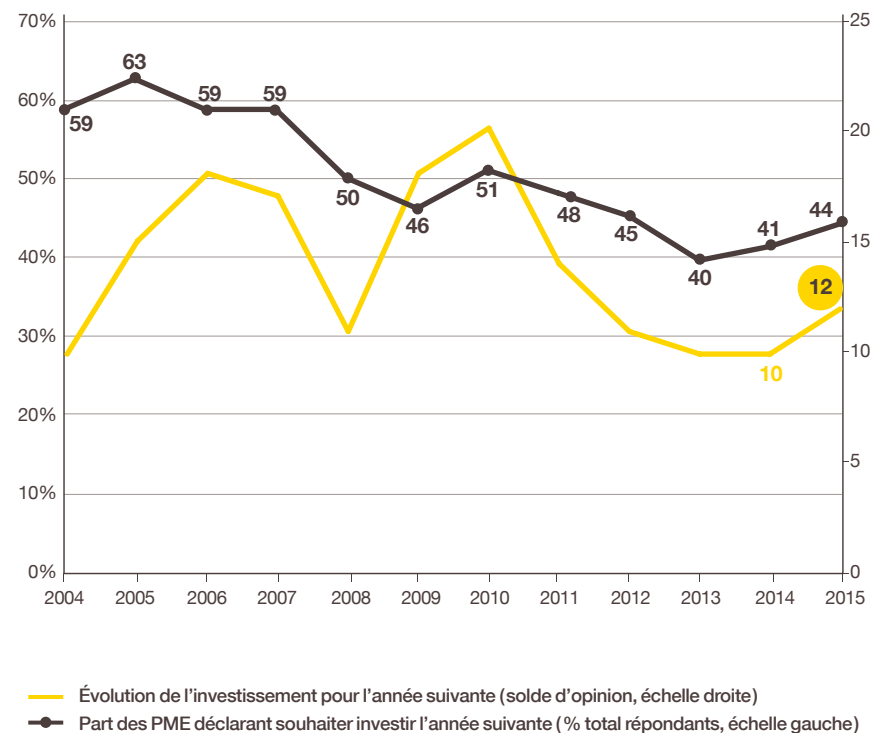
Les carnets de commandes étant mieux garnis fin 2015 et la demande se raffermissant progressivement, les PME envisagent d'investir un peu plus en 2016. Ainsi, 44 % d'entre elles pensent investir au cours du prochain exercice contre 41 % seulement 1 an plus tôt.

De même, l'indicateur prévisionnel du volume d'investissement se redresse sensiblement à +12, il se rapproche de sa moyenne de long terme.

Les anticipations d'évolution des dépenses d'investissement en 2016 sont les plus positives dans l'Industrie (indicateur prévisionnel en volume à +15, après +13 fin 2014), ainsi que dans le Commerce de détail (+17, après +12) et le Commerce de gros (+16, après +13).

En revanche, l'attentisme prévaut dans les Transports (indicateur prévisionnel à +4, au lieu de 0 fin 2014), et surtout dans les Travaux publics (-7, après +7).

### • GRAPHIQUE 8 : ANTICIPATION D'ÉVOLUTION DE L'INVESTISSEMENT POUR L'ANNÉE SUIVANTE RÉPONSES DE NOVEMBRE - SOLDE D'OPINION EN %



Note de lecture : en novembre 2015, 44 % des PME se déclarent prêtes à investir en 2016 (échelle gauche) et elles sont 12 % de plus à anticiper une hausse des dépenses qu'une baisse par rapport à 2015 (solde d'opinion, échelle de droite).

Source : **Bpifrance Le Lab**

## En guise de conclusion

---

### La légère embellie de la situation des PME en 2015 devrait se confirmer voire prendre un peu plus d'ampleur en 2016

Fin 2015, les indicateurs des PME sont désormais tous au vert : activité, emploi, situation financière et même investissement, ce qui est nouveau.

Encore timorés pour l'année écoulée, ils sont envisagés avec de plus en plus d'optimisme en 2016, sur fond d'apaisement des tensions sur la trésorerie opéré depuis plusieurs semestres.

Les entreprises dans une dynamique d'innovation et d'ouverture à l'international sont particulièrement optimistes pour 2016.

Les autres, parfois encore dans l'expectative, notamment les très petites entreprises, devraient aussi bénéficier de la reprise économique qui se renforce et se généralise en Europe.



## Conjoncture régionale : synthèse

En 2015, les PME voient leur situation s'améliorer plus ou moins selon les régions, que ce soit en termes d'activité, d'emploi, de trésorerie...

En valeur, l'activité est en moyenne stable voire en légère augmentation en Poitou-Charentes, en Bourgogne, en Bretagne, dans les Pays de la Loire, dans les régions Île-de-France, Rhône-Alpes et Champagne-Ardenne.

L'état des trésoreries s'est amélioré dans la quasi-totalité des régions.

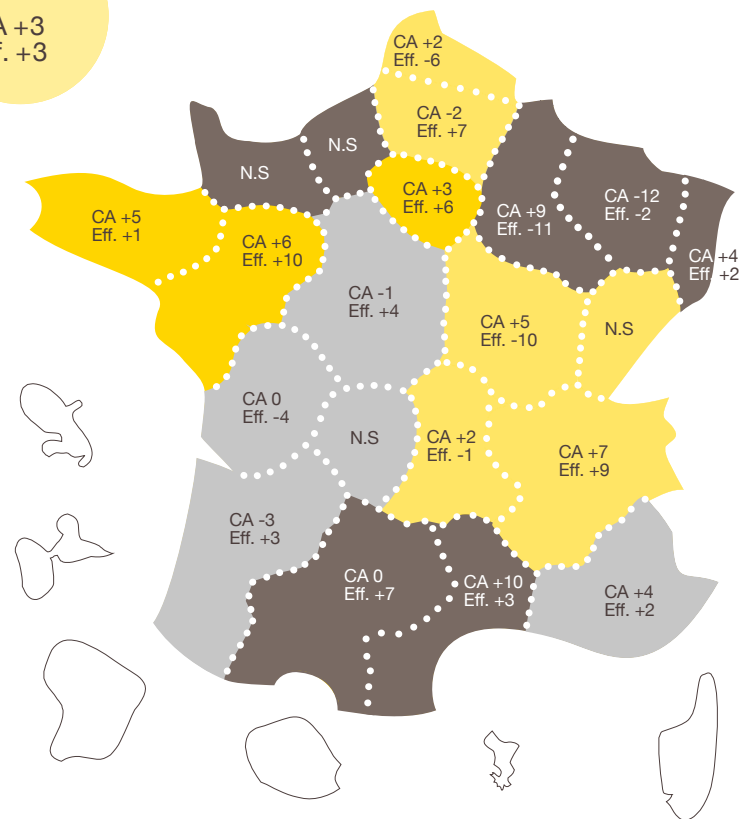
Malgré un léger mieux, 2 régions rencontrent toujours des difficultés : la Lorraine et le Nord-Pas de Calais.

Les résultats détaillés par région sont disponibles dans les synthèses régionales, accessibles sur [www.bpifrance-lelab.fr](http://www.bpifrance-lelab.fr)

## ÉVOLUTION DU CA ET DES EFFECTIFS PAR RÉGION SOLDE D'OPINION EN %

France :

CA +3  
Eff. +3



### Évolution moyenne du CA en valeur nominale par nouvelle région

- ≤ -0,6 %
- De -0,5 % à 0,0 %
- De +0,1 % à +0,5 %
- De +0,6 % à +1,1 %
- N.S - Non significatif (moins de 100 réponses)

Source : Bpifrance Le Lab



**02.**



**SYNTHÈSE  
DES RÉSULTATS**

## CHIFFRE D'AFFAIRES

## EFFECTIFS

## INVESTISSEMENT

### ACTIVITÉ PASSÉE <sup>(1)</sup>

#### Ensemble des PME

10 - 250 salariés  
Moins de 10 salariés

Industrie  
Construction  
Commerce  
Transports  
Tourisme  
Services

	Moyenne 2005 à 2014	Novembre 2014	Novembre 2015	Évolution/ novembre 2014
<b>Ensemble des PME</b>	<b>+11</b>	<b>-4</b>	<b>+3</b>	
10 - 250 salariés	+21	+5	+8	
Moins de 10 salariés	-1	-16	-5	
Industrie	+14	+6	+5	
Construction	+9	-17	-15	
Commerce	+8	-12	+5	
Transports	+15	+7	+8	
Tourisme	+2	-21	-3	
Services	+16	+0	+7	

	Moyenne 2005 à 2014	Novembre 2014	Novembre 2015	Évolution/ novembre 2014
<b>Ensemble des PME</b>	<b>+5</b>	<b>+1</b>	<b>+3</b>	
10 - 250 salariés	+11	+7	+10	
Moins de 10 salariés	-3	-7	-6	
Industrie	+3	+4	+7	
Construction	+5	-8	-11	
Commerce	+3	+1	+6	
Transports	+4	+2	+10	
Tourisme	-2	-12	-12	
Services	+11	+6	+8	

	Moyenne 2005 à 2014	Novembre 2014	Novembre 2015	Évolution/ novembre 2014
<b>Ensemble des PME</b>	<b>-6</b>	<b>-8</b>	<b>0</b>	
10 - 250 salariés	-3	-1	+2	
Moins de 10 salariés	-10	-16	-4	
Industrie	-3	-2	+1	
Construction	-11	-17	-5	
Commerce	-8	-9	+1	
Transports	-5	+1	+8	
Tourisme	-9	-3	-8	
Services	-2	-8	+0	

### ACTIVITÉ PRÉVUE <sup>(1)</sup>

#### Ensemble des PME

10 - 250 salariés  
Moins de 10 salariés

Industrie  
Construction  
Commerce  
Transports  
Tourisme  
Services

	Moyenne 2005 à 2014	Novembre 2014	Novembre 2015	Évolution/ novembre 2014
<b>Ensemble des PME</b>	<b>+10</b>	<b>+0</b>	<b>+17</b>	
10 - 250 salariés	+17	+8	+24	
Moins de 10 salariés	+1	-9	+9	
Industrie	+16	+14	+25	
Construction	-9	-29	-2	
Commerce	+10	+2	+17	
Transports	+7	-10	+11	
Tourisme	+0	-9	-1	
Services	+19	+6	+27	

	Moyenne 2005 à 2014	Novembre 2014	Novembre 2015	Évolution/ novembre 2014
<b>Ensemble des PME</b>	<b>+8</b>	<b>+0</b>	<b>+10</b>	
10 - 250 salariés	+10	+4	+13	
Moins de 10 salariés	+4	-4	+5	
Industrie	+10	+7	+11	
Construction	+0	-18	-3	
Commerce	+5	+0	+8	
Transports	+5	-7	+8	
Tourisme	-2	-9	-1	
Services	+16	+8	+18	

	Moyenne 2005 à 2014	Novembre 2014	Novembre 2015	Évolution/ novembre 2014
<b>Ensemble des PME</b>	<b>+14</b>	<b>+10</b>	<b>+12</b>	
10 - 250 salariés	+14	+10	+12	
Moins de 10 salariés	+15	+11	+13	
Industrie	+17	+12	+15	
Construction	+8	+4	+7	
Commerce	+16	+12	+15	
Transports	+2	+7	+4	
Tourisme	+15	+13	+14	
Services	+15	+10	+13	

(1) Solde d'opinion = (Part des entreprises anticipant une hausse - Part des entreprises anticipant une baisse).



**03.**



**MÉTHODOLOGIE**

## Définitions

**Les indicateurs ou soldes d'opinions** correspondent à des soldes de pourcentages d'opinions opposées :

- Indicateur en évolution =  $[(x \% \text{ « en hausse »}) - (y \% \text{ « en baisse »})] \times 100$
- Indicateur en niveau =  $[(x \% \text{ « bon/aisé »}) - (y \% \text{ « mauvais/difficile »})] \times 100$

Les pourcentages d'opinion neutre (« stable » ou « normal »), qui font le complément des réponses à 100 %, ne sont donc pas pris en compte dans le calcul de ce type d'indicateur.

**Une entreprise est qualifiée « innovante »** si elle a réalisé au moins 1 des 5 actions suivantes au cours des 3 dernières années :

- financer des frais de recherche et développement (interne ou externe) ou recruter du personnel de R&D ;
- acquérir une licence d'exploitation d'un procédé ou d'une technologie ;
- déposer un brevet, une marque, un dessin ou un modèle ;
- développer pour le compte de tiers un produit ou procédé (prestation) nouveau ou significativement amélioré ;
- commercialiser sur le marché un nouveau produit, bien ou service, (hors simple revente de produits nouveaux achetés à d'autres entreprises et hors modifications esthétiques ou de conditionnement de produits précédemment existants) ou utiliser un nouveau procédé (ou méthode) de production, de commercialisation ou d'organisation. De plus, aucun produit ou procédé analogue n'est déjà commercialisé ou utilisé par des concurrents.

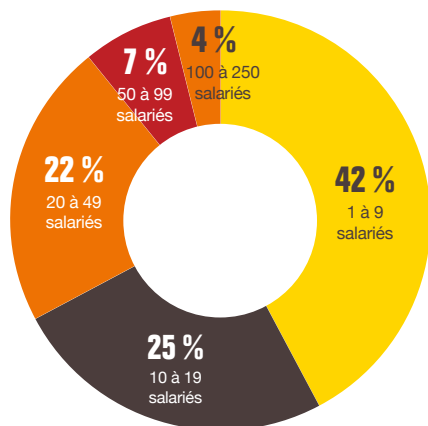
Une entreprise « **fortement exportatrice** » réalise plus du quart de son activité à l'international, « **moyennement exportatrice** » entre 6 % et 25 % et « **non exportatrice** » moins de 6 % (y compris 0 %).

# Structure de l'échantillon

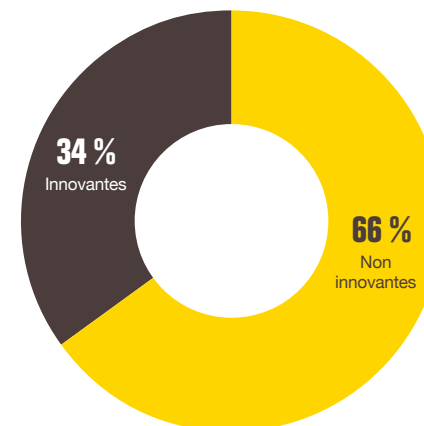
À l'occasion de la 62<sup>e</sup> édition de l'enquête semestrielle de conjoncture, 29 400 entreprises des secteurs marchands non agricoles, de 1 à moins de 250 salariés et réalisant moins de 50 M€ de CA, ont été interrogées début novembre 2015.

L'analyse porte sur les 4 560 premières réponses jugées complètes et fiables reçues avant le 28 novembre 2015.

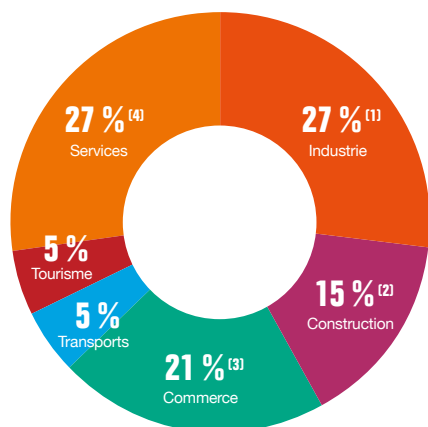
## TAILLE



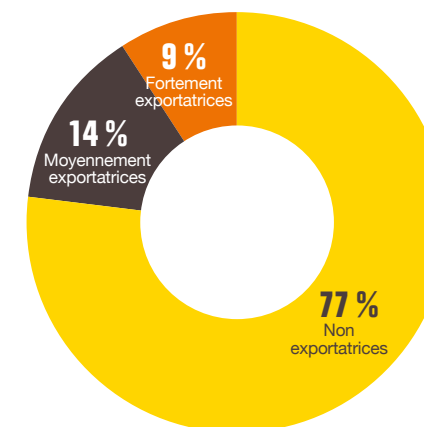
## CARACTÈRE INNOVANT



## SECTEUR D'ACTIVITÉ



## EXPORT



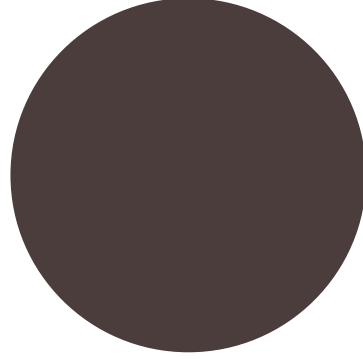
(1) 3 % agroalimentaire, 13 % biens intermédiaires, 8 % biens d'équipement et 3 % biens de consommation.

(2) 13 % Bâtiment et 2 % Travaux publics.

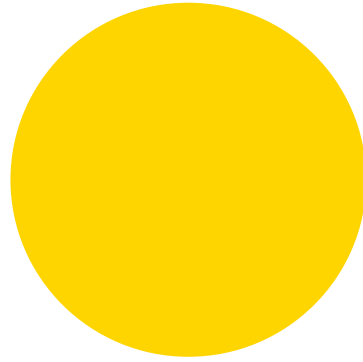
(3) 2 % Commerce-Réparation automobile, 12 % Commerce de gros et 7 % Commerce de détail.

(4) 23 % Services aux entreprises et 4 % Services aux particuliers.

Source : Bpifrance Le Lab



**SERVIR  
L'AVENIR**



The logo for bpi france, consisting of the text "bpi france" in a lowercase, sans-serif font. The "bpi" is in black and "france" is in orange. It is contained within a white circle.

bpi france

The logo for LAB, consisting of the text "LAB" in a bold, uppercase, sans-serif font. It is contained within a dark grey circle.

LAB

Two large decorative circles are positioned on the left and right sides of the page. The one on the left is dark grey, and the one on the right is white. They are partially cut off by the edges of the page.

# PMME

**63<sup>e</sup> ENQUÊTE  
DE CONJONCTURE  
JUILLET 2016**



**01.**

**LA REPRISE  
S'EST ACCÉLÉRÉE  
AU 1<sup>ER</sup> SEMESTRE  
LES PME RESTAIENT  
EN MAI OPTIMISTES  
POUR LA FIN  
D'ANNÉE**

**+13**

**SOLDE D'OPINION SUR L'ÉVOLUTION  
ATTENDUE DE L'ACTIVITÉ DES PME EN 2016,  
CONTRE +4 EN MAI 2015**

**-18**

**SOLDE D'OPINION SUR LA SITUATION  
DE TRÉSORERIE DES 6 DERNIERS MOIS,  
TOUT PROCHE DU NIVEAU D'AVANT CRISE**

**47%**

**LA PART DES PME AYANT INVESTI DEPUIS  
DÉBUT 2016 OU PRÉVOYANT DE LE FAIRE  
D'ICI LA FIN DE L'ANNÉE,  
EN PROGRESSION DE 2 POINTS SUR UN AN**

**+6%**

**SOLDE D'OPINION SUR L'ÉVOLUTION  
ATTENDUE DES CARNETS DE COMMANDES,  
EN HAUSSE DE 3 POINTS SUR 6 MOIS**

## Points clés

1. Une accélération de l'activité au 1<sup>er</sup> semestre à un rythme inégalé depuis 5 ans, portée par 18 mois de hausse des carnets de commandes dans tous les secteurs excepté la Construction où ils sont en voie de stabilisation.
2. Une situation financière qui continue de s'améliorer, avec des trésoreries retrouvant ou presque leur niveau du 1<sup>er</sup> semestre 2008. L'état de la trésorerie reste cependant assez tendu dans la Construction et surtout le Tourisme.
3. Le robinet du crédit est ouvert : l'accès au crédit de trésorerie et d'investissement est le plus aisé depuis le début de la décennie.
4. Des prévisions d'investissement meilleures qu'en mai 2015 mais encore un peu timides. Net redressement dans les Services et les Transports mais stabilité annoncée dans l'Industrie.
5. L'amélioration devrait se poursuivre au 2<sup>nd</sup> semestre même si le climat d'incertitude a pu depuis se renforcer avec la matérialisation du Brexit : l'évolution attendue des carnets de commandes est la meilleure depuis 2011, les trésoreries devraient continuer de s'assouplir et la rentabilité est anticipée en hausse pour l'exercice 2016.

# Le net redémarrage de l'activité au 1<sup>er</sup> semestre se traduit par un début d'amélioration sur le front de l'emploi

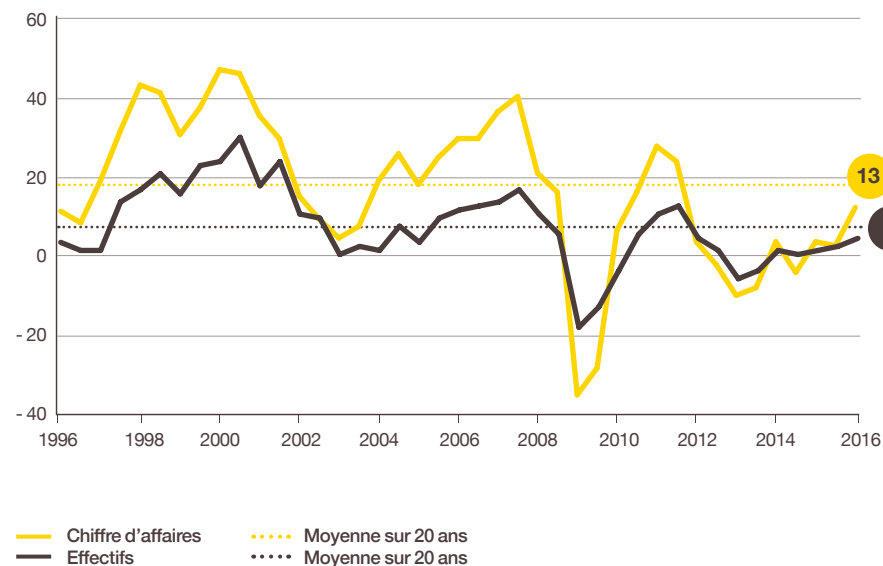
Interrogées en mai, les PME annoncent une accélération de leur activité qui progresse à un rythme inégalé depuis 2011. En conséquence, les créations nettes d'emploi s'accroissent, quoique à un rythme encore modéré.

Sur un an, le solde d'opinion relatif à l'évolution de l'activité gagne 9 points, à +13, tandis que celui de l'emploi progresse de 3 points, à +5. Ces indicateurs d'évolution de l'activité et de l'emploi se rapprochent ainsi de leur moyenne de long terme (graphique 1).

Comme pour les ETI interrogées en mars<sup>(1)</sup>, les PME semblent également bénéficier du redressement des marchés français et européens. Le solde d'opinion sur l'activité des non internationalisées se redresse de 11 points à +10, les moyennement internationalisées voient leur solde se redresser de 6 points, à +23.

Cette tendance devrait se prolonger en 2017. L'activité poursuivrait sa croissance, plus particulièrement chez les PME de plus de 100 salariés. L'emploi, quant à lui, bénéficierait de ce climat favorable en continuant de se renforcer.

• **GRAPHIQUE 1 : ÉVOLUTION DE L'ACTIVITÉ ET DES EFFECTIFS POUR L'ANNÉE EN COURS**  
SOLDE D'OPINION EN %



Note de lecture : le solde des opinions opposées sur l'évolution de l'activité pour l'année en cours est passé de +2 à +13 entre les interrogations de novembre 2015 et de mai 2016.

Source : **Bpifrance Le Lab**

<sup>(1)</sup> Cf. « La conjoncture des ETI : enquête annuelle 2016 », **Bpifrance Le Lab**-DGE, juin 2016.

Les carnets de commandes se regarnissent pour le 3<sup>e</sup> semestre consécutif, l'indicateur en solde d'opinion progressant de 11 points sur un an, à -13, ce qui le situe au plus haut depuis la fin 2011.

Deux groupes distincts d'entreprises se confirment dans la reprise en cours (graphiques 2) :

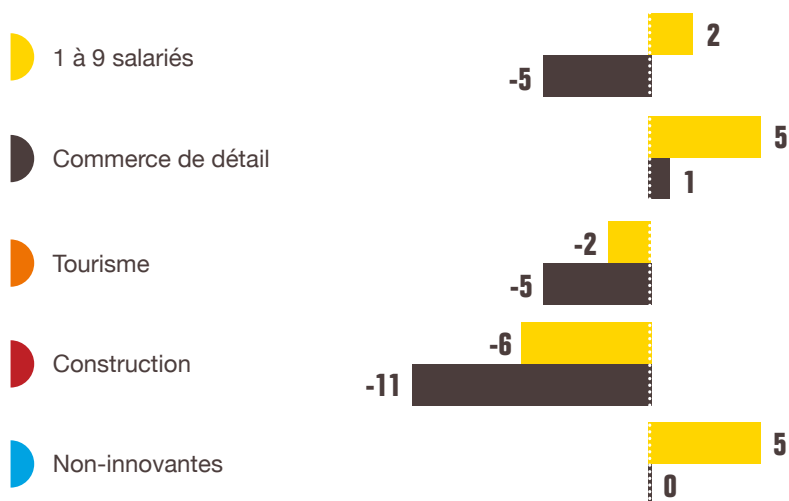
- les PME « en croissance », dont l'activité et les embauches s'accroissent ;
- les PME encore « à la traîne », où l'activité et l'emploi stagnent ou continuent de s'effriter. Dans ces dernières, on observe cependant un rattrapage progressif.

Le 1<sup>er</sup> groupe comprend les PME employant au moins 10 salariés, et tout particulièrement celles de 100 à moins de 250 salariés, les entreprises exportatrices et celles qui innovent. En termes sectoriels, on y trouve les Services aux entreprises et aux particuliers, l'Industrie, le Commerce de gros et les Transports.

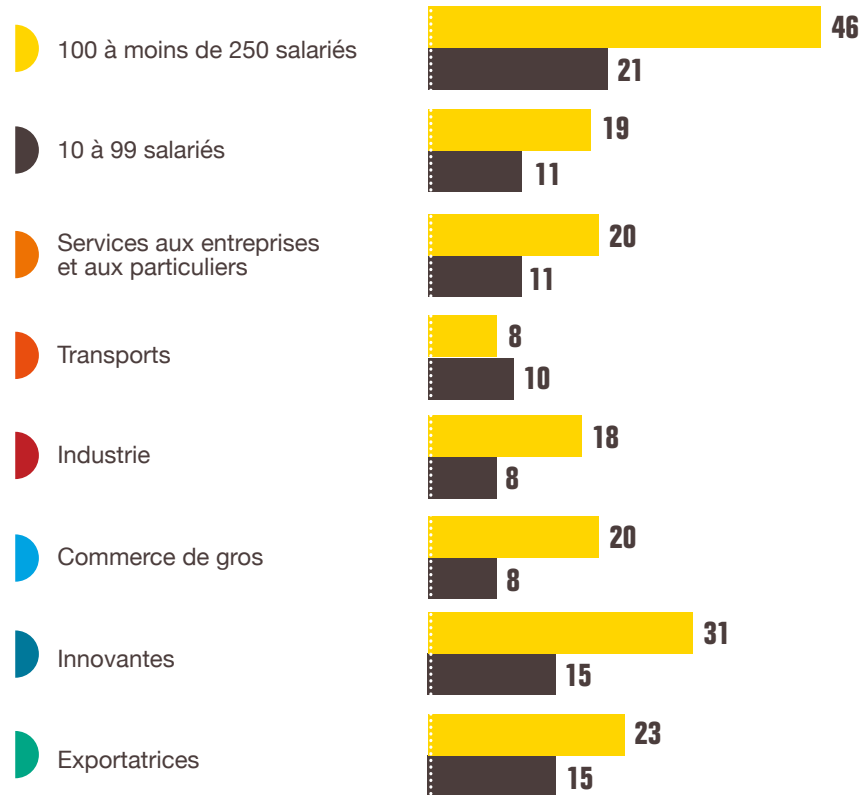
Le 2<sup>nd</sup> groupe rassemble les TPE et les non-innovantes. D'un point de vue sectoriel, il comprend les PME de la Construction, dont les indicateurs sont toutefois moins dégradés que précédemment, du Tourisme et du Commerce de détail.

• **GRAPHIQUES 2 : CARACTÉRISTIQUES DES 2 CATÉGORIES DE PME**  
SOLDE D'OPINION EN %

**PME ENCORE « À LA TRAÎNE »**



**PME « EN CROISSANCE »**



■ Activité ■ Emploi

Source : Bpifrance Le Lab

## L'emploi commence à s'améliorer, mais encore de manière inégale

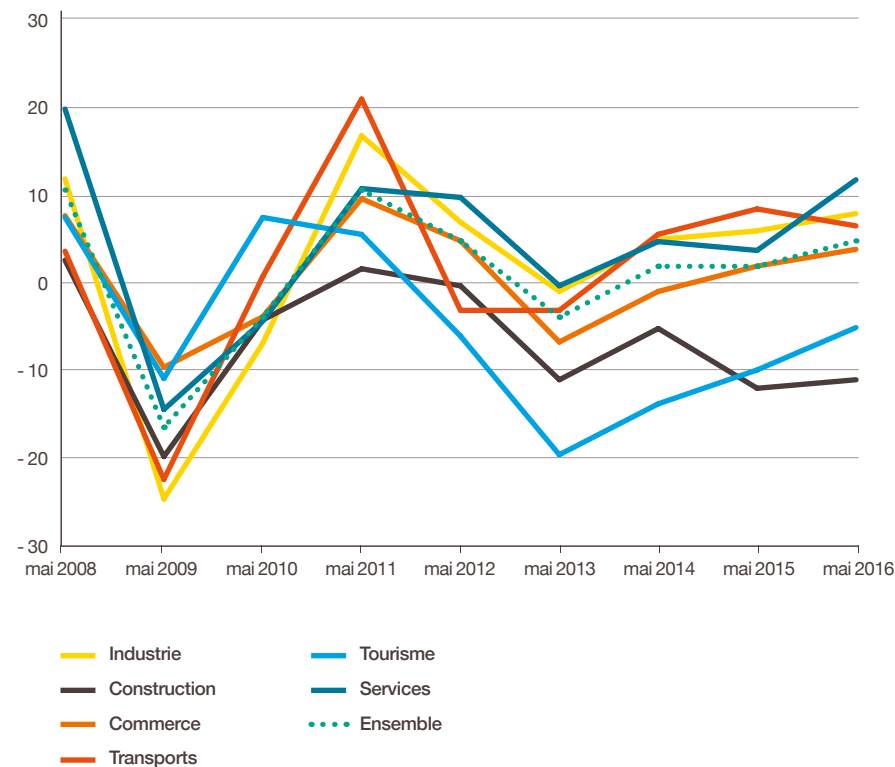
Au cours des premiers mois de 2016, 21 % des PME ont accru le nombre de leurs salariés tandis que 16 % les ont réduits, soit un solde d'évolution de l'emploi de +5, en amélioration de 3 points par rapport à 2015.

L'évolution de l'emploi des PME est très variable selon le secteur d'activité. Le redressement le plus net s'opère dans les Services (indicateur à +12, +8 points par rapport à 2015), son meilleur niveau depuis 2008. Le redressement est plus modéré dans l'Industrie (+8) et le Commerce (+4).

En revanche, la situation reste plus dégradée dans la Construction (-11) et le Tourisme (-5). Dans ce dernier secteur cependant, la situation s'améliore de manière continue depuis le point bas de 2013 (-20).

## ÉVOLUTION DES EFFECTIFS DES PME DEPUIS LE DÉBUT DE L'ANNÉE SELON LE SECTEUR D'ACTIVITÉ

SOLDE D'OPINION EN %



Note de lecture : en mai 2016, 20 % des PME des Transports déclarent avoir accru le nombre de leurs salariés depuis fin 2015, tandis que 13 % déclarent une réduction, ce qui donne un solde ou indicateur d'emploi de +7.

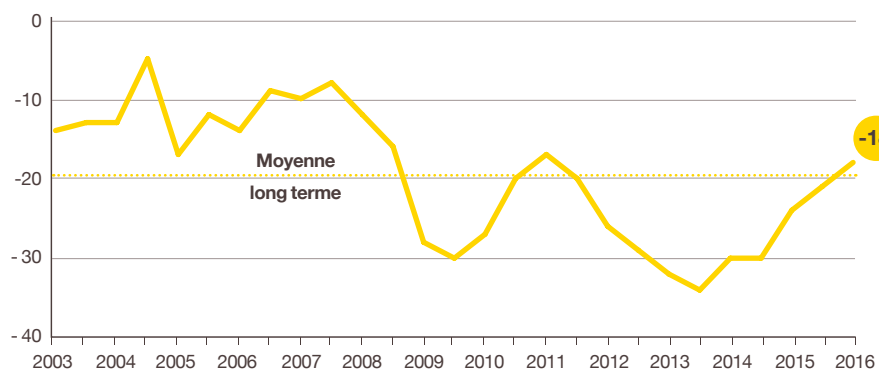
Source : Bpifrance Le Lab

# Une situation financière de nouveau en amélioration...

La situation de trésorerie des PME est au mieux depuis 2011. L'indicateur de la trésorerie a progressé de 3 points par rapport à novembre 2015, à -18, ce qui le situe à 2 points au-dessus de sa moyenne de long terme et quasi au niveau d'avant crise (graphique 3).

Les trésoreries sont considérées les plus souples dans les Services aux entreprises, dont l'indicateur s'inscrit à -11, le Commerce de gros (-14) et l'Industrie (-15). L'état des trésoreries est estimé le plus tendu dans le Tourisme (-39) et la Construction (-33). Les trésoreries sont estimées plus serrées que la moyenne des PME par les TPE (-22) et beaucoup plus aisées par les entreprises de 100 à moins de 250 salariés (-3).

## • GRAPHIQUE 3 : JUGEMENT MOYEN SUR LA SITUATION DE TRÉSORERIE SOLDE D'OPINION EN %



Note de lecture : en mai 2016, les PME étaient 18 % de plus à déclarer une trésorerie difficile qu'une trésorerie aisée.

Source : Bpifrance Le Lab

En outre, le jugement de la rentabilité du dernier exercice s'améliore nettement sur un an. L'indicateur en solde d'opinion est au plus haut depuis mai 2012 dans l'Industrie (-1), les Services (-1) et le Commerce (+1) et se maintient sur un an dans les Transports (-5, après -4). L'appréciation de la rentabilité demeure toutefois très négative dans la Construction (-19 après -24 en mai 2015) et dans le Tourisme (-18 après -20).

Il est également meilleur chez les PME innovantes (+1 après -7 en mai 2015) que chez les non-innovantes (-7 après -11), chez les PME exportatrices (+2 après -4) que chez les non-exportatrices (-7 après -12).

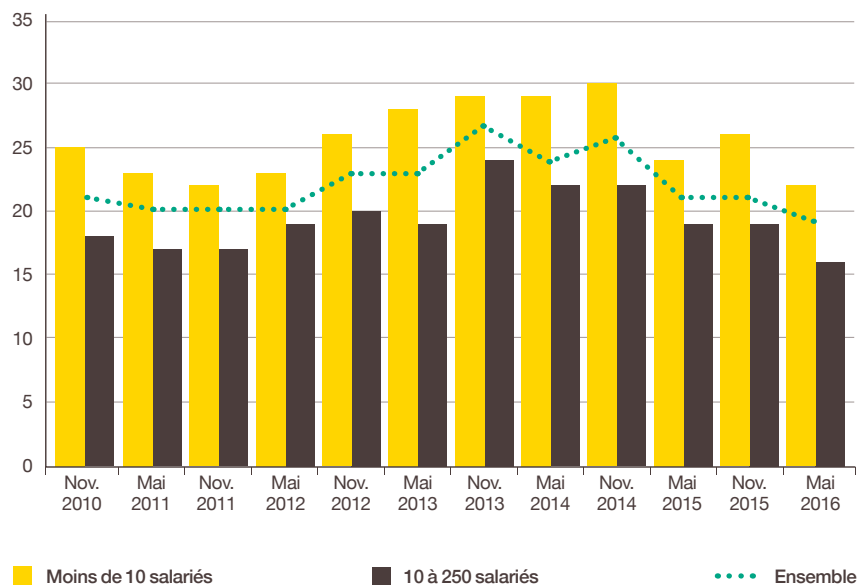
Les anticipations d'évolution de la rentabilité pour l'exercice en cours sont positives pour la première fois depuis mai 2011, l'indicateur s'inscrivant à +3 (après -3 en mai 2015 pour l'exercice 2015). L'évolution attendue est la plus positive dans les Services (+10 après -2), l'Industrie (+8 après +4) et le Commerce (+1 après -5).

## ... et des conditions d'accès au crédit très favorables

L'accès des PME au crédit de trésorerie au cours du 2<sup>nd</sup> semestre 2016 n'a jamais été aussi aisé depuis 2010, année d'introduction de la question dans l'enquête. Seuls 19 % des entreprises disent avoir rencontré des difficultés pour obtenir les concours financiers à court terme souhaités. La proportion a diminué de 2 points par rapport au 2<sup>nd</sup> semestre 2015.

L'amélioration concerne tant les TPE (22 % après 26 %) que les PME de 100 à moins de 250 salariés (16 % contre 19 %) (graphique 4).

### • GRAPHIQUE 4 : ACCÈS AU CRÉDIT DE TRÉSORERIE ASSEZ OU TRÈS DIFFICILE EN %



Source : Bpifrance Le Lab

Les difficultés d'accès au crédit à court terme sont les plus fréquentes, mais en nette diminution, dans le Tourisme (28 % vs 35 % au 2<sup>nd</sup> semestre 2015), le Commerce et Réparation automobile (24 % contre 31 %) et les Services aux particuliers (25 % après 30 %). À l'opposé, elles sont les moins fréquentes dans le Commerce de gros (14 % contre 17 %) et l'Industrie (17 % après 19 %).

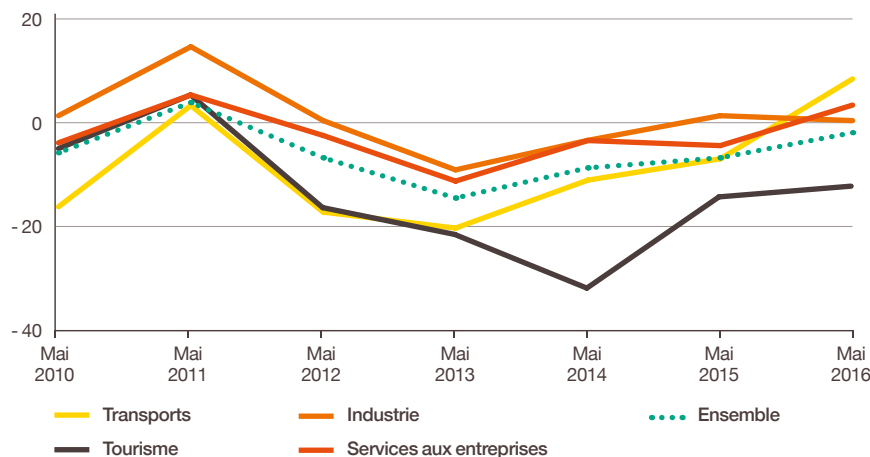
L'accès au crédit à moyen et long terme s'est également de nouveau assoupli au cours des 6 derniers mois. En mai 2016, 8 % seulement des PME disent avoir rencontré des difficultés d'obtention de concours financiers à l'investissement, contre 10 % en 2015 et 11 % en 2014. La proportion est la plus faible depuis 2011 (date de reformulation de la question sur l'accès au crédit à l'investissement).

Les difficultés rencontrées sont les moins fréquentes dans l'Industrie (6 %, après 10 % fin 2015) et demeurent les plus fréquentes, mais en nette amélioration, dans le Tourisme (15 % après 23 %).

## Les PME rehaussent encore un peu leurs prévisions d'investissement...

47 % des entreprises ont réalisés des investissements depuis le début 2016 ou pensent le faire d'ici la fin de l'année. C'est 2 points de plus que dans la prévision de mai 2015 et s'avère la prévision la plus élevée depuis mai 2012. En outre, l'indicateur prévisionnel du volume d'investissement pour l'année en cours est au plus haut depuis 2011, à -2 (graphique 5).

### • GRAPHIQUE 5 : JUGEMENT MOYEN SUR L'ÉVOLUTION DE L'INVESTISSEMENT POUR L'ANNÉE EN COURS RÉPONSES DE MAI - SOLDE D'OPINION EN %



Note de lecture : 25 % des entreprises annoncent un volume d'investissement en hausse par rapport à 2015 et 27 % en diminution, ce qui donne un indicateur en solde d'opinion de -2 pour l'ensemble des PME.

Source : Bpifrance Le Lab

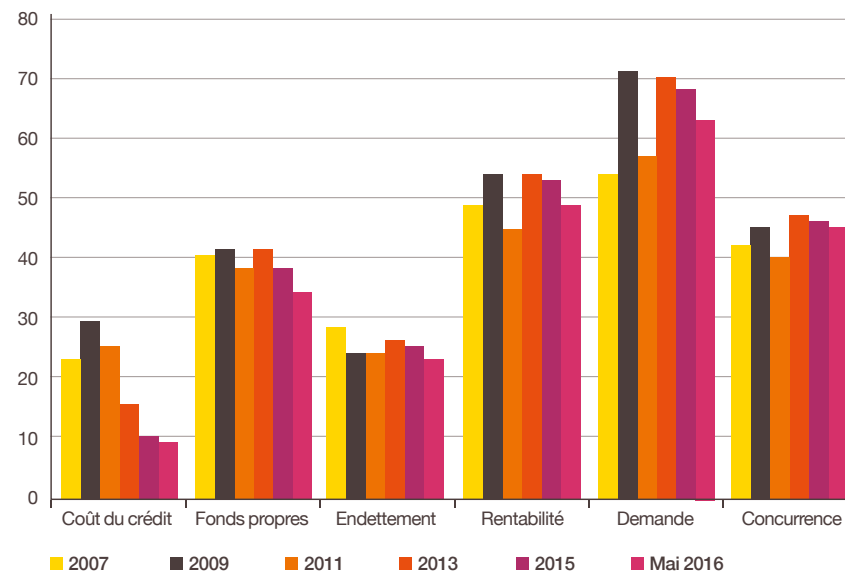
Les dépenses d'investissement sont prévues en augmentation sensible dans les Services aux entreprises (+3) et surtout dans les Transports (+8). Dans ces deux secteurs, l'indicateur prévisionnel retrouve ou dépasse son point haut de 2011. Les perspectives restent stables dans l'Industrie (indicateur à 0). En revanche, les prévisions d'investissement restent négatives dans les autres secteurs d'activité, en particulier le Tourisme (-12) et la Construction (-15), même si elles ne se dégradent pas.

## ... car la demande est perçue plus soutenue

Chaque semestre, 6 freins possibles à l'investissement sont soumis à l'appréciation des dirigeants de PME (graphique 6). La faiblesse de la demande, qui apparaît régulièrement comme le principal obstacle, pèse moins que précédemment, citée par 63 % des chefs d'entreprise contre 65 % en novembre et 68 % en mai 2015. Effectivement, l'indicateur d'évolution des carnets de commandes à 6 mois est positif pour le 3<sup>e</sup> semestre consécutif, à +6, au plus haut depuis 2011.

Le deuxième obstacle à l'investissement demeure l'insuffisance de la rentabilité, mentionné par 48 % des dirigeants, proportion également en baisse sensible sur un an (-4 points). En effet, l'évolution anticipée de la rentabilité est la meilleure depuis 2011, tandis que les trésoreries en assouplissement régulier depuis le point bas de 2013 sont prévues stables au 2<sup>nd</sup> semestre 2016.

### • GRAPHIQUE 6 : JUGEMENT SUR LES OBSTACLES À L'INVESTISSEMENT PART DES RÉPONDANTS EN %



Source : Bpifrance Le Lab



## En guise de conclusion

---

### L'amélioration de la situation des PME s'est confirmée et renforcée au 1<sup>er</sup> semestre 2016

Mi-2016, tous les indicateurs des PME poursuivent le redressement esquissé en 2015 : activité, emploi et situation financière continuent de s'améliorer ainsi que l'investissement. L'amélioration la plus nette concerne les Services, porté par un regain de dynamisme du marché intérieur.

La demande reprend petit à petit des couleurs alors que les conditions d'accès au crédit et le coût de l'endettement sont particulièrement favorables aux entreprises. Toutefois, les conséquences éventuelles du Brexit, les fortes incertitudes encore présentes au printemps sur la situation économique et géopolitique européenne et mondiale, peuvent remettre en cause l'embellie annoncée.

## Conjoncture régionale : synthèse

Les prévisions de croissance de l'activité pour 2016 sont positives dans toutes les régions sauf en Normandie où elles restent négatives bien qu'enregistrant un léger mieux.

Cinq régions sont plus optimistes que la moyenne : la Bretagne, les régions Auvergne-Rhône-Alpes, Provence-Alpes-Côte d'Azur, les Pays de la Loire et la région Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées. Parmi elles, les PME de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur et de la Bretagne anticipent en moyenne une hausse de l'activité supérieure à 2,5 %.

Les effectifs ont augmenté plus ou moins selon les régions. Deux exceptions : la Bretagne où ils restent stables et la région Grand-Est où les PME en phase de réduction dominent encore.

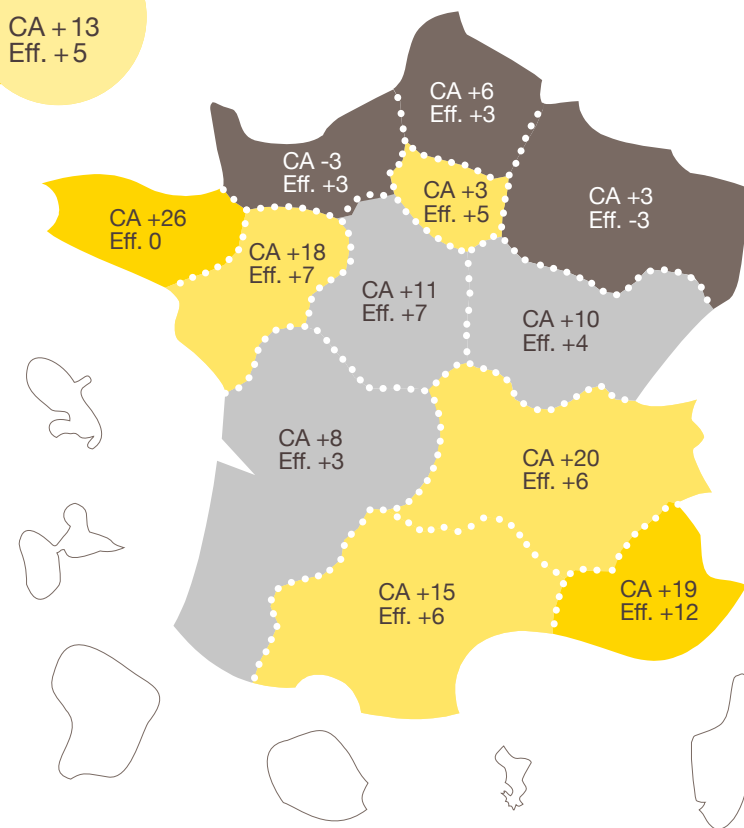
L'état des trésoreries s'est amélioré dans quasi toutes les régions.

Les résultats détaillés par région sont disponibles dans les synthèses régionales, accessibles sur [www.bpifrance-lelab.fr](http://www.bpifrance-lelab.fr)

## ÉVOLUTION DU CA ET DES EFFECTIFS PAR RÉGION SOLDE D'OPINION EN %

### France :

CA +13  
Eff. +5



### Évolution moyenne du CA en valeur nominale

- De -0,5 % à 0,1 %
- De 0,2 % à 1,0 %
- De 1,1 % à 1,9 %
- De 2,0 % à 3,0 %
- N.S - Non significatif (moins de 100 réponses)

Source : Bpifrance Le Lab



**02.**



**SYNTHÈSE  
DES RÉSULTATS**

## CHIFFRE D'AFFAIRES

## EFFECTIFS

## INVESTISSEMENT

### ANNÉE 2016 <sup>(1)</sup>

#### Ensemble des PME

10 - 250 salariés

Moins de 10 salariés

Industrie

Construction

Commerce

Transports

Tourisme

Services

Moyenne  
2006  
à 2015

Mai  
2015

Mai  
2016

Évolution/  
Mai  
2015

Moyenne 2006 à 2015	Mai 2015	Mai 2016	Évolution/ Mai 2015
<b>+9</b>	<b>+4</b>	<b>+13</b>	↗
+17	+10	+20	↗
-1	-5	+2	↗
+15	+11	+18	↗
-2	-17	-6	↗
+6	+2	+13	↗
+9	+3	+7	↗
+1	-5	-2	↗
+15	+10	+22	↗

Moyenne  
2006  
à 2015

Mai  
2015

Mai  
2016

Évolution/  
Mai  
2015

Moyenne 2006 à 2015	Mai 2015	Mai 2016	Évolution/ Mai 2015
<b>+3</b>	<b>+2</b>	<b>+5</b>	↗
+8	+8	+11	↗
-4	-7	-5	↗
+3	+6	+8	↗
-1	-12	-11	↔
+2	+2	+4	↗
+5	+9	+7	↘
-4	-10	-5	↗
+8	+4	+12	↗

Moyenne  
2006  
à 2015

Mai  
2015

Mai  
2016

Évolution/  
Mai  
2015

Moyenne 2006 à 2015	Mai 2015	Mai 2016	Évolution/ Mai 2015
<b>-6</b>	<b>-7</b>	<b>-2</b>	↗
-3	-3	+2	↗
-10	-11	-9	↗
-1	+1	+0	↔
-12	-17	-15	↗
-11	-8	-3	↗
-13	-7	+8	↗
-9	-14	-12	↗
-3	-6	+1	↗

### ANNÉE 2017 <sup>(1)</sup>

#### Ensemble des PME

10 - 250 salariés

Moins de 10 salariés

Industrie

Construction

Commerce

Transports

Tourisme

Services

Moyenne 2006 à 2015	Mai 2015	Mai 2016	Évolution/ Mai 2015
<b>+23</b>	<b>+19</b>	<b>+20</b>	↔
+29	+27	+28	↔
+15	+9	+8	↔
+33	+31	+27	↘
+3	-1	+3	↗
+22	+18	+17	↘
+16	+10	+8	↘
+11	+11	+8	↘
+28	+23	+28	↗

Moyenne 2006 à 2015	Mai 2015	Mai 2016	Évolution/ Mai 2015
<b>+14</b>	<b>+10</b>	<b>+14</b>	↗
+17	+14	+20	↗
+9	+7	+6	↔
+17	+17	+17	↔
+5	-7	+0	↗
+10	+10	+11	↔
+11	+7	+6	↘
-1	-6	+1	↗
+21	+18	+24	↗

(1) Solde d'opinion = (Part des entreprises anticipant une hausse - Part des entreprises anticipant une baisse).



**03.**



**MÉTHODOLOGIE**

## Définitions

**Les indicateurs ou soldes d'opinions** correspondent à des soldes de pourcentages d'opinions opposées :

- Indicateur en évolution =  $[(x \% \text{ « en hausse »}) - (y \% \text{ « en baisse »})] \times 100$
- Indicateur en niveau =  $[(x \% \text{ « bon/aisé »}) - (y \% \text{ « mauvais/difficile »})] \times 100$

Les pourcentages d'opinion neutre (« stable » ou « normal »), qui font le complément des réponses à 100 %, ne sont donc pas pris en compte dans le calcul de ce type d'indicateur.

**Une entreprise est qualifiée « innovante »** si elle a réalisé au moins 1 des 5 actions suivantes au cours des 3 dernières années :

- financer des frais de recherche et développement (interne ou externe) ou recruter du personnel de R&D ;
- acquérir une licence d'exploitation d'un procédé ou d'une technologie ;
- déposer un brevet, une marque, un dessin ou un modèle ;
- développer pour le compte de tiers un produit ou procédé (prestation) nouveau ou significativement amélioré ;
- commercialiser sur le marché un nouveau produit, bien ou service, (hors simple revente de produits nouveaux achetés à d'autres entreprises et hors modifications esthétiques ou de conditionnement de produits précédemment existants) ou utiliser un nouveau procédé (ou méthode) de production, de commercialisation ou d'organisation. De plus, aucun produit ou procédé analogue n'est déjà commercialisé ou utilisé par des concurrents.

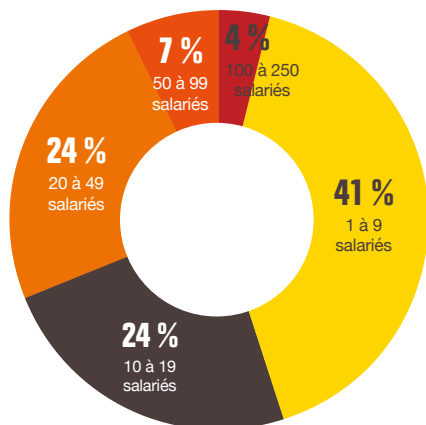
Une entreprise « **fortement exportatrice** » réalise plus du quart de son activité à l'international, « **moyennement exportatrice** » entre 6 % et 25 % et « **non exportatrice** » moins de 6 % (y compris 0 %).

# Structure de l'échantillon

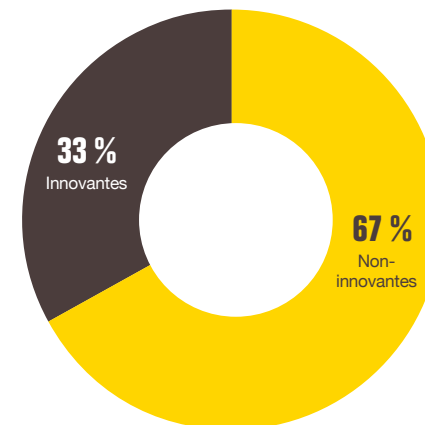
À l'occasion de la 63<sup>e</sup> édition de l'enquête semestrielle de conjoncture, 28 851 entreprises des secteurs marchands non agricoles, de 1 à moins de 250 salariés et réalisant moins de 50 M€ de CA, ont été interrogées début mai 2016.

L'analyse porte sur les 4 420 premières réponses jugées complètes et fiables reçues avant le 7 juin 2016.

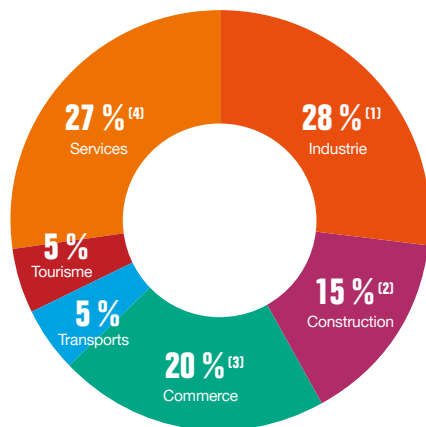
## TAILLE



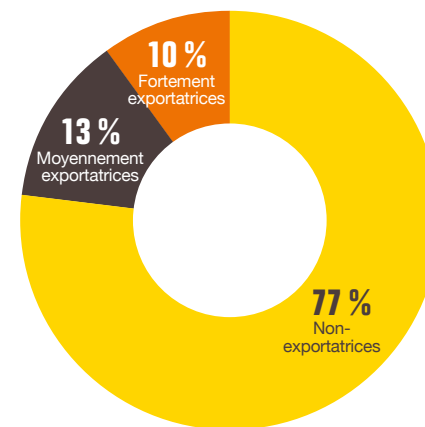
## CARACTÈRE INNOVANT



## SECTEUR D'ACTIVITÉ



## EXPORT



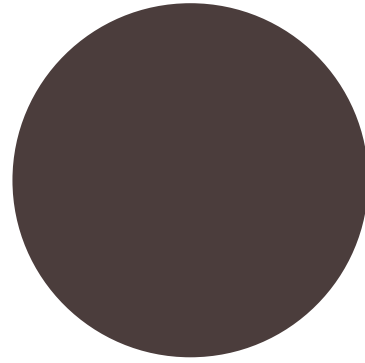
(1) 3 % agroalimentaire, 13 % biens intermédiaires, 8 % biens d'équipement et 4 % biens de consommation.

(2) 13 % Bâtiment et 2 % Travaux publics.

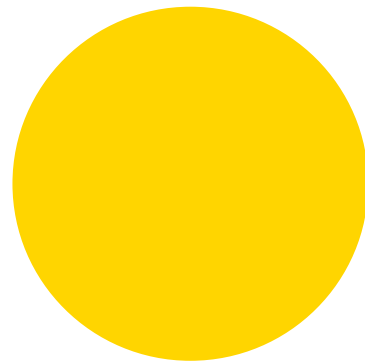
(3) 2 % Commerce-Réparation automobile, 12 % Commerce de gros et 6 % Commerce de détail.

(4) 23 % Services aux entreprises et 4 % Services aux particuliers.

Source : Bpifrance Le Lab



**SERVIR  
L'AVENIR**







# **PME**

## **64<sup>e</sup> ENQUÊTE**

### **DE CONJONCTURE**

#### **JANVIER 2017**



**01.**



**UN BILAN POSITIF  
POUR 2016,  
DES PERSPECTIVES  
TOUJOURS BIEN  
ORIENTÉES  
POUR 2017**

**+9**

**SOLDE D'OPINION SUR L'AUGMENTATION  
DES EFFECTIFS EN 2016,  
EN PROGRESSION DE 6 POINTS SUR 1 AN**

**+5**

**SOLDE D'OPINION SUR L'ÉVOLUTION  
DU VOLUME D'INVESTISSEMENT,  
EN HAUSSE DE 5 POINTS ET POSITIF  
POUR LA 1<sup>RE</sup> FOIS DEPUIS 2011**

**-15**

**SOLDE D'OPINION SUR LA SITUATION  
DE TRÉSORERIE DES 6 DERNIERS MOIS,  
DE NOUVEAU EN AMÉLIORATION  
ET AU NIVEAU PRÉCÉDANT LA CRISE DE 2008**

**+22**

**SOLDE D'OPINION SUR L'ÉVOLUTION  
DE L'ACTIVITÉ PRÉVUE EN 2017,  
LA MEILLEURE ANTICIPATION POUR L'ANNÉE  
SUIVANTE DEPUIS FIN 2010 (+27)**

## Points clés

1. Une amélioration sensible de l'activité en 2016 dans la plupart des secteurs. Le Tourisme a connu une année difficile.
2. Les PME ont renforcé leurs effectifs, et ce quels que soient leur taille, leur caractère innovant ou exportateur.
3. La situation de la trésorerie a poursuivi son amélioration et a retrouvé son aisance d'avant crise.
4. L'investissement des PME a été très dynamique en 2016. Les intentions pour 2017 restent encore prudentes.

# Le redressement de la demande soutient l'activité et favorise la création d'emplois

Interrogées en novembre, les PME confirment la progression de l'activité prévue en mai pour l'ensemble de l'année 2016. La croissance des effectifs, encore modérée dans les premiers mois de l'année, s'est accélérée au 2<sup>nd</sup> semestre jusqu'à dépasser la tendance moyenne de long terme (graphique 1).

En 2016, l'activité a connu une nette amélioration dans l'Industrie (+13 points en 1 an), et les Services (+15 points). Dans les Transports, l'accélération a été plus modérée (+4 points). La Construction sort de l'ornière (le solde d'opinion ressort à +2 soit +17 points en 1 an), tandis que le Tourisme est en voie de stabilisation mais a connu une année difficile (solde d'opinion à -1, en hausse de 2 points sur 1 an).

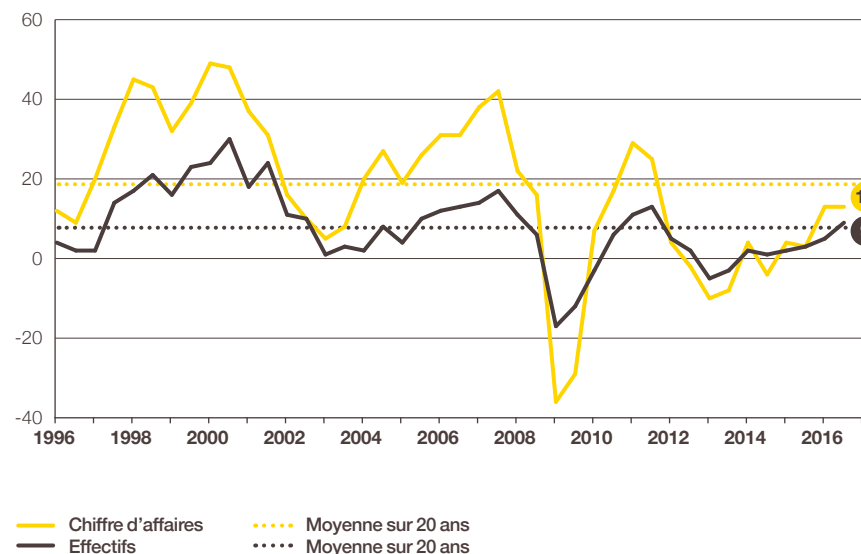
L'activité a progressé quelle que soit la taille de l'entreprise, cependant plus rapidement dans les PME (+11 points) que dans les TPE (+8 points).

Les PME innovantes ont toujours une progression de leur activité supérieure à la moyenne, même si les non-innovantes ont aussi vu leur activité s'améliorer sensiblement (+11 points). En revanche, si les PME fortement exportatrices restent très dynamiques, leur croissance s'est légèrement essouffée en 2016 (solde d'opinion en baisse de 3 points sur 1 an), dans un contexte économique mondial difficile.

La progression de l'activité est soutenue par une nouvelle hausse des carnets de commandes dont l'indicateur s'inscrit à -9, un plus haut depuis fin 2011. Il gagne 4 points par rapport à mai 2016 et 9 points sur 12 mois.

L'évolution de l'emploi en 2016 au sein des différentes catégories de PME est très corrélée à celle de l'activité. En termes sectoriels, elle a été la plus positive dans les Services aux entreprises (+17 après +11 en 2015) et les Services aux particuliers (+16 après -1). La situation reste dégradée dans la Construction (-3) et le Tourisme (-5), malgré un net ralentissement des suppressions de postes (le solde d'opinion sur l'évolution de l'emploi remontant respectivement de +8 et +7 points en 1 an).

• **GRAPHIQUE 1 : ÉVOLUTION DE L'ACTIVITÉ ET DES EFFECTIFS POUR L'ANNÉE EN COURS**  
SOLDE D'OPINION EN %



Note de lecture : le solde des opinions opposées sur l'évolution de l'activité pour l'année en cours s'est maintenu à +13 entre les interrogations de mai 2016 et de novembre 2016, mais il a progressé de 10 points sur 1 an.

Source : Bpifrance Le Lab

## D'assez bonnes perspectives d'activité pour 2017

Les PME restent optimistes pour 2017, l'indicateur prévisionnel d'activité s'inscrivant à +22, au-dessus de sa moyenne de long terme (+18) et en hausse de 5 points sur 1 an (graphique 2). Ce sont les meilleures anticipations d'activité depuis fin 2010.

Du point de vue sectoriel, les PME du Tourisme et de la Construction, encore en difficulté en 2016, affichent un vrai regain d'optimisme pour 2017 (avec un solde d'opinion sur l'évolution de l'activité respectivement de +19 après -1 il y a 1 an et +8 après -2). Celles de l'Industrie et des Services restent toujours bien orientées, l'accélération prévue restant encore modeste à ce stade.

Les PME exportatrices ont également de meilleures perspectives, après une année 2016 un peu compliquée sur les marchés étrangers. Comme à l'accoutumée, les innovantes ont des anticipations de croissance très au-dessus de la moyenne. Leur indicateur prévisionnel d'activité ressort respectivement à +40 et +42.

### • GRAPHIQUE 2 : ANTICIPATION D'ÉVOLUTION DE L'ACTIVITÉ POUR L'ANNÉE SUIVANTE SOLDE D'OPINION EN %



Note de lecture : le solde d'opinion sur l'évolution de l'activité anticipée pour l'année suivante a progressé de 5 points en 1 an pour s'inscrire à +22 en novembre 2016.

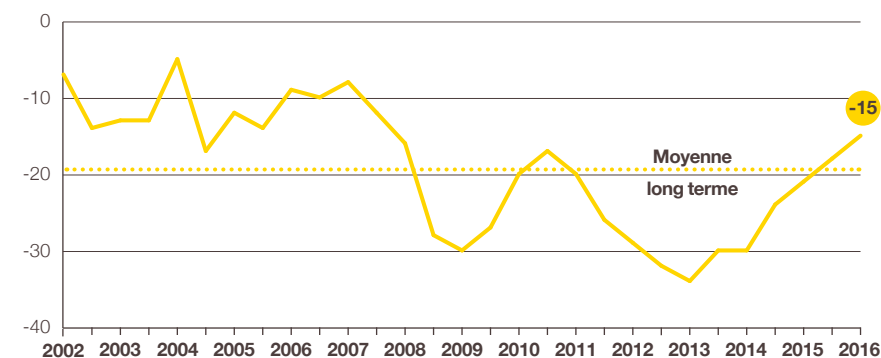
Source : Bpifrance Le Lab

## La situation financière poursuit son amélioration

L'état de la trésorerie des PME ne cesse de s'améliorer depuis le point bas de la mi-2013. L'indicateur progresse encore de 3 points au cours des 6 derniers mois, à -15, ce qui le situe au-dessus de la moyenne de long terme (-19,1) et au plus haut depuis la mi-2008 (graphique 3).

Les trésoreries sont considérées les plus souples dans les secteurs des Transports (-6), des Services aux entreprises (-8), de l'Industrie (-13) et du Commerce de gros (-13). Malgré un état encore préoccupant, les trésoreries dans le Tourisme (-31) et la Construction (-24) enregistrent une nette amélioration (+8 et +9 points sur 6 mois).

### • GRAPHIQUE 3 : JUGEMENT MOYEN SUR LA SITUATION DE TRÉSORERIE SOLDE D'OPINION EN %



Note de lecture : en novembre 2016, les PME étaient 15 % de plus à déclarer une trésorerie difficile qu'une trésorerie aisée.

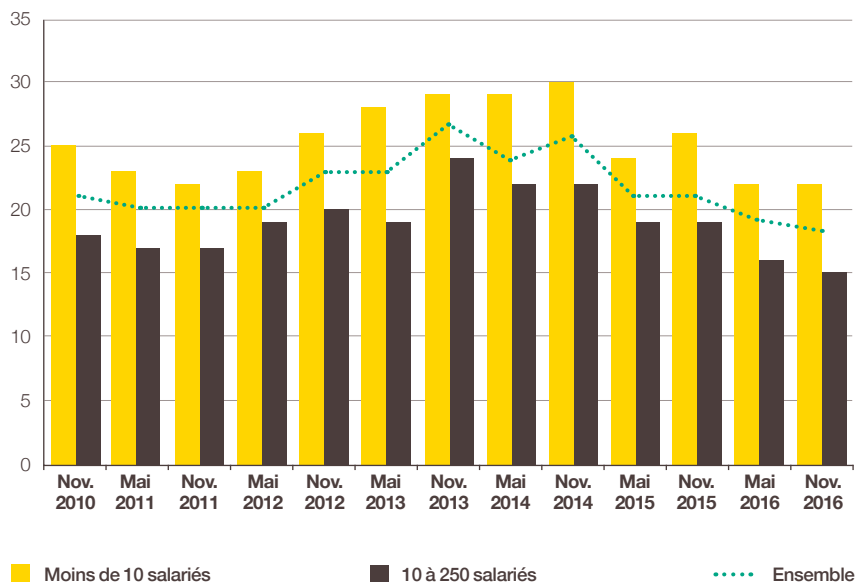
Source : Bpifrance Le Lab

L'accès au crédit de trésorerie s'est de nouveau assoupli au cours du 2<sup>nd</sup> semestre 2016, 18 % seulement des PME mentionnant des difficultés pour l'obtention de concours financiers à court terme. C'est la plus faible proportion jamais enregistrée depuis fin 2010, date d'introduction de la question dans l'enquête.

Par rapport à mai 2016, l'écart s'accroît un peu entre les TPE (maintien à 22 %) et les PME de 10 à 250 salariés (15 % en recul de 1 %) (graphique 4).

Les difficultés d'accès au crédit à court terme restent proches de la moyenne (18 %) dans tous les secteurs d'activité, à l'exception du Tourisme (33 % après 35 % fin 2015).

• **GRAPHIQUE 4 : ACCÈS AU CRÉDIT DE TRÉSORERIE ASSEZ OU TRÈS DIFFICILE EN %**



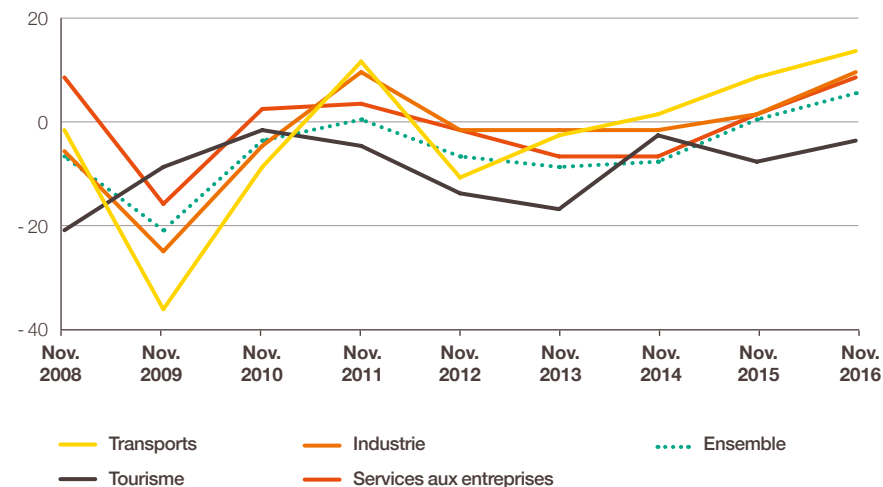
Source : Bpifrance Le Lab

# L'investissement a sensiblement progressé en 2016

• **L'investissement a connu sa 1<sup>re</sup> véritable hausse depuis la crise de 2008.**

En 2016, 51 % des PME ont investi, après 50 % en 2015 et 48 % en 2014. L'indicateur relatif à l'évolution annuelle du volume d'investissement, c'est-à-dire de l'ensemble des montants investis dans l'année, est positif pour la 1<sup>re</sup> fois depuis 2011, à +5 (graphique 5).

• **GRAPHIQUE 5 : JUGEMENT MOYEN SUR L'ÉVOLUTION DE L'INVESTISSEMENT POUR L'ANNÉE EN COURS RÉPONSES DE NOVEMBRE - SOLDE D'OPINION EN %**



Note de lecture : parmi les 51 % de PME qui déclarent des investissements en 2016, 27 % annoncent un volume d'investissement en hausse par rapport à 2015 et 22 % en diminution, ce qui donne un indicateur en solde d'opinion de +5.

Source : Bpifrance Le Lab

D'un point de vue sectoriel, la progression de l'investissement est la plus vive dans l'Industrie (+9 après +1), les Services aux entreprises (+8 après +1) et les Transports (indicateur à +13 après +8 en 2015).

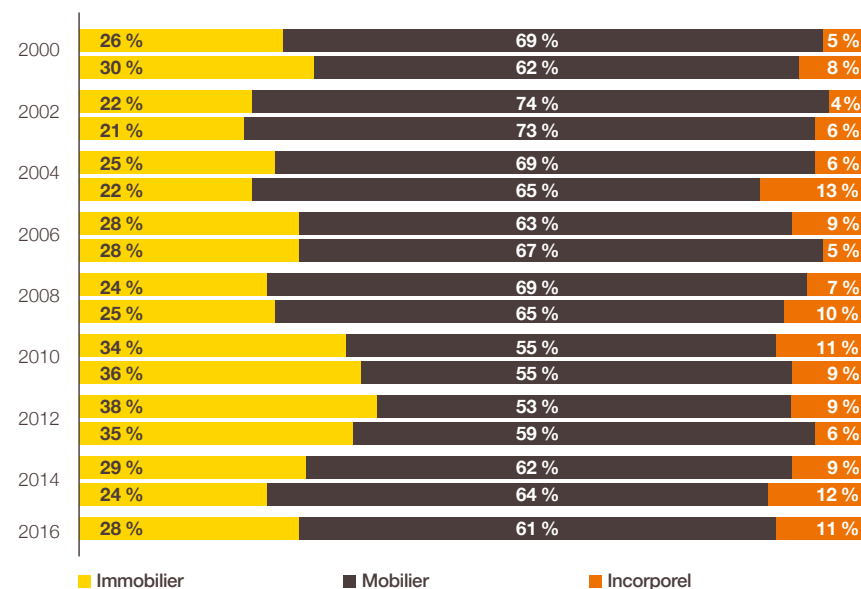
L'investissement croît tout juste un peu moins dans le Commerce de gros (+6 après +4) et le Commerce et la réparation automobile (+6 après +7). Les dépenses d'équipement sont en voie de stabilisation dans la Construction (indicateur à -1 après -5 en 2015) et dans les Services aux particuliers (-2 après -4). Enfin, le recul de l'investissement s'amointrit dans le Commerce de détail (-4 après -7) et dans le Tourisme (-4 après -8).

On note par ailleurs que l'investissement progresse d'autant plus fortement que l'entreprise est exportatrice (+9) ou innovante (+11). Il a notablement accéléré chez les PME de 10 à 250 salariés (+9 après +2) tandis qu'il est en voie de stabilisation chez les TPE (indicateur à -1 après -4 en 2015).

## Légère diminution relative de l'équipement et de l'incorporel au profit de l'immobilier

La part des investissements immobiliers (terrains, constructions, locaux existants, aménagements) dans l'ensemble des dépenses d'investissement a progressé de 4 points par rapport à 2015, à 28 %, tandis que celle des investissements mobiliers a diminué de 3 points (matériels, véhicules, équipements divers) à 61 %, et que celle des investissements incorporels (fonds de commerce, droits au bail, brevets, licences, logiciels) a perdu 1 point, à 11 % (graphique 6).

### • GRAPHIQUE 6 : DÉPENSES D'INVESTISSEMENT DES PME PAR NATURE



Note de lecture : en 2016, 28 % des dépenses totales d'investissement ont été consacrées à de l'investissement immobilier, 61 % à de l'investissement mobilier, 11 % à de l'investissement incorporel.

Source : Bpifrance Le Lab

La santé financière des PME s'étant de nouveau améliorée en 2016 et les conditions de recours au crédit étant particulièrement favorables (taux historiquement bas, excès de liquidités des établissements de crédit...), la part moyenne de l'autofinancement des investissements s'est limitée à 37 %, après 40 % en 2015 et 42 % en 2013.

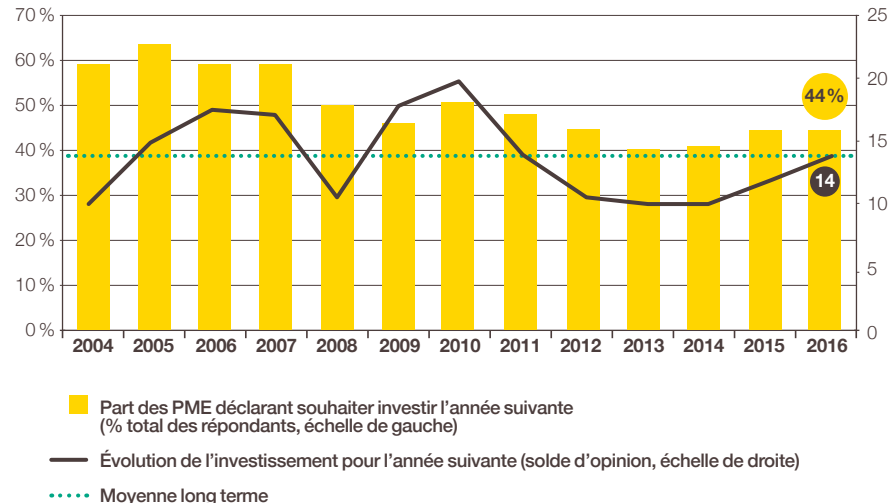
L'essentiel des investissements a donc été financé par des concours financiers à moyen terme (crédit-bail mobilier et crédits bancaires de 2 à 7 ans), à hauteur de 56 % des plans de financement en moyenne, et de façon plus marginale par des concours à long terme (crédit-bail immobilier et prêts bancaires de 8 ans et plus), à concurrence de 7 %.

## Prudente hausse de l'investissement prévue pour 2017

Fin 2016, les carnets de commandes sont considérés comme les plus étoffés depuis 2011 et les conditions de financement restent très favorables. En conséquence, les PME pensent maintenir une certaine accélération de leurs investissements. Si, tout comme en 2015, 44 % des entreprises pensent investir au cours du prochain exercice, l'indicateur prévisionnel du volume d'investissement continue de se redresser : à +14, il rejoint sa moyenne de long terme (graphique 7).

Cette légère hausse anticipée du volume d'investissement est portée par les PME du Tourisme et des Services.

### • GRAPHIQUE 7 : ANTICIPATION D'ÉVOLUTION DE L'INVESTISSEMENT POUR L'ANNÉE SUIVANTE RÉPONSES DE NOVEMBRE - SOLDE D'OPINION EN %



Note de lecture : en novembre 2016, 44 % des PME se déclarent prêtes à investir en 2017 (échelle gauche) et elles sont 14 % de plus à anticiper une hausse des dépenses qu'une baisse par rapport à 2016 (solde d'opinion, échelle droite).

Source : Bpifrance Le Lab



## En guise de conclusion

---

### La nette embellie de la situation des PME s'est confirmée en 2016 et devrait se consolider en 2017.

Les PME ont retrouvé des couleurs en 2016, voyant leur activité s'améliorer pour la 3<sup>e</sup> année consécutive, tirant derrière elles, embauches et investissements. Cette amélioration est visible dans quasiment tous les secteurs, le secteur du Bâtiment commençant visiblement à sortir de l'ornière. Le secteur du Tourisme a connu tout de même une année difficile.

Fin 2016, les perspectives d'évolution des carnets de commandes apparaissent favorables même si sans franche accélération. Globalement, l'année 2017 se présente plutôt positivement pour l'activité et l'emploi, notamment dans les secteurs encore en difficulté en 2016 (Tourisme, Bâtiment). Les perspectives d'investissement restent bien orientées même si les PME restent en majorité prudentes.

## Conjoncture régionale : synthèse

Toutes les régions ont vu leur situation s'améliorer en 2016 même si, compte tenu des difficultés antérieures, certaines d'entre elles comme la Normandie, les Hauts-de-France et la région Grand Est restent encore à la traîne.

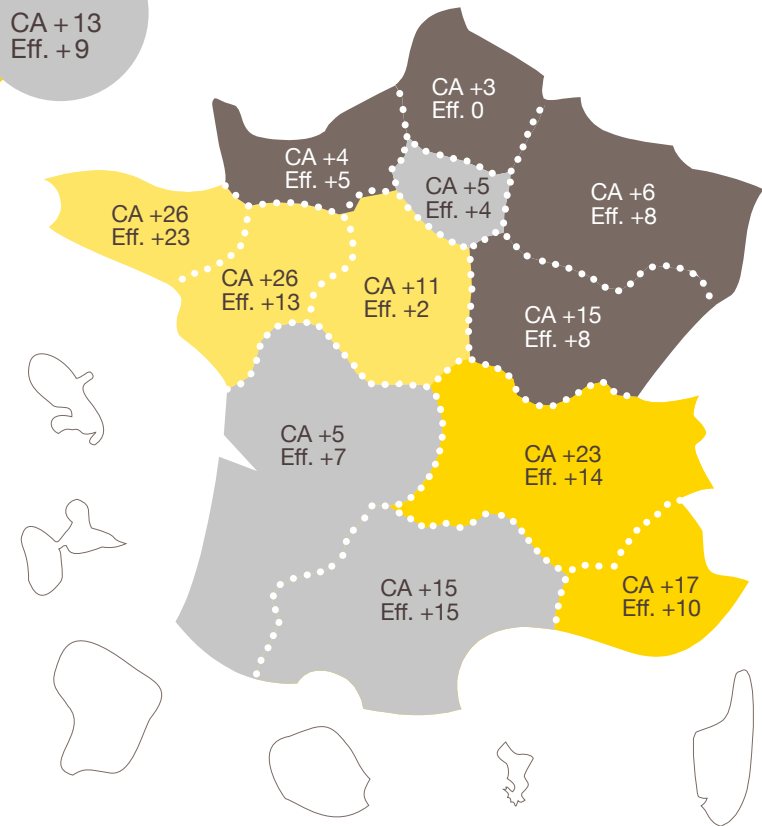
L'embellie de leur activité et de leur situation financière a permis aux PME d'investir et de créer de nouveaux emplois ou tout au moins de stabiliser leurs effectifs.

Pour la Bretagne, les Pays de la Loire, les régions Auvergne-Rhône-Alpes et Provence-Alpes-Côte d'Azur, la reprise est au rendez-vous.

Les résultats détaillés par région sont disponibles dans les synthèses régionales, accessibles sur [www.bpifrance-lelab.fr](http://www.bpifrance-lelab.fr)

## ÉVOLUTION DU CA ET DES EFFECTIFS PAR RÉGION SOLDE D'OPINION EN %

**France :**  
CA +13  
Eff. +9



### Évolution moyenne du CA en valeur nominale

- De -0,4 % à 0,9 %
- De 1,0 % à 2,0 %
- De 2,1 % à 3,0 %
- De 3,1 % à 3,7 %
- N.S - Non significatif (moins de 100 réponses)

Source : Bpifrance Le Lab

## CHIFFRE D'AFFAIRES

## EFFECTIFS

## INVESTISSEMENT

### ANNÉE 2016 <sup>(1)</sup>

	Moyenne 2006 à 2015	Novembre 2015	Novembre 2016	Évolution/ Novembre 2015	Moyenne 2006 à 2015	Novembre 2015	Novembre 2016	Évolution/ Novembre 2015	Moyenne 2006 à 2015	Novembre 2015	Novembre 2016	Évolution/ Novembre 2015
<b>Ensemble des PME</b>	<b>+9</b>	<b>+3</b>	<b>+13</b>		<b>+4</b>	<b>+4</b>	<b>+9</b>		<b>-6</b>	<b>+0</b>	<b>+5</b>	
10 - 250 salariés	+19	+8	+19		+11	+10	+15		-2	+2	+9	
Moins de 10 salariés	-3	-5	+3		-4	-6	+1		-10	-4	-1	
Industrie	+12	+5	+18		+3	+7	+11		-3	+1	+9	
Construction	+3	-15	+2		+2	-11	-3		-12	-5	-1	
Commerce	+7	+5	+6		+3	+6	+8		-7	+1	+3	
Transports	+12	+8	+12		+5	+10	+11		-4	+8	+13	
Tourisme	-1	-3	-1		-3	-12	-5		-9	-8	-4	
Services	+13	+7	+22		+10	+8	+17		-3	+0	+7	

### ANNÉE 2017 <sup>(1)</sup>

	Moyenne 2006 à 2015	Novembre 2015	Novembre 2016	Évolution/ Novembre 2015	Moyenne 2006 à 2015	Novembre 2015	Novembre 2016	Évolution/ Novembre 2015	Moyenne 2006 à 2015	Novembre 2015	Novembre 2016	Évolution/ Novembre 2015
<b>Ensemble des PME</b>	<b>+9</b>	<b>+17</b>	<b>+22</b>		<b>+7</b>	<b>+10</b>	<b>+14</b>		<b>+14</b>	<b>+12</b>	<b>+14</b>	
10 - 250 salariés	+16	+24	+30		+10	+13	+19		+14	+12	+13	
Moins de 10 salariés	+1	+9	+10		+4	+5	+7		+15	+13	+14	
Industrie	+16	+25	+28		+10	+11	+19		+17	+15	+15	
Construction	-11	-2	+8		-1	-3	+2		+8	+7	+6	
Commerce	+10	+17	+17		+4	+8	+9		+15	+15	+15	
Transports	+7	+11	+11		+5	+8	+9		+5	+4	+4	
Tourisme	-2	-1	+19		-2	-1	-2		+16	+14	+16	
Services	+18	+27	+29		+15	+18	+24		+15	+13	+16	

(1) Solde d'opinion = (Part des entreprises anticipant une hausse - Part des entreprises anticipant une baisse).



**02.**



**MÉTHODOLOGIE**

## Définitions

**Les indicateurs ou soldes d'opinions** correspondent à des soldes de pourcentages d'opinions opposées :

- Indicateur en évolution =  $[(x \% \text{ « en hausse »}) - (y \% \text{ « en baisse »})] \times 100$
- Indicateur en niveau =  $[(x \% \text{ « bon/aisé »}) - (y \% \text{ « mauvais/difficile »})] \times 100$

Les pourcentages d'opinion neutre (« stable » ou « normal »), qui font le complément des réponses à 100 %, ne sont donc pas pris en compte dans le calcul de ce type d'indicateur.

**Une entreprise est qualifiée « innovante »** si elle a réalisé au moins 1 des 5 actions suivantes au cours des 3 dernières années :

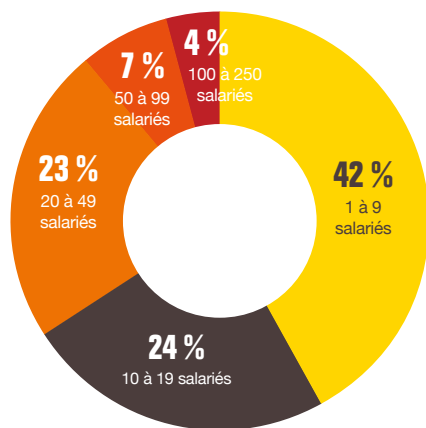
- financer des frais de recherche et développement (interne ou externe) ou recruter du personnel de R&D ;
- acquérir une licence d'exploitation d'un procédé ou d'une technologie ;
- déposer un brevet, une marque, un dessin ou un modèle ;
- développer pour le compte de tiers un produit ou procédé (prestation) nouveau ou significativement amélioré ;
- commercialiser sur le marché un nouveau produit, bien ou service, (hors simple revente de produits nouveaux achetés à d'autres entreprises et hors modifications esthétiques ou de conditionnement de produits précédemment existants) ou utiliser un nouveau procédé (ou méthode) de production, de commercialisation ou d'organisation. De plus, aucun produit ou procédé analogue n'est déjà commercialisé ou utilisé par des concurrents.

Une entreprise « **fortement exportatrice** » réalise plus du quart de son activité à l'international, « **moyennement exportatrice** » entre 6 % et 25 % et « **non exportatrice** » moins de 6 % (y compris 0 %).

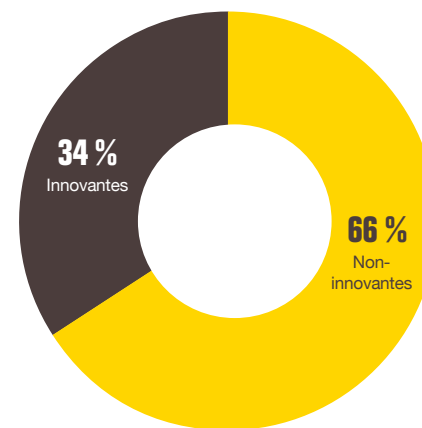
# Structure de l'échantillon

À l'occasion de la 64<sup>e</sup> édition de l'enquête semestrielle de conjoncture, 29 500 entreprises des secteurs marchands non agricoles, de 1 à moins de 250 salariés et réalisant moins de 50 M€ de chiffre d'affaires, ont été interrogées début novembre 2016. L'analyse porte sur les 4 340 premières réponses jugées complètes et fiables reçues avant le 1<sup>er</sup> décembre 2016.

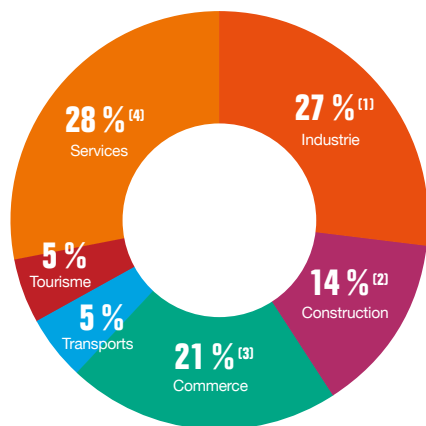
## TAILLE



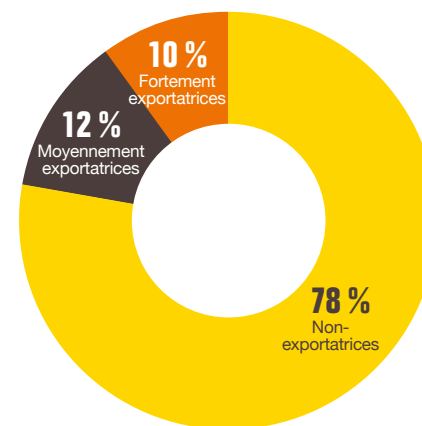
## CARACTÈRE INNOVANT



## SECTEUR D'ACTIVITÉ



## EXPORT



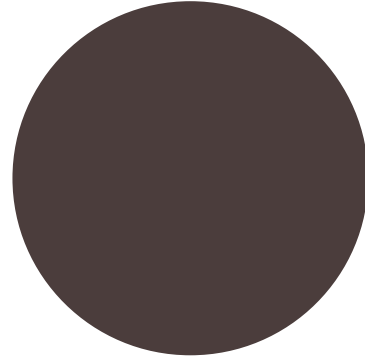
(1) 3 % agroalimentaire, 12 % biens intermédiaires, 9 % biens d'équipement et 3 % biens de consommation.

(2) 12 % Bâtiment et 2 % Travaux publics.

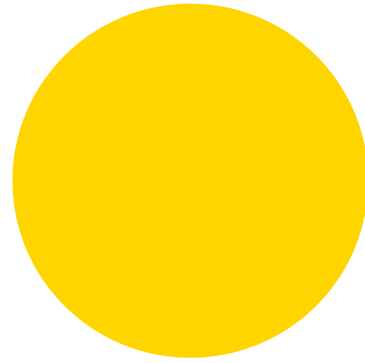
(3) 2 % Commerce-Réparation automobile, 12 % Commerce de gros et 7 % Commerce de détail.

(4) 23 % Services aux entreprises et 5 % Services aux particuliers.

Source : Bpifrance Le Lab



**SERVIR  
L'AVENIR**





# **PME**

## **65<sup>e</sup> ENQUÊTE**

### **DE CONJONCTURE**

#### **JUILLET 2017**



**01.**

**UNE REPRISE  
PLUS SOLIDE  
ET PLUS HOMOGENE**

**+21**

**SOLDE D'OPINION SUR L'ÉVOLUTION  
ATTENDUE DE L'ACTIVITÉ DES PME EN 2017,  
AU PLUS HAUT DEPUIS 2011 ET REPASSANT  
AU-DESSUS DE SA MOYENNE DE LONG TERME**

**+15**

**SOLDE D'OPINION SUR L'ÉVOLUTION  
ATTENDUE DES CARNETS DE COMMANDES  
EN HAUSSE DE 10 POINTS SUR SIX MOIS**

**-9**

**SOLDE D'OPINION SUR LA SITUATION  
DE TRÉSORERIE DES SIX DERNIERS MOIS,  
AU MIEUX DEPUIS 2007**

**50%**

**PART DES PME AYANT INVESTI  
DEPUIS LE DÉBUT DE L'ANNÉE OU PRÉVOYANT  
DE LE FAIRE D'ICI LA FIN 2017,  
EN PROGRESSION DE 3 POINTS SUR UN AN**

## Points clés

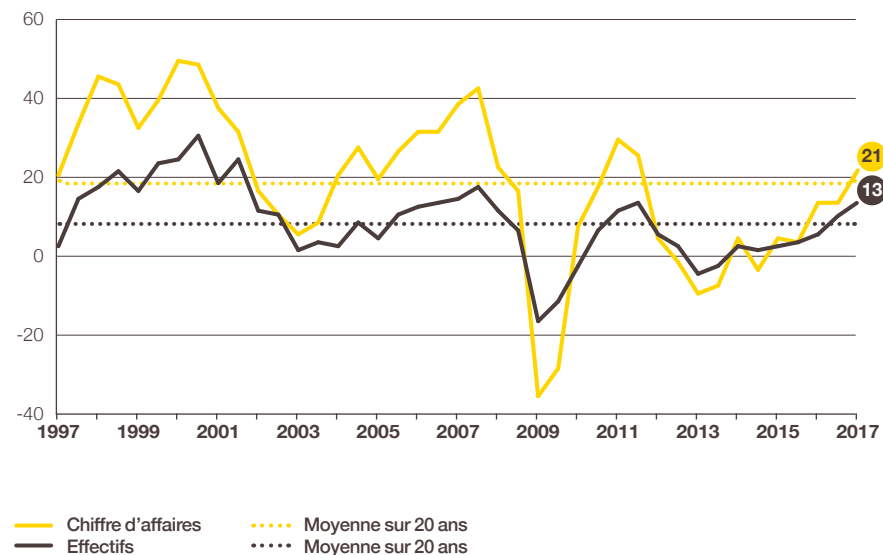
1. Une accélération de l'activité depuis 5 semestres et qui dépasse pour la première fois depuis 2011 son rythme de long terme. Les PME de la Construction et du Tourisme rattrapent leur retard, avec notamment un net redressement des carnets de commande passés et prévus.
2. Les PME accélèrent le rythme des embauches, revenant sur des rythmes proches d'avant crise. Avec, en corollaire de cette embellie, un marché du travail plus tendu et une recrudescence des difficultés de recrutement.
3. Une situation financière assainie, avec des trésoreries ayant retrouvé leur aisance d'avant crise et une rentabilité estimée au mieux depuis l'exercice 2008. Les conditions d'accès au crédit sont optimales, avec des taux d'intérêt toujours au plus bas.
4. La moitié des PME prévoient d'investir en 2017 et la croissance des investissements serait la plus élevée depuis 2011.
5. Les anticipations à court et moyen terme sont donc positives pour tous les paramètres : activité, emploi, situation de trésorerie, rentabilité et investissement.

# Activité et emploi accélèrent au premier semestre 2017

Après le redressement de 2016, l'activité des PME a continué de s'améliorer dans les premiers mois de 2017 tandis que les embauches se sont accélérées.

Le solde d'opinion sur l'évolution de l'activité progresse de 8 points entre novembre 2016 et mai 2017, à +21, tandis que celui de l'emploi gagne 4 points, à +13. Ces deux indicateurs dépassent leur moyenne de long terme et s'inscrivent à leur meilleur niveau depuis fin 2011 (graphique 1), voire depuis le début de la crise pour l'emploi.

• **GRAPHIQUE 1 : ÉVOLUTION DE L'ACTIVITÉ ET DES EFFECTIFS POUR L'ANNÉE EN COURS**  
SOLDE D'OPINION EN %



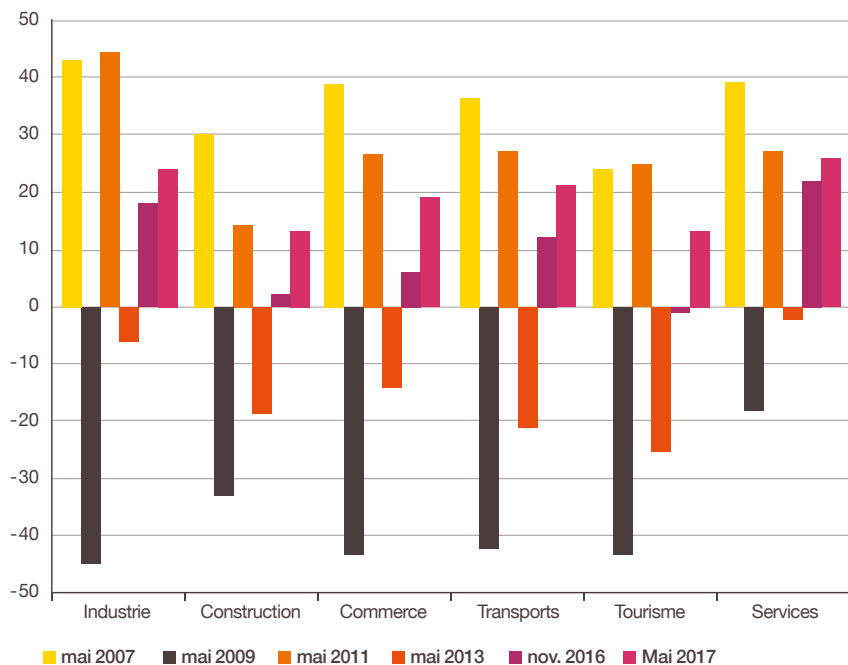
Note de lecture : le solde des opinions opposées sur l'évolution de l'activité pour l'année en cours est passé de +13 à +21 entre les interrogations de novembre 2016 et de mai 2017.

Source : **Bpifrance Le Lab**

L'optimisme sur l'activité est nourri par des carnets de commandes de mieux en mieux garnis. L'indicateur en solde d'opinion a progressé de 7 points en six mois, à - 2, ce qui le situe au plus haut depuis la mi-2011 (- 1) et le rapproche de son niveau d'avant crise (+ 5 en mai 2008).

La croissance de l'activité suit la même tendance ascendante quels que soient la taille, le caractère innovant ou non de l'entreprise, son activité à l'export et son secteur d'activité (graphique 2). Le rebond est particulièrement marqué dans la Construction (progression de 11 points de l'indicateur sur 6 mois), du Tourisme (+ 14 points en 6 mois) et du Commerce (+ 13 points), secteurs en retrait en fin d'année dernière. Dans le contexte de commerce mondial qui s'améliore, les PME fortement exportatrices rebondissent nettement (indicateur prévisionnel d'activité passant de +18 à +32), après un ralentissement fin 2016.

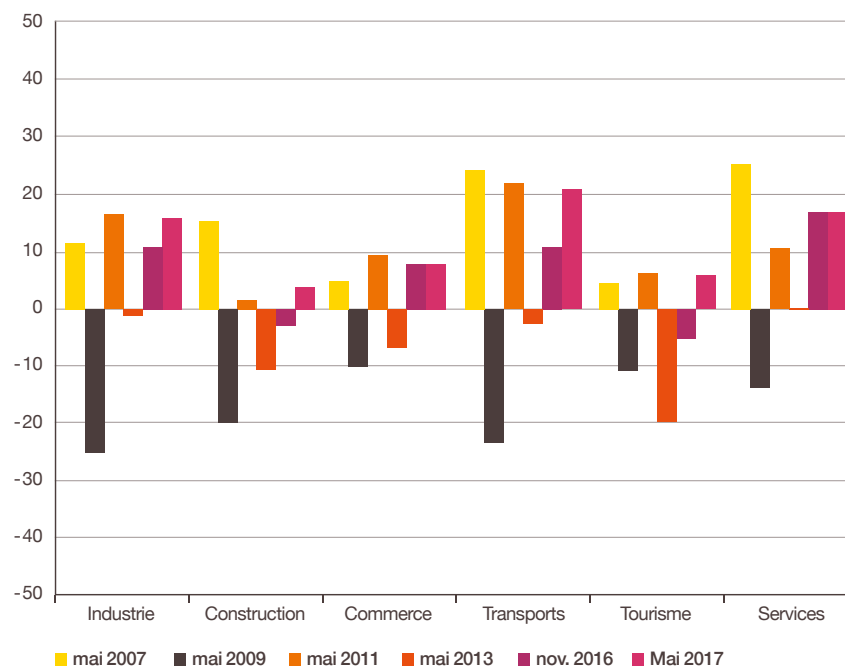
• **GRAPHIQUE 2 : ÉVOLUTION DE L'ACTIVITÉ POUR L'ANNÉE EN COURS SELON LE SECTEUR D'ACTIVITÉ**  
SOLDE D'OPINION EN %



Source : Bpifrance Le Lab

En termes d'emploi, la progression des effectifs est plus ou moins prononcée selon les secteurs d'activité : les Services et le Commerce maintiennent leur rythme de croissance tandis qu'il s'accélère dans les autres secteurs (graphique 3).

• **GRAPHIQUE 3 : ÉVOLUTION DE L'EMPLOI POUR L'ANNÉE EN COURS SELON LE SECTEUR D'ACTIVITÉ**  
SOLDE D'OPINION EN %



Source : Bpifrance Le Lab

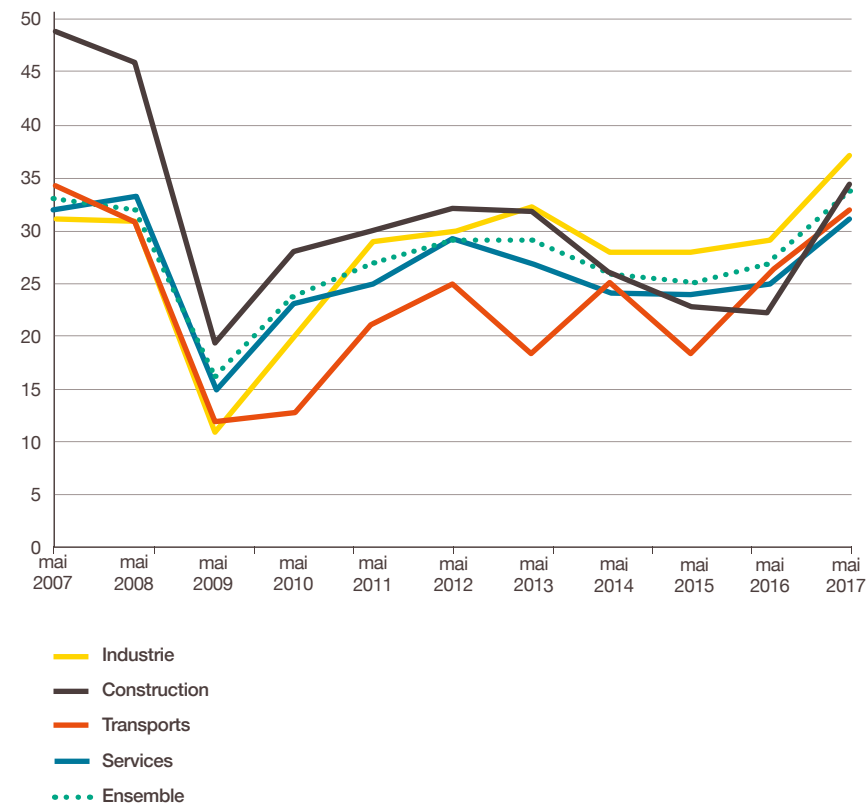
Les perspectives pour 2018 sont optimistes. Une accélération de l'activité est anticipée dans tous les secteurs. Les effectifs sont également prévus en sensible accélération, excepté dans le Commerce de détail et surtout le Tourisme où le rythme d'embauche se stabiliserait.

## La progression soutenue des effectifs accroît sensiblement les difficultés de recrutement

En mai 2017, 34 % des PME disent avoir rencontré d'importantes difficultés de recrutement au cours des six derniers mois, après 27 % et 31 % respectivement en mai et novembre 2016. Le niveau actuel des difficultés dépasse même légèrement le niveau d'avant-crise (33 % en mai 2007) et est le plus élevé depuis le tout début des années 2000, juste avant l'éclatement de la « bulle Internet ».

D'un point de vue sectoriel, la proportion marque un nouveau plus haut dans l'Industrie (37 %), le Tourisme (38 %), le Commerce-Réparation automobile (50 %), ainsi que dans le Commerce de gros (33 %). Les difficultés de recrutement sont encore inférieures à leur niveau maximum mais en forte hausse sur un an dans la Construction, à 34 % (+ 12 points), les Transports, à 32 % (+ 6 points), les Services aux entreprises, à 32 % (+ 6 points), les Services aux particuliers, à 25 % (+ 5 points), et le Commerce de détail, à 27 % (+ 3 points).

## PROPORTION DES PME AYANT EU DES GROSSES DIFFICULTÉS DE RECRUTEMENT AU COURS DES SIX DERNIERS MOIS EN %



Source : Bpifrance Le Lab

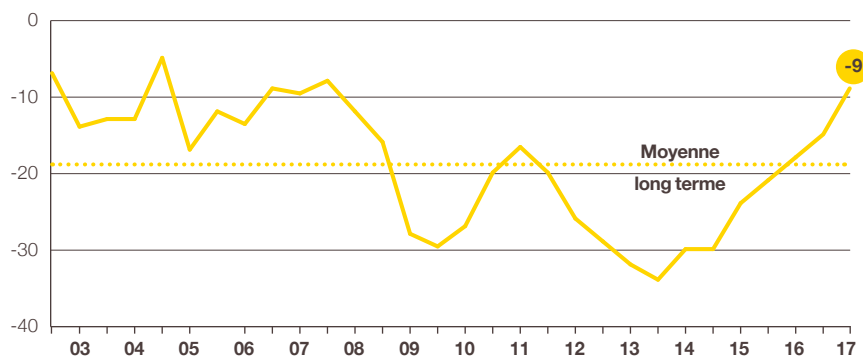
# Une situation financière de nouveau en nette amélioration...

La situation de trésorerie des PME a retrouvé son aisance d'avant crise, l'indicateur de la trésorerie ayant encore progressé de 6 points en six mois, à -9 (graphique 4).

Les trésoreries sont jugées les plus souples dans les Services aux entreprises (indicateur à +3) et le Commerce de gros (-5). Elles reviennent à la normale dans le Tourisme (-29, en hausse de 10 points sur un an et 2 points sur 10 ans) et se détendent dans la Construction (-23, en progression de 10 points sur un an mais encore inférieur de 14 points au niveau de 2007).

Les trésoreries ont retrouvé voire amélioré leur niveau d'avant crise dans les TPE (-12, contre -13 en 2007 et -22 en mai 2016) de même que pour les entreprises de 10 à 249 salariés (-7, à comparer à -8 en 2007 et -17 en mai 2016).

## • GRAPHIQUE 4 : JUGEMENT MOYEN SUR LA SITUATION DE TRÉSORERIE SOLDE D'OPINION EN %



Note de lecture : en mai 2017, les PME étaient 9 % de plus à déclarer une trésorerie difficile qu'une trésorerie aisée.

Source : Bpifrance Le Lab

Autre témoignage de l'amélioration de la situation financière des PME, le jugement de la rentabilité du dernier exercice s'améliore pour la 3<sup>e</sup> année consécutive. L'indicateur en solde d'opinion est nul, soit au plus haut depuis 2009. Il est devenu positif dans le Commerce (+6), les Transports (+5) et les Services (+5). L'indicateur est stable sur un an dans l'Industrie (-1) et en redressement mais encore négatif dans la Construction (-9) et le Tourisme (-11).

La rentabilité est jugée meilleure chez les PME innovantes (+5) que chez les non-innovantes (-1). C'est aussi le cas des entreprises exportatrices (indicateur à +9) par rapport aux autres (-2).

Les anticipations d'évolution de la rentabilité pour l'exercice en cours sont les plus optimistes depuis 2011, avec un indicateur prévisionnel positif s'inscrivant à +9, en hausse de 6 points sur un an.

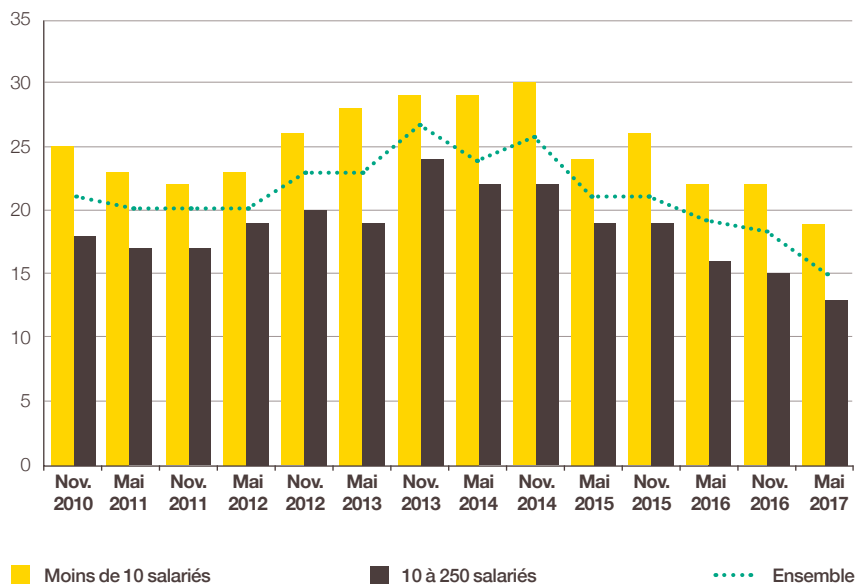
L'évolution attendue est la meilleure dans les Services (+14 après +10), l'Industrie (+10 après +8) et surtout la Construction (+11 après -4).

## ... et des conditions d'accès au crédit plus favorables que jamais

L'accès des PME au crédit de trésorerie au cours du premier semestre 2017 n'a jamais été aussi aisé dans l'enquête. Seules 15 % des entreprises disent avoir rencontré des difficultés pour obtenir les concours financiers à court terme souhaités. La proportion a reculé de 3 points en six mois et de 4 points sur un an.

L'amélioration concerne tant les TPE (19 % après 22 % en novembre 2016) que les PME de 10 à 249 salariés (13 % contre 16 %) (graphique 5).

### • GRAPHIQUE 5 : ACCÈS AU CRÉDIT DE TRÉSORERIE ASSEZ OU TRÈS DIFFICILE EN %



Source : Bpifrance Le Lab

Les difficultés d'accès au crédit à court terme demeurent supérieures à la moyenne dans la Construction, où la situation est stable (20 % comme en novembre 2016), et le Tourisme où elle s'améliore nettement (26 % après 33 %). À l'opposé, les difficultés sont les moins fréquentes dans le Commerce de gros (13 % contre 14 %) et les Services aux entreprises (13 % après 17 %).

L'accès au crédit à moyen et long terme s'est maintenu à son meilleur niveau au cours du premier semestre 2017, avec 8 % des PME déclarant avoir rencontré des difficultés d'obtention de concours financiers à l'investissement. Cette proportion est stable depuis le premier semestre 2016.

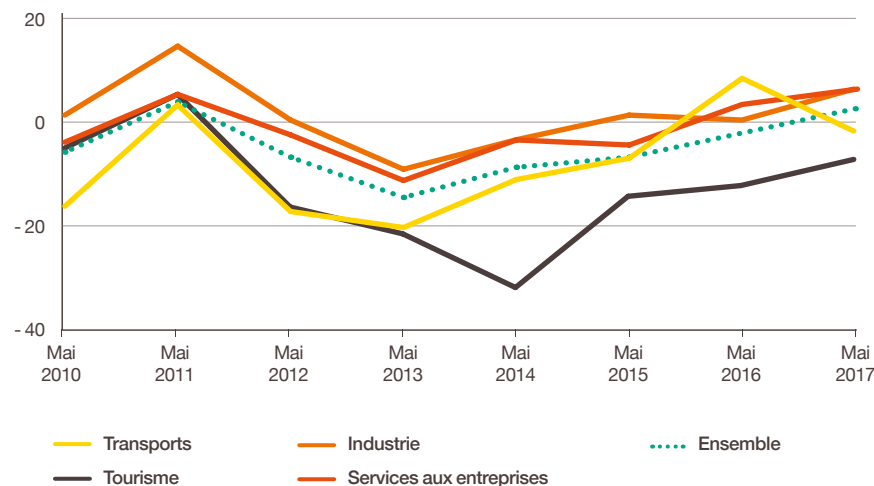
Les difficultés rencontrées sont les moins fréquentes dans les Transports (5 %) et le Commerce de gros (5 %). Elles restent les plus fréquentes, mais en nette diminution, dans le Tourisme : 13 %, après 18 % au semestre précédent, soit le meilleur niveau observé dans ce secteur depuis fin 2011 (12 %).

# Les PME ont les meilleures prévisions d'investissement depuis 2011

En mai 2017, 50 % des entreprises déclarent avoir réalisé des investissements depuis le début de l'année ou pensent le faire d'ici la fin de l'année. C'est 3 points de plus que la prévision de mai 2016 et c'est la proportion la plus élevée depuis le début de la crise en 2008.

En outre, l'indicateur prévisionnel du volume d'investissement pour l'année en cours est au plus haut depuis 2011, s'inscrivant à +2 (graphique 6).

• **GRAPHIQUE 6 : JUGEMENT MOYEN SUR L'ÉVOLUTION DE L'INVESTISSEMENT POUR L'ANNÉE EN COURS**  
RÉPONSES DE MAI - SOLDE D'OPINION EN %



Note de lecture : en mai 2017, 25 % des PME annoncent un volume d'investissement en hausse par rapport à 2016 et 23 % en diminution, ce qui donne un indicateur en solde d'opinion de +2.

Source : **Bpifrance Le Lab**

Les dépenses d'investissement sont anticipées en sensible hausse dans les Services aux entreprises et dans le Commerce de gros, avec des indicateurs prévisionnels s'inscrivant respectivement à +6 et +8, légèrement supérieurs aux précédents plus hauts de 2011. Les anticipations d'investissement sont également très positives dans l'Industrie (+6) même si en deçà de la dynamique de 2011 (+15).

Elles sont proches de la stabilité dans la Construction (indicateur à -2) et en nette amélioration sur un an (+13 points), ainsi que dans les Transports (indicateur à -2 après +8). Les prévisions d'investissement pour l'année en cours sont encore assez négatives dans le Tourisme (-7) mais beaucoup moins qu'en mai 2016 (-12).

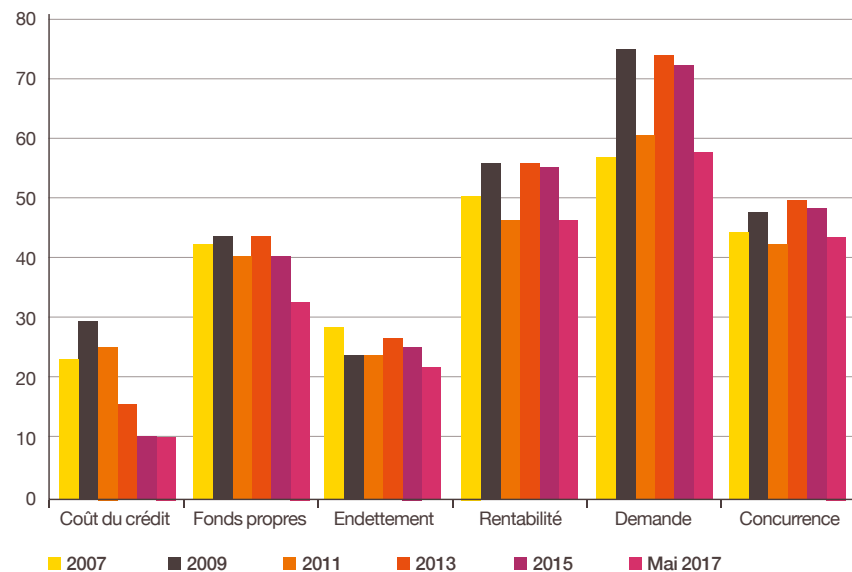


## Tous les freins à l'investissement se desserrent

Chaque semestre, 6 freins possibles à l'investissement sont soumis à l'appréciation des dirigeants de PME (graphique 7). La faiblesse de la demande reste le principal frein, mais avec 55 % seulement de citations, c'est 10 points de moins qu'en mai 2016 et quasi le niveau d'avant crise.

Le deuxième obstacle à l'investissement demeure l'insuffisance de la rentabilité, mentionné par 44 % des dirigeants, proportion également en sensible recul sur un an (- 4 points). Par ailleurs, l'insuffisance des fonds propres pèse moins dans la décision d'investissement, ce qui confirme le net redressement de la situation financière des PME depuis 2015.

### • GRAPHIQUE 7 : JUGEMENT SUR LES OBSTACLES À L'INVESTISSEMENT PART DES RÉPONDANTS EN %



Source : Bpifrance Le Lab

## En guise de conclusion

### Tous les indicateurs sont au vert au premier semestre 2017 et les PME sont optimistes pour les mois à venir.

La situation financière des PME est assainie, l'activité accélère sans surchauffe et les effectifs s'étoffent. Ceci induit d'ailleurs une remontée des difficultés de recrutement à un niveau inédit depuis le début de la crise en 2008.

Les secteurs de la Construction et du Tourisme, encore en manque d'activité en 2016, sont en bonne voie de redressement. Le premier, qui connaît des cycles longs, est entré dans sa phase ascendante tandis que le second se remet petit à petit des conséquences négatives des attentats de 2015-2016.

Plus confiantes maintenant dans la solidité de la reprise économique en cours, tant en France que chez les principaux partenaires européens, les PME accélèrent la réalisation de leurs projets d'investissement.

## Conjoncture régionale : synthèse

Dans tous les domaines, c'est un premier semestre prometteur pour l'ensemble des régions.

La croissance est de retour d'une manière plus ou moins prononcée : les PME des régions Île-de-France, Occitanie, Auvergne-Rhône-Alpes et Provence-Alpes-Côte d'Azur sont les plus optimistes. Elles anticipent en moyenne une hausse de leur chiffre d'affaires supérieure à 3 %. Celles des régions Bourgogne-France-Comté, Hauts-de-France, prévoient une reprise en pente douce.

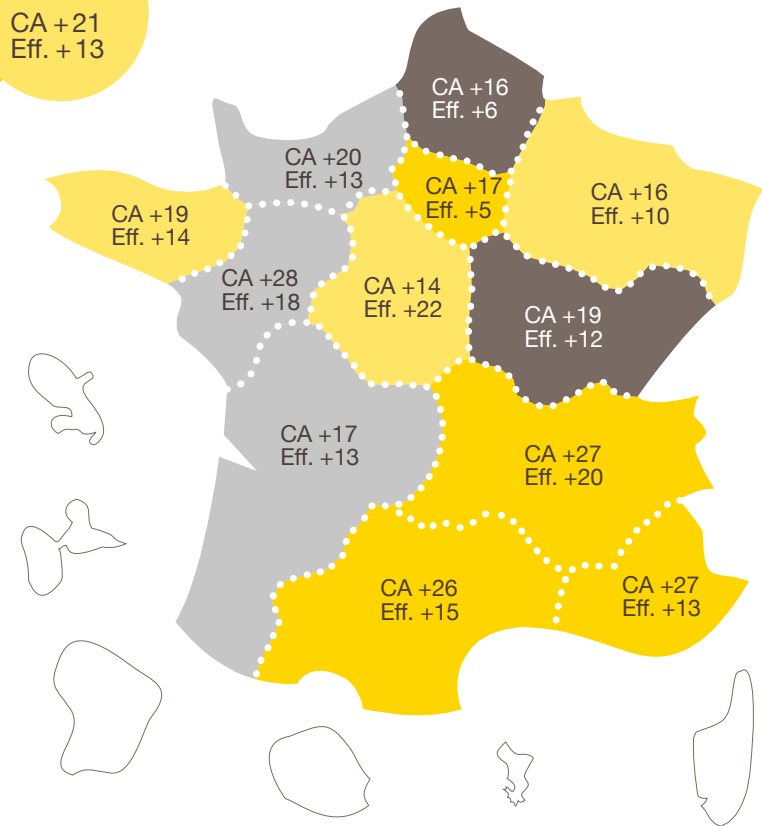
Il en est de même pour les effectifs qui ont augmenté plus ou moins selon les régions.

La situation financière s'améliore partout à l'exception de la Bretagne où les PME enregistrent de nouvelles tensions de trésorerie et jugent leur rentabilité obtenue en 2016 moins bonne que celle de l'exercice 2015.

Les résultats détaillés par région sont disponibles dans les synthèses régionales, accessibles sur [www.bpifrance-lelab.fr](http://www.bpifrance-lelab.fr)

## ÉVOLUTION DU CA ET DES EFFECTIFS PAR RÉGION SOLDE D'OPINION EN %

**France :**  
CA +21  
Eff. +13



### Évolution moyenne du CA en valeur nominale

- De 1,1 % à 1,5 %
- De 1,6 % à 2,0 %
- De 2,1 % à 2,9 %
- De 3,0 % à 3,6 %
- N.S - Non significatif (moins de 100 réponses)

Source : Bpifrance Le Lab

## CHIFFRE D'AFFAIRES

## EFFECTIFS

## INVESTISSEMENT

### ANNÉE 2017 <sup>(1)</sup>

	Moyenne 2007 à 2016	Mai 2016	Mai 2017	Évolution/ Mai 2016	Moyenne 2007 à 2016	Mai 2016	Mai 2017	Évolution/ Mai 2016	Moyenne 2007 à 2016	Mai 2016	Mai 2017	Évolution/ Mai 2016
<b>Ensemble des PME</b>	<b>+8</b>	<b>+13</b>	<b>+21</b>		<b>+2</b>	<b>+5</b>	<b>+13</b>		<b>-6</b>	<b>-2</b>	<b>+3</b>	
10 - 250 salariés	+15	+20	+30		+8	+11	+20		-3	+2	+5	
Moins de 10 salariés	-3	+2	+8		-5	-5	+2		-10	-9	-3	
Industrie	+13	+18	+24		+3	+8	+16		-1	+0	+6	
Construction	-5	-6	+13		-4	-11	+4		-14	-15	-2	
Commerce	+5	+13	+19		+1	+4	+8		-9	-3	+2	
Transports	+4	+7	+21		+4	+7	+21		-11	+8	-2	
Tourisme	-1	-2	+13		-4	-5	+6		-9	-12	-7	
Services	+14	+22	+26		+7	+12	+17		-3	+1	+4	

### ANNÉE 2018 <sup>(1)</sup>

	Moyenne 2007 à 2016	Mai 2016	Mai 2017	Évolution/ Mai 2016	Moyenne 2007 à 2016	Mai 2016	Mai 2017	Évolution/ Mai 2016	Moyenne 2007 à 2016	Mai 2016	Mai 2017	Évolution/ Mai 2016
<b>Ensemble des PME</b>	<b>+22</b>	<b>+20</b>	<b>+30</b>		<b>+14</b>	<b>+14</b>	<b>+22</b>					
10 - 250 salariés	+28	+28	+37		+17	+20	+28					
Moins de 10 salariés	+13	+8	+18		+9	+6	+14					
Industrie	+31	+27	+36		+17	+17	+24					
Construction	+2	+3	+18		+4	+0	+17					
Commerce	+22	+17	+24		+11	+11	+18					
Transports	+15	+8	+28		+10	+6	+22					
Tourisme	+11	+8	+24		-0	+1	+1					
Services	+27	+28	+34		+22	+24	+30					

(1) Solde d'opinion = (Part des entreprises anticipant une hausse - Part des entreprises anticipant une baisse).



**02.**



**MÉTHODOLOGIE**

## Définitions

**Les indicateurs ou soldes d'opinions** correspondent à des soldes de pourcentages d'opinions opposées :

- Indicateur en évolution =  $[(x \% \text{ « en hausse »}) - (y \% \text{ « en baisse »})] \times 100$
- Indicateur en niveau =  $[(x \% \text{ « bon/aisé »}) - (y \% \text{ « mauvais/difficile »})] \times 100$

Les pourcentages d'opinion neutre (« stable » ou « normal »), qui font le complément des réponses à 100 %, ne sont donc pas pris en compte dans le calcul de ce type d'indicateur.

**Une entreprise est qualifiée « innovante »** si elle a réalisé au moins 1 des 5 actions suivantes au cours des 3 dernières années :

- financer des frais de recherche et développement (interne ou externe) ou recruter du personnel de R&D ;
- acquérir une licence d'exploitation d'un procédé ou d'une technologie ;
- déposer un brevet, une marque, un dessin ou un modèle ;
- développer pour le compte de tiers un produit ou procédé (prestation) nouveau ou significativement amélioré ;
- commercialiser sur le marché un nouveau produit, bien ou service, (hors simple revente de produits nouveaux achetés à d'autres entreprises et hors modifications esthétiques ou de conditionnement de produits précédemment existants) ou utiliser un nouveau procédé (ou méthode) de production, de commercialisation ou d'organisation. De plus, aucun produit ou procédé analogue n'est déjà commercialisé ou utilisé par des concurrents.

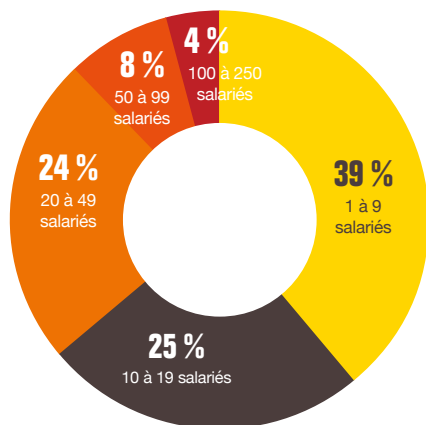
Une entreprise « **fortement exportatrice** » réalise plus du quart de son activité à l'international, « **moyennement exportatrice** » entre 6 % et 25 % et « **non exportatrice** » moins de 6 % (y compris 0 %).

# Structure de l'échantillon

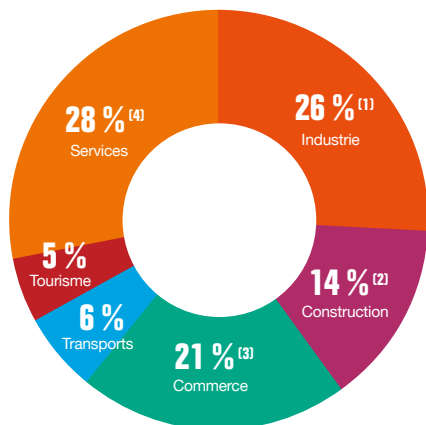
À l'occasion de la 65<sup>e</sup> édition de l'enquête semestrielle de conjoncture, 29 093 entreprises des secteurs marchands non agricoles, de 1 à moins de 250 salariés et réalisant moins de 50 M€ de chiffre d'affaires, ont été interrogées début mai 2017.

L'analyse porte sur les 4 417 premières réponses jugées complètes et fiables reçues avant le 8 juin 2017.

## TAILLE

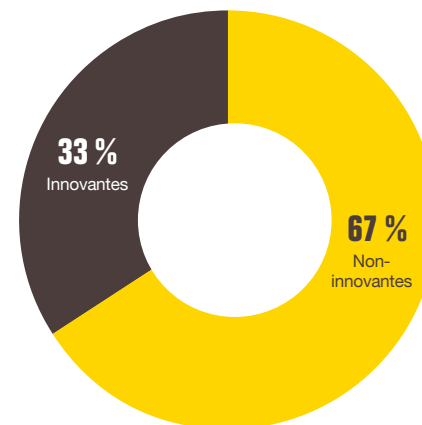


## SECTEUR D'ACTIVITÉ

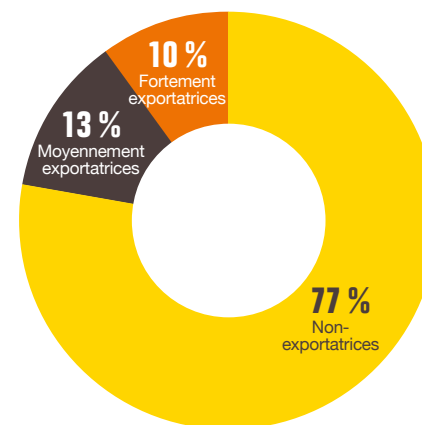


(1) 3 % Agroalimentaire, 12 % Biens intermédiaires, 8 % Biens d'équipements, 3 % Biens de consommation.  
 (2) 12 % Bâtiment, 2 % Travaux publics.  
 (3) 2 % Commerce et réparation automobile, 12 % Commerce de gros, 7 % Commerce de détail.  
 (4) 23 % Services aux entreprises, 5 % Services aux particuliers.

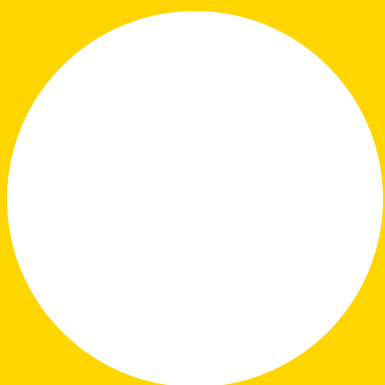
## CARACTÈRE INNOVANT



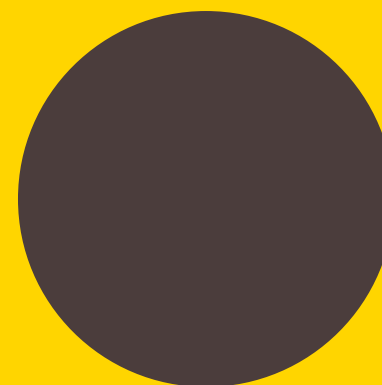
## EXPORT



Source : Bpifrance Le Lab



# **SERVIR L'AVENIR**



[bpifrance-lelab.fr](http://bpifrance-lelab.fr)



# **PME**

## **67<sup>e</sup> ENQUÊTE**

### **DE CONJONCTURE**

#### **JUILLET 2018**



**01.**

**DES PME TOUJOURS  
OPTIMISTES,  
BIENTÔT RATTRAPÉES  
PAR LES DIFFICULTÉS  
DE RECRUTEMENT ?**



**+26**

**SOLDE D'OPINION SUR L'ÉVOLUTION  
ATTENDUE DE L'ACTIVITÉ DES PME EN 2018,  
STABLE À SON MEILLEUR NIVEAU DEPUIS 2011**



**+12**

**SOLDE D'OPINION SUR LES CARNETS  
DE COMMANDES DES 6 DERNIERS MOIS,  
AU PLUS HAUT DEPUIS 2008**



**+3**

**SOLDE D'OPINION SUR L'ÉVOLUTION ANNUELLE  
DU VOLUME D'INVESTISSEMENT,  
AU PLUS HAUT DEPUIS 2012**



**-8**

**SOLDE D'OPINION SUR LA SITUATION DE  
TRÉSORERIE DES 6 DERNIERS MOIS,  
NETTEMENT AU-DESSUS DE SA MOYENNE  
DE LONG TERME**

## Points clés

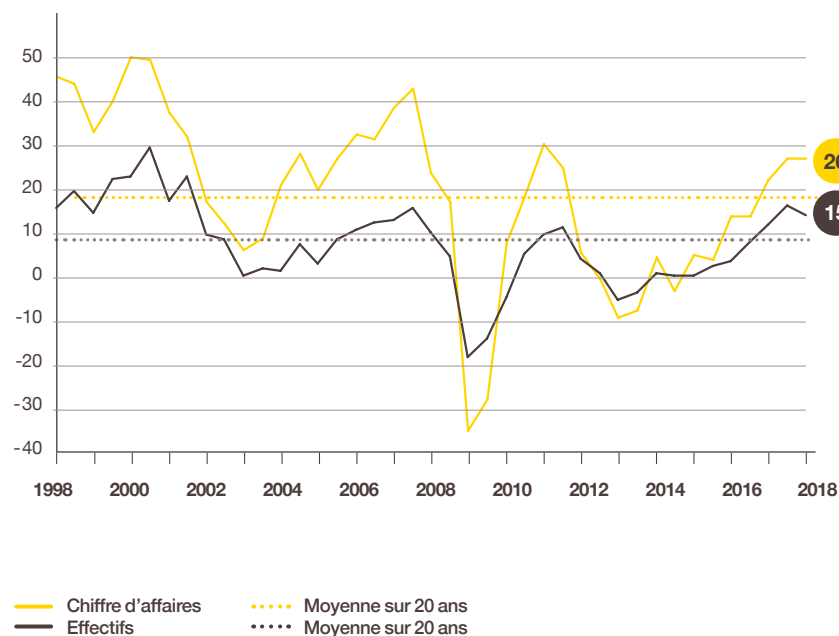
1. Après plusieurs années d'augmentation, la croissance des PME devrait se stabiliser à un niveau élevé en 2018. En revanche, les PME du Tourisme et des Transports font figures d'exceptions puisque, après une année 2017 particulièrement favorable, elles seraient moins dynamiques qu'auparavant. Au niveau de l'emploi, la progression des embauches marque légèrement le pas.
2. Les PME continuent de bénéficier d'une situation financière toujours aisée et de conditions d'accès au crédit très favorables.
3. Comme l'an passé, près de la moitié des PME prévoient d'investir en 2018. En volume, les perspectives d'investissement restent toujours favorablement orientées mais sans accélération. Les obstacles à l'investissement rencontrés par les chefs d'entreprise demeurent à des niveaux historiquement bas.
4. Si les perspectives pour 2019, données en mai / juin par les dirigeants de PME, sont par nature encore très fragiles, elles traduisent un optimisme qui résiste tout en laissant penser que le cycle a atteint, si ce n'est un point haut, un palier amené à durer. En effet, le léger tassement des carnets de commandes à court terme et l'augmentation continue des difficultés de recrutement interrogent sur la capacité d'accélération à venir des PME.

# En 2018, la croissance de l'activité et de l'emploi marque le pas

Après plusieurs années de redressement, la croissance de l'activité des PME devrait se stabiliser à un niveau élevé en 2018. À son meilleur niveau depuis fin 2011, le solde d'opinion sur l'évolution du chiffre d'affaires pour l'année en cours s'élève, comme en novembre 2017, à +26 points au 1<sup>er</sup> semestre 2018 (graphique 1). L'indicateur dépasse toujours sensiblement sa moyenne de long terme (+18 points).

Au-delà d'interroger la capacité d'expansion à venir des PME, l'absence de nouvelle accélération fait écho au ralentissement observé de la croissance économique au 1<sup>er</sup> trimestre et au tassement des derniers chiffres du climat des affaires de l'INSEE (stabilisation de l'indice en juin à un niveau supérieur à sa moyenne de long terme après 5 mois consécutifs de baisse).

• **GRAPHIQUE 1 : ÉVOLUTION DE L'ACTIVITÉ ET DES EFFECTIFS POUR L'ANNEE EN COURS**  
SOLDE D'OPINION (EN %)



Note de lecture : le solde des opinions opposées sur l'évolution de l'activité pour l'année en cours s'est stabilisé à +26 entre les interrogations de novembre 2017 et mai 2018. Il a progressé de 5 points en un an.

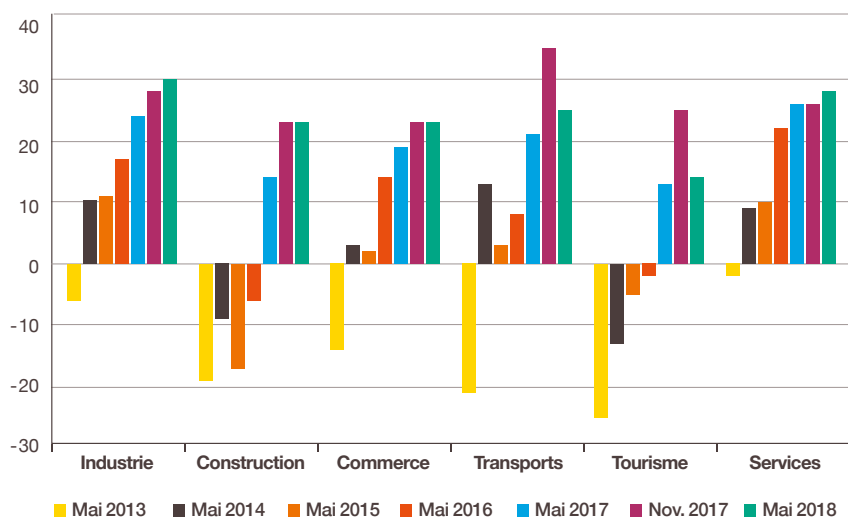
Source : **Bpifrance Le Lab**

La stabilisation des perspectives de croissance de l'activité en moyenne masque cependant d'importantes disparités (graphique 2) :

- progression du solde d'opinion dans l'Industrie (+30 en hausse de 2 points) et les Services (+28 en hausse de 2 points) ;
- recul du solde d'opinion dans le Tourisme (+14 en repli de 12 points) et les Transports (+25 en repli de 11 points), ces secteurs étant affectés par la grève des transports et la remontée des prix du pétrole ;
- les PME moyennement et fortement exportatrices, les innovantes et les PME de 10 salariés et plus prévoient (au-delà d'anticiper une progression de leur chiffre d'affaires supérieure à la moyenne) une croissance encore plus robuste qu'auparavant contrairement aux PME non exportatrices, aux non-innovantes et aux TPE.

L'optimisme des chefs d'entreprise s'appuie sur des carnets de commandes, tant actuels qu'à venir, toujours bien garnis. L'indicateur en solde d'opinion sur leur niveau des 6 derniers mois s'inscrit à +12 (au plus haut depuis 2008), en progression de 2 points en 6 mois et de 14 points sur un an. En parallèle, s'il s'inscrit en léger repli (-2 points sur 6 mois), l'indicateur prévisionnel sur les 6 mois à venir reste à niveau élevé (+13). Dans l'Industrie, le niveau des carnets seraient plus faibles mais toujours bien fournis.

• **GRAPHIQUE 2 : ÉVOLUTION DE L'ACTIVITÉ POUR L'ANNÉE EN COURS SELON LE SECTEUR D'ACTIVITÉ**  
SOLDE D'OPINION (EN %)



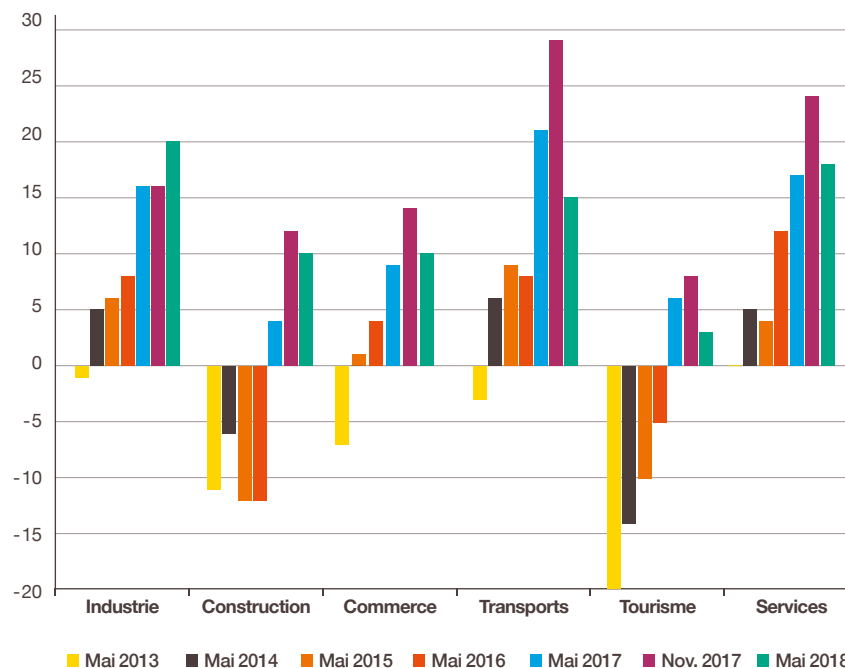
Source : Bpifrance Le Lab

Face à ces anticipations d'activité toujours dynamiques mais sans accélération, les chefs d'entreprises tempèrent légèrement le rythme des embauches (embauches réalisées au 1<sup>er</sup> semestre). À +15, le solde d'opinion sur l'évolution de l'emploi perd 2 points par rapport à novembre 2017 mais demeure nettement au-dessus de sa moyenne de long terme (+9).

Seule l'Industrie a augmenté le rythme des embauches au 1<sup>er</sup> semestre (hausse de 4 points à +20 – graphique 3) tandis qu'il a sensiblement ralenti dans les Transports (baisse du solde d'opinion de 13 points à +15). En outre, si le moindre dynamisme de l'emploi est partagé quels que soient la taille ou le caractère innovant ou non des PME, celles fortement exportatrices font, elles, preuve de davantage de résilience.

En parallèle, une part croissante et record de PME fait face à d'importantes difficultés de recrutement (encadré 1).

• **GRAPHIQUE 3 : ÉVOLUTION DE L'EMPLOI POUR L'ANNÉE EN COURS SELON LE SECTEUR D'ACTIVITÉ**  
SOLDE D'OPINION (EN %)



Source : Bpifrance Le Lab

## Difficultés de recrutement, croissance de l'activité et de l'emploi et réponses des PME

Une part croissante et record de PME fait face à d'importantes difficultés de recrutement : 41 % d'entre elles en rencontrent actuellement contre 34 % il y a 1 an. Il s'agit de la proportion la plus élevée depuis 2002. Les difficultés sont particulièrement prégnantes dans le Commerce / Réparation automobile (53 %), les Biens intermédiaires (48 %) et d'équipement (49 %) et les Transports (48 %).

Or, la corrélation entre les difficultés de recrutement et la croissance de l'activité et de l'emploi est élevée (0,8 avec le solde d'opinion sur l'emploi et à 0,7 avec celui sur l'activité sur la période 2000 / 2018), ce qui signifie que ces paramètres évoluent de concert (sans présager d'un lien de causalité). Néanmoins, nous pouvons formuler l'hypothèse que si le niveau actuel des difficultés de recrutement n'empêche pas les PME de croître (bien qu'il puisse freiner l'activité de certaines), la poursuite de leur augmentation pourrait être un frein à l'expansion à venir des PME, et notamment à leur capacité à accélérer.

Face à ces difficultés, les PME agissent de différentes manières. Selon les résultats du baromètre trimestriel Bpifrance – Rexecode<sup>1</sup> de mai 2018, une majorité d'entre elles (55 %) envisagent de modifier leurs processus de recrutement et un peu plus d'un quart d'augmenter les salaires proposés. Elles tentent également de pallier à ces difficultés en faisant appel à des prestataires extérieurs (via l'intérim, la sous-traitance, le travail détaché), en augmentant la polyvalence des salariés en place, en les formant ou en allongeant leur durée de travail ou encore mettant en place des avantages monétaires afin de les fidéliser. Elles modifient en revanche relativement peu leur organisation générale, ce qui passerait par un surcroît d'investissement dans l'automatisation des tâches ou par une nouvelle organisation du travail autour de solutions de mobilité.

### • GRAPHIQUE 4 : RÉPONSES DES PME FACE AUX DIFFICULTÉS DE RECRUTEMENT RÉPONDANTS AYANT L'INTENTION DE RECRUTER (EN %)



(1) « Trésorerie, Investissement et Croissance des TPE et PME », réalisée entre le 10 et le 18 avril 2018, sur la base d'un questionnaire diffusé par voie numérique auprès de PME des secteurs marchands non agricoles, de 1 à 249 salariés et réalisant moins de 50 M€ de chiffre d'affaires. L'ensemble des résultats du Baromètre sont accessibles sur [www.bpifrance-lelab.fr](http://www.bpifrance-lelab.fr)

Source : Baromètre trimestriel Bpifrance Le Lab / Rexecode, réalisé sur un échantillon de 319 PME répondantes

# Moindre optimisme des PME sur leurs perspectives d'activité mais résistance des perspectives d'embauches pour 2019

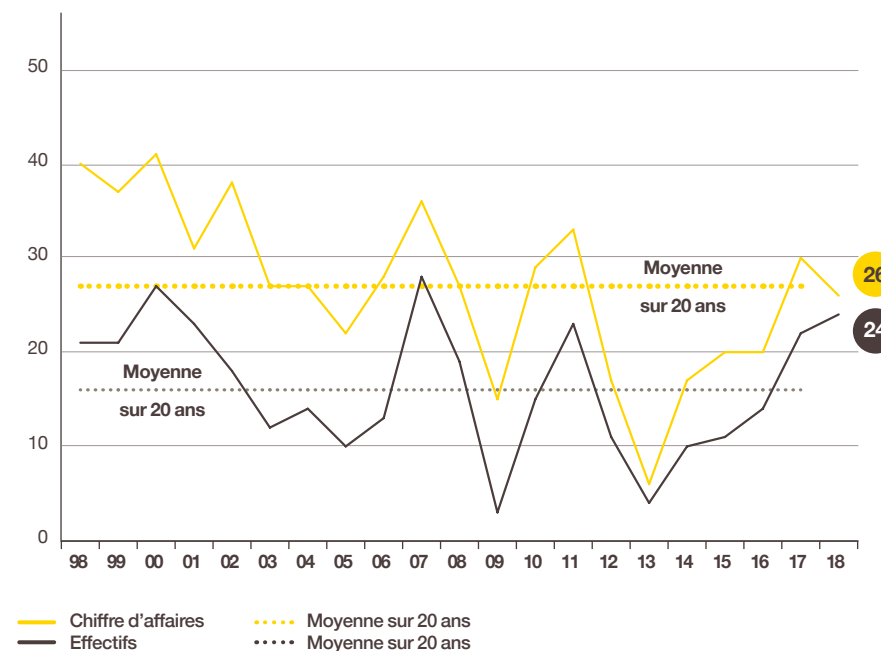
Les PME prévoient une légère baisse de la croissance de leur activité pour l'année prochaine. Légèrement en-deçà de sa moyenne de long terme (+27), l'indicateur prévisionnel d'activité perd 3 points sur 1 an à +26 (graphique 5). Il pâtit notamment du moindre optimisme des PME des Transports (solde d'opinion à +16, en baisse de 11 points), de la Construction (+8 en baisse de 10 points) et du Tourisme (+18 en baisse de 7 points). Mais même l'Industrie et les Services reculent, même si dans une moindre mesure.

Comme à l'accoutumée, les PME exportatrices (solde d'opinion à +46 contre +51 l'an passé) et les innovantes (+48 contre +49) sont les plus confiantes dans l'avenir et résistent le mieux.

En dépit de perspectives d'activité un peu moins optimistes, les embauches resteraient dynamiques et en légère progression en 2019. Au-dessus de sa moyenne de long terme (+16), l'indicateur prévisionnel de l'emploi progresse de 2 points sur 1 an à +24, point haut depuis 2008.

L'indicateur moyen est tiré vers le haut par l'Industrie (solde d'opinion à +29 en hausse de 5 points) et le Tourisme (+6 en hausse de 4 points), tandis qu'il est freiné par les Transports (+16 en baisse de 7 points) et la Construction (+14 en baisse de 3 points). Les entreprises de 10 salariés et plus, les innovantes et les exportatrices sont toujours en absolu les plus optimistes.

• GRAPHIQUE 5 : ANTICIPATION D'ÉVOLUTION DE L'ACTIVITÉ POUR L'ANNÉE SUIVANTE  
SOLDE D'OPINION (EN %)



Note de lecture : le solde d'opinion sur l'évolution de l'activité anticipée pour l'année suivante a reculé de 4 points sur 1 an pour s'inscrire à + 26 en mai 2018.

Source : Bpifrance Le Lab

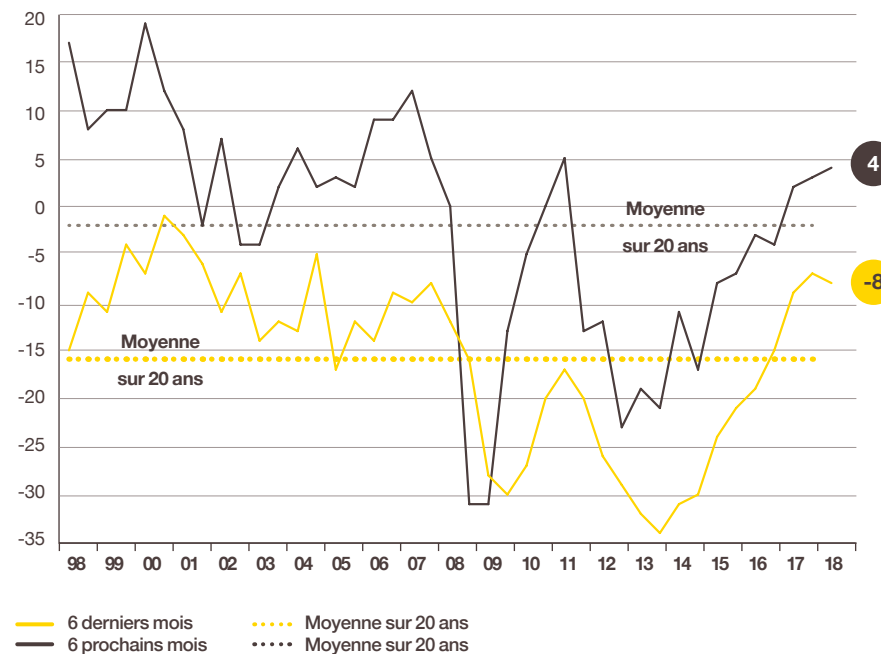
# Une situation financière toujours aisée...

Depuis début 2017, l'état de la trésorerie des PME est resté stable à un niveau très satisfaisant (graphique 6). Avec un solde d'opinion à -8 (+1 point sur 1 an ; -1 point sur 6 mois), identique à son niveau d'avant crise (novembre 2007), le jugement moyen des PME sur la trésorerie se situe toujours nettement au-dessus de sa moyenne de long terme (-18,3).

Sur les 6 derniers mois, les trésoreriers dans l'Industrie (solde d'opinion à -5 en hausse de 4 points) se sont assouplies contrairement à celles des Transports (-18 en baisse de 13 points) et du Tourisme (-22 en baisse de 6 points). À noter également un durcissement dans les Services aux particuliers (-5 en baisse de 6 points).

Sur les 6 prochains mois, la situation de trésorerie des PME resterait aisée (solde d'opinion de +4 en hausse de 1 point sur 6 mois). Dans le Tourisme, elle s'améliorerait nettement (solde d'opinion à +4 en hausse de 10 points) dans le sillage du retour de la saison estivale.

**GRAPHIQUE 6 : JUGEMENT MOYEN SUR LA SITUATION DE TRÉSORERIE**  
SOLDE D'OPINION (EN %)



Note de lecture : en mai 2018, les PME étaient 8 % de plus à déclarer une trésorerie difficile sur les 6 derniers mois qu'une trésorerie aisée.

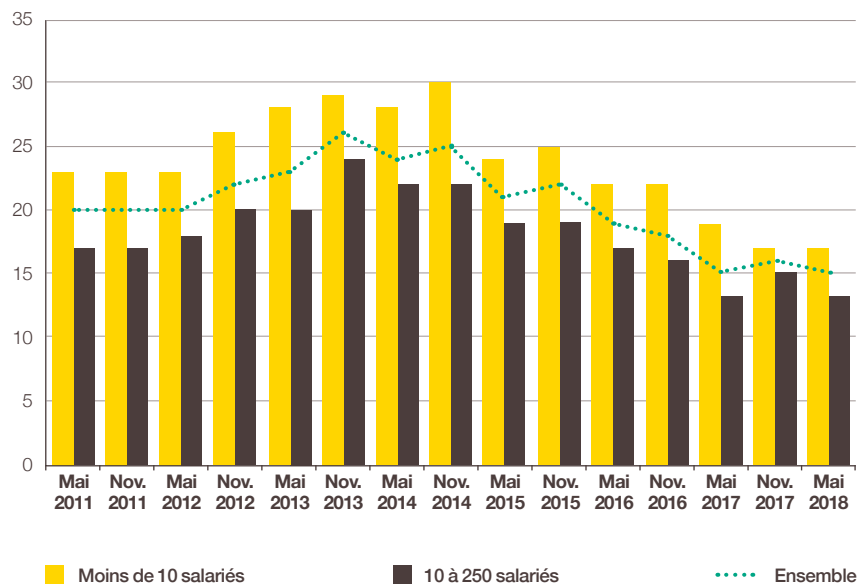
Source : Bpifrance Le Lab

## ... et des conditions d'accès au crédit toujours très favorables

L'accès des PME au crédit de trésorerie au cours du 1<sup>er</sup> semestre 2018 est resté aisé. Seules 15 % des PME disent avoir rencontré des difficultés pour obtenir les concours financiers à court terme souhaités, proportion stable sur 1 an et la plus basse depuis l'introduction de la question en 2010 (graphique 7).

Sur les 6 derniers mois, l'accès au crédit de trésorerie s'est légèrement amélioré pour les PME de 10 à 249 salariés (13 % d'entre elles ont rencontré des difficultés contre 15 % en novembre 2017) et est resté stable pour les TPE (17 %).

### • GRAPHIQUE 7 : ACCÈS AU CRÉDIT DE TRÉSORERIE ASSEZ OU TRÈS DIFFICILE (EN %)



Source : Bpifrance Le Lab

Du point de vue sectoriel, les difficultés augmentent, et demeurent nettement supérieures à la moyenne, dans le Tourisme (27 % en progression de 3 points par rapport à novembre 2017). À l'inverse, les difficultés sont moins fréquentes dans les Travaux publics (11 % après 18 %) et le Commerce de gros (11 % après 13 %).

L'accès au crédit d'investissement est lui aussi à son meilleur niveau depuis 2010. Sous les 10 % depuis le 1<sup>er</sup> semestre 2016, la part des PME ayant déclaré un accès difficile au crédit d'investissement a reculé d'un point sur 6 mois à 6 % seulement. Les difficultés rencontrées continuent en revanche d'être plus fréquentes dans le Tourisme (13 %) tandis qu'elles n'affectent que 3 % des PME du secteur des Biens d'équipement.



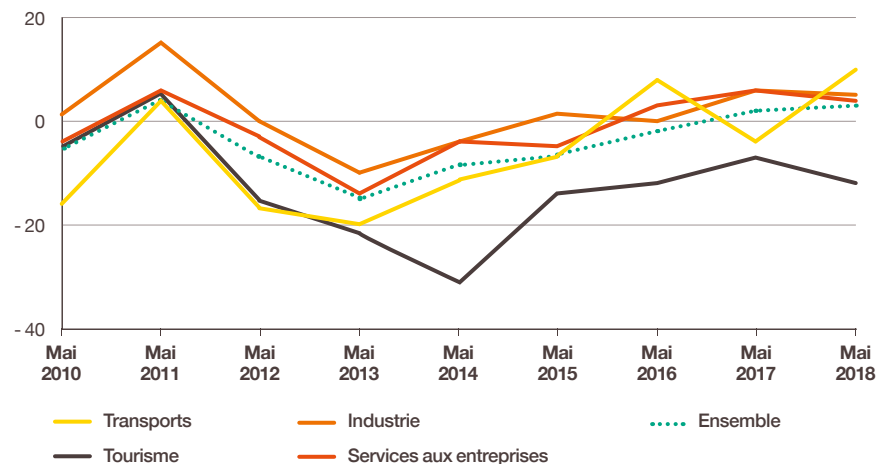
## Des prévisions d'investissement toujours dynamiques pour 2018

En mai 2018, une part toujours importante d'entreprises a déclaré avoir déjà engagé ou prévu des investissements pour 2018 (49 % après 50 % il y a 1 an, proportion qui était la plus élevée depuis le début de la crise en 2008).

En volume, les perspectives d'investissement restent aussi favorablement orientées mais sans accélération (solde d'opinion à +3 en hausse de 1 point sur 1an, au plus haut depuis 2012 - graphique 8).

Les dépenses d'investissement sont anticipées en nette hausse dans le Commerce / Réparation automobile (indicateur à +14 en progression de 16 points sur 1 an), les Transports (+10 en progression de 12 points alors même que le solde d'opinion sur l'activité est de son côté en net recul), les Biens de consommation (+2 en hausse de 8 points) et les Travaux publics (+15 en hausse de 8 points). À l'inverse, elles diminueraient dans le Tourisme (-12 en recul de 6 points).

### • GRAPHIQUE 8 : JUGEMENT MOYEN SUR L'ÉVOLUTION DE L'INVESTISSEMENT POUR L'ANNÉE EN COURS SOLDE D'OPINION (EN %)



Note de lecture : en mai 2018, 26 % des PME annoncent un volume d'investissement en hausse par rapport à 2017 et 23 % en diminution, ce qui donne un indicateur en solde d'opinion de +3.

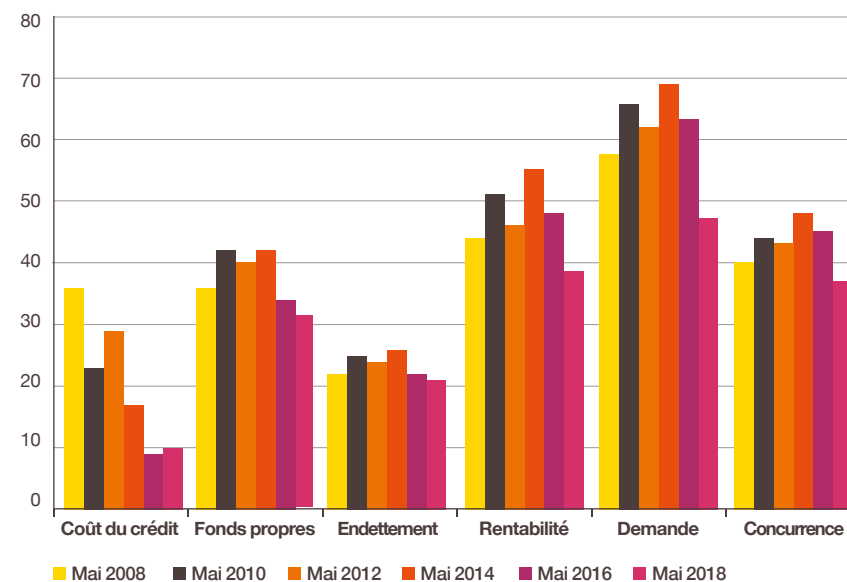
Source : Bpifrance Le Lab

## Les obstacles à l'investissement à des niveaux historiquement bas

Entre les mois de mai 2017 et 2018, l'ensemble des freins à l'investissement rencontrés par les PME sont restés à des niveaux historiquement bas, voire ont continué de se desserrer pour les 3 principaux obstacles cités par les chefs d'entreprise :

- la faiblesse de la demande a reculé de 8 points à 47 % seulement ;
- l'insuffisance de la rentabilité a reculé de 5 points à 39 % seulement, reflet d'une santé financière globalement robuste des PME ;
- le niveau jugé trop élevé de la concurrence a reculé de 4 points à 37%.

### • GRAPHIQUE 9 : JUGEMENT SUR LES OBSTACLES À L'INVESTISSEMENT PART DES RÉPONDANTS (EN %)



Source : Bpifrance Le Lab

## En guise de conclusion

### Le dynamisme des PME se maintiendrait à un niveau élevé en 2018.

L'activité des PME continuerait d'être dynamique cette année, à l'image de l'économie française qui croît au-dessus de son rythme potentiel malgré un ralentissement anticipé de la croissance du PIB (de 2,3 % en 2017 à 1,7 % cette année selon les dernières prévisions de l'INSEE).

En 2019, si les perspectives sont par nature encore très fragiles, elles concourent à l'appréciation par les PME d'une situation toujours favorable tout en laissant penser que le cycle a atteint, si ce n'est un point haut, un palier amené à durer. En effet, côté demande, le niveau des carnets de commandes se tasse un peu. Côté offre, l'investissement reste dynamique mais n'accélère pas. De plus, les contraintes de recrutement semblent être un frein de plus en plus puissant à l'expansion du cycle.

En outre, l'interrogation sur l'atteinte d'un haut de cycle est cohérente avec un scénario macroéconomique plus général caractérisé par, entre autres, la normalisation des politiques monétaires (synonyme pour les PME d'une augmentation des coûts d'emprunt et d'une dégradation de la compétitivité-prix à l'export), la hausse des prix du pétrole (augmentation des coûts de production) et la montée du protectionnisme.

## Conjoncture régionale : synthèse

Dans la continuité de 2017, les estimations pour l'activité et l'emploi du 1<sup>er</sup> semestre 2018 sont bien orientées pour l'ensemble des régions.

Toutes les régions anticipent une croissance de l'activité d'au moins 2 %. Les PME d'Occitanie, de Bretagne et des Pays de la Loire sont les plus optimistes et anticipent en moyenne une hausse de leur chiffre d'affaires supérieure à 4,0 %.

Il en est de même pour les effectifs qui ont augmenté plus ou moins selon les régions.

En revanche, les trésoreries ont subi quelques légères tensions au cours des derniers mois mais demeurent toutefois à un niveau satisfaisant. Seules les PME d'Auvergne-Rhône-Alpes ont vu leur situation financière s'améliorer, et dans une moindre mesure celles des régions Provence-Alpes-Côte d'Azur, Hauts-de-France et Occitanie.

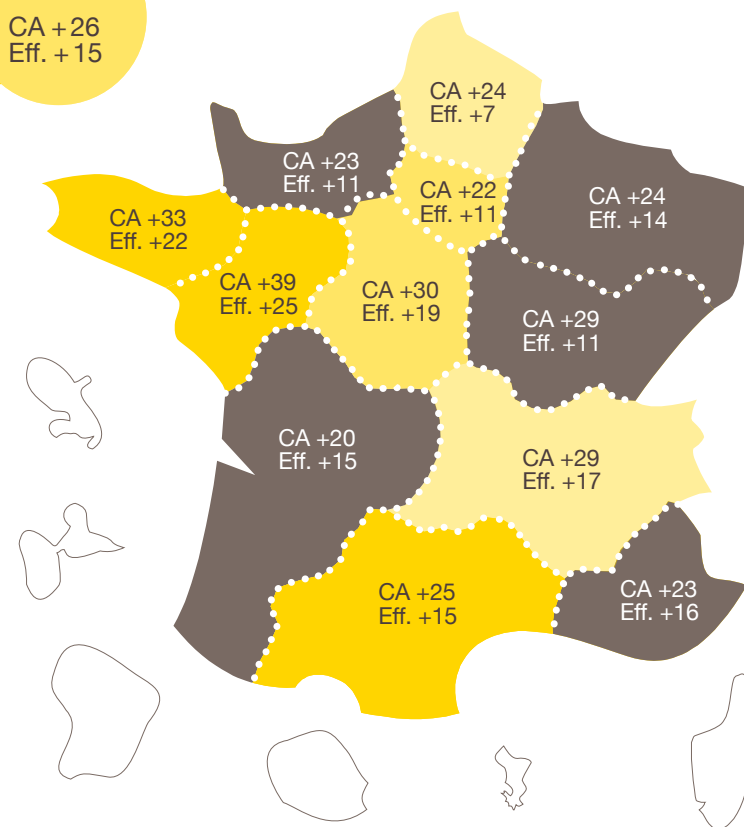
Dans l'ensemble des régions, les PME jugent leur rentabilité en 2017 meilleure que celle obtenue en 2016, à l'exception des entreprises de la région Bourgogne-Franche-Comté qui estiment leur résultats 2017 en baisse.

Les résultats détaillés par région sont disponibles dans les synthèses régionales, accessibles sur [www.bpifrance-lelab.fr](http://www.bpifrance-lelab.fr)

## ÉVOLUTION DU CA ET DES EFFECTIFS PAR RÉGION SOLDE D'OPINION (EN %)

### France :

CA +26  
Eff. +15



### Évolution moyenne du CA en valeur nominale

- De 2,0 % à 2,9 %
- De 3,0 % à 3,9 %
- De 4,0 % à 5 %
- N.S - Non significatif (moins de 100 réponses)

Source : Bpifrance Le Lab

## CHIFFRE D'AFFAIRES

## EFFECTIFS

## INVESTISSEMENT

### ANNÉE 2018 <sup>(1)</sup>

	Moyenne 2008 à 2017	Mai 2017	Mai 2018	Évolution / Mai 2017	Moyenne 2008 à 2017	Mai 2017	Mai 2018	Évolution / Mai 2017	Moyenne 2008 à 2017	Mai 2017	Mai 2018	Évolution / Mai 2017
<b>Ensemble des PME</b>	<b>+6</b>	<b>+21</b>	<b>+26</b>		<b>+2</b>	<b>+13</b>	<b>+15</b>		<b>-7</b>	<b>+2</b>	<b>+3</b>	
10 - 250 salariés	+14	+30	+35		+8	+20	+23		-4	+6	+7	
Moins de 10 salariés	-4	+8	+13		-5	+1	+2		-11	-3	-3	
Industrie	+11	+24	+30		+4	+16	+20		-2	+6	+5	
Construction	-7	+14	+23		-5	+4	+10		-15	-3	+2	
Commerce	+3	+19	+23		+2	+9	+10		-10	+2	+1	
Transports	+3	+21	+25		+4	+21	+15		-12	-2	+10	
Tourisme	-1	+13	+14		-4	+6	+3		-10	-7	-12	
Services	+13	+26	+28		+6	+17	+18		-5	+5	+4	

### ANNÉE 2019 <sup>(1)</sup>

	Moyenne 2008 à 2017	Mai 2017	Mai 2018	Évolution / Mai 2017	Moyenne 2008 à 2017	Mai 2017	Mai 2018	Évolution / Mai 2017	Moyenne 2008 à 2017	Mai 2017	Mai 2018	Évolution / Mai 2017
<b>Ensemble des PME</b>	<b>+21</b>	<b>+30</b>	<b>+26</b>		<b>+13</b>	<b>+22</b>	<b>+24</b>					
10 - 250 salariés	+28	+37	+33		+17	+28	+29					
Moins de 10 salariés	+12	+18	+15		+8	+13	+15					
Industrie	+31	+36	+35		+16	+24	+29					
Construction	+2	+18	+8		+3	+17	+14					
Commerce	+20	+24	+25		+10	+18	+19					
Transports	+15	+27	+16		+10	+23	+16					
Tourisme	+12	+24	+18		-1	+2	+6					
Services	+26	+34	+31		+21	+30	+31					

(1) Solde d'opinion = (Part des entreprises anticipant une hausse - Part des entreprises anticipant une baisse).



**02.**



**MÉTHODOLOGIE**

## Définitions

**Les indicateurs ou soldes d'opinions** correspondent à des soldes de pourcentages d'opinions opposées :

- Indicateur en évolution =  $[(x \% \text{ « en hausse »}) - (y \% \text{ « en baisse »})] \times 100$
- Indicateur en niveau =  $[(x \% \text{ « bon / aisé »}) - (y \% \text{ « mauvais / difficile »})] \times 100$

Les pourcentages d'opinion neutre (« stable » ou « normal »), qui font le complément des réponses à 100 %, ne sont donc pas pris en compte dans le calcul de ce type d'indicateur.

**Une entreprise est qualifiée « innovante »** si elle a réalisé au moins 1 des 5 actions suivantes au cours des 3 dernières années :

- financer des frais de recherche et développement (interne ou externe) ou recruter du personnel de R&D ;
- acquérir une licence d'exploitation d'un procédé ou d'une technologie ;
- déposer un brevet, une marque, un dessin ou un modèle ;
- développer pour le compte de tiers un produit ou procédé (prestation) nouveau ou significativement amélioré ;
- commercialiser sur le marché un nouveau produit, bien ou service, (hors simple revente de produits nouveaux achetés à d'autres entreprises et hors modifications esthétiques ou de conditionnement de produits précédemment existants) ou utiliser un nouveau procédé (ou méthode) de production, de commercialisation ou d'organisation. De plus, aucun produit ou procédé analogue n'est déjà commercialisé ou utilisé par des concurrents.

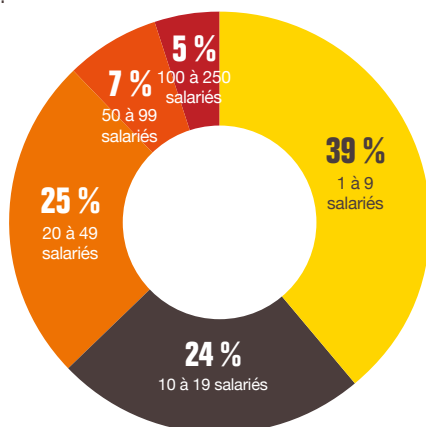
Une entreprise « **fortement exportatrice** » réalise plus du quart de son activité à l'international, « **moyennement exportatrice** » entre 6 % et 25 % et « **non exportatrice** » moins de 6 % (y compris 0 %).

# Structure de l'échantillon

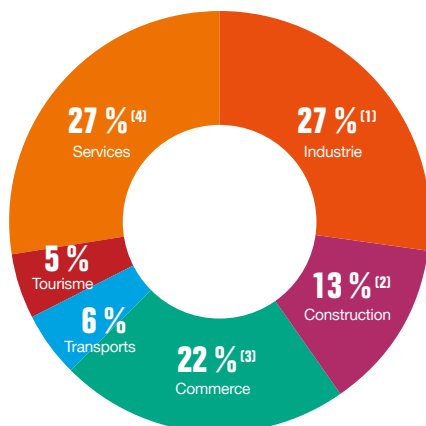
À l'occasion de la 67<sup>e</sup> édition de l'enquête semestrielle de conjoncture auprès des PME, 25 243 entreprises des secteurs marchands non agricoles, de 1 à moins de 250 salariés et réalisant moins de 50 M€ de chiffre d'affaires, ont été interrogées en mai-juin 2018.

L'analyse porte sur les 3 573 premières réponses jugées complètes et fiables reçues avant le 19 juin 2018.

## TAILLE

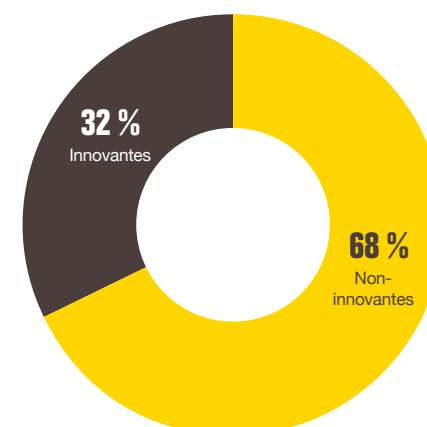


## SECTEUR D'ACTIVITÉ

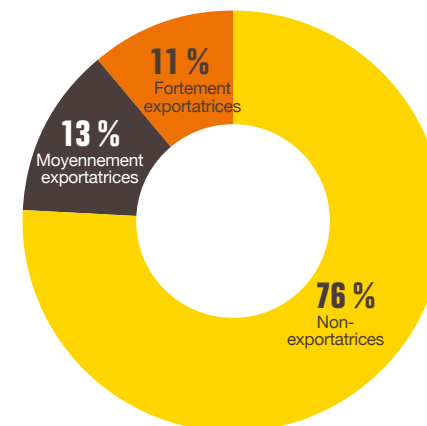


(1) 3 % Agroalimentaire, 13 % Biens intermédiaires, 8 % Biens d'équipements, 3 % Biens de consommation.  
 (2) 11 % Bâtiment, 2 % Travaux publics.  
 (3) 2 % Commerce et réparation automobile, 13 % Commerce de gros, 7 % Commerce de détail.  
 (4) 23 % Services aux entreprises, 4 % Services aux particuliers.

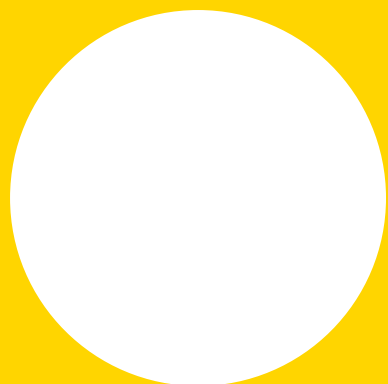
## CARACTÈRE INNOVANT



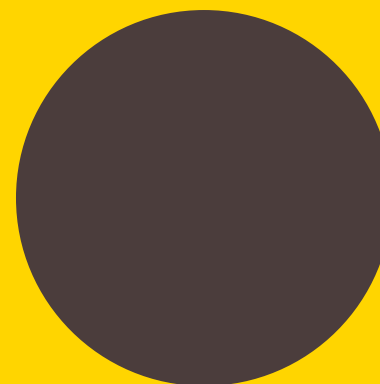
## EXPORT



Source : Bpifrance Le Lab



# **SERVIR L'AVENIR**



[bpifrance-lelab.fr](http://bpifrance-lelab.fr)





# **PME**

## **66<sup>e</sup> ENQUÊTE**

### **DE CONJONCTURE**

#### **JANVIER 2018**

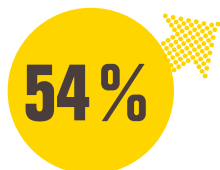
**01.**

**EMBELLIE  
GÉNÉRALISÉE**



**-7**

**SOLDE D'OPINION SUR LA SITUATION DE TRÉSORERIE DES 6 DERNIERS MOIS, AU MIEUX DEPUIS 2007**



**54%**

**PART DES PME AYANT INVESTI EN 2017, EN PROGRESSION DE 3 POINTS SUR 1 AN**



**+31**

**SOLDE D'OPINION SUR L'ÉVOLUTION ATTENDUE DE L'ACTIVITÉ DES PME EN 2018, QUASI À SON NIVEAU D'AVANT CRISE ET DÉPASSANT SA MOYENNE DE LONG TERME**



**+15**

**SOLDE D'OPINION SUR L'ÉVOLUTION ATTENDUE DES CARNETS DE COMMANDES DÉBUT 2018, EN HAUSSE DE 10 POINTS SUR 1 AN ET SUPÉRIEUR À SON NIVEAU DE NOVEMBRE 2007**

## Points clés

1. Une accélération de l'activité depuis 3 ans qui se confirme à nouveau. La croissance du chiffre d'affaires des PME, bien qu'encore inférieure à son niveau d'avant crise, retrouve son précédent pic de 2011.
2. Les embauches dans les PME sont de plus en plus dynamiques, rejoignant le rythme d'avant crise. Avec, en corollaire de cette embellie, une recrudescence des difficultés de recrutement, qui dépassent même le niveau de 2007 dans l'Industrie et le Tourisme.
3. Une situation financière assainie, avec des trésoreries ayant retrouvé leur solidité d'avant crise. Les conditions d'accès au crédit sont toujours optimales, avec des taux d'intérêt toujours au plus bas.
4. Plus de la moitié des PME ont investi en 2017. Les investissements restent dynamiques comme en 2016.
5. L'embellie conjoncturelle se prolongerait dans les prochains mois. Les anticipations pour 2018 sont optimistes pour tous les paramètres : activité, emploi, situation de trésorerie et investissement.

# Activité et emploi accélèrent en 2017

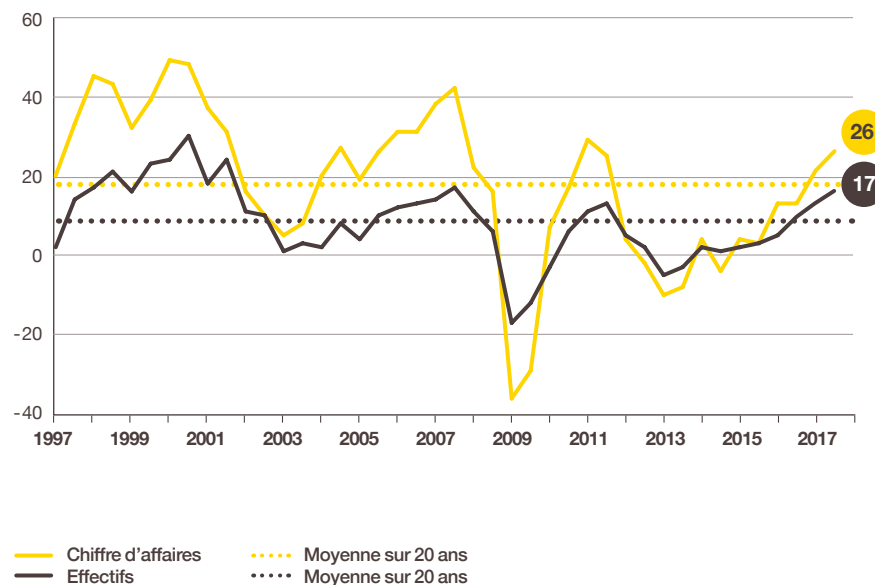
L'activité des PME a continué de progresser durant toute l'année 2017 et les embauches ont poursuivi leur accélération.

Les PME contribuent ainsi pleinement à l'embellie du climat des affaires observée par l'INSEE sur l'ensemble de l'année. Elles n'ont pour autant pas encore atteint le dernier point haut du cycle observé en 2007 (graphique 1).

Le solde d'opinion sur l'évolution du chiffre d'affaires gagne 13 points en 1 an, à +26, tandis que celui de l'emploi gagne 8 points, à +17.

Ces 2 indicateurs dépassent leur moyenne sur 20 ans et s'inscrivent à leur meilleur niveau depuis fin 2011 (graphique 1), voire leur niveau d'avant crise pour l'emploi.

• **GRAPHIQUE 1 : ÉVOLUTION DE L'ACTIVITÉ ET DES EFFECTIFS POUR L'ANNÉE EN COURS**  
SOLDE D'OPINION EN %



Note de lecture : le solde des opinions opposées sur l'évolution de l'activité pour l'année en cours est passé de +21 à +26 entre les interrogations de mai et novembre 2017. Il a progressé de 13 points en 1 an.

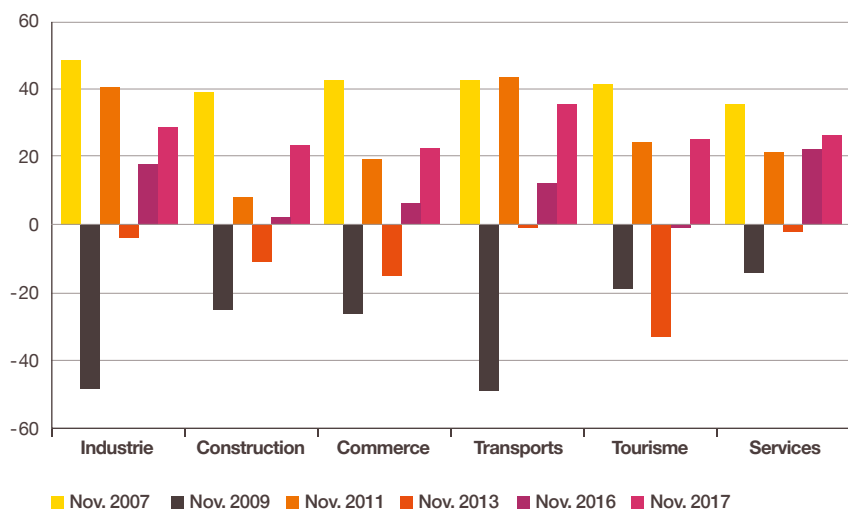
Source : **Bpifrance Le Lab**

L'optimisme sur l'activité est nourri par des carnets de commandes de mieux en mieux garnis. L'indicateur en solde d'opinion sur le niveau des carnets de commandes s'inscrit à +10, en progression de 12 points en 6 mois, et de 19 points en 1 an. À court terme, ils devraient continuer d'augmenter au même rythme (solde d'opinion sur les perspectives à 6 mois à +15 comme en mai dernier). Ils accéléreraient encore dans l'Industrie, se rapprochant de leur dynamique d'avant crise.

La croissance du chiffre d'affaires est notamment portée par un rattrapage sur les TPE et les petites PME (ayant moins de 50 salariés). Le rebond est particulièrement marqué dans la Construction (progression de 21 points de l'indicateur sur 1 an, +23 après +2 fin 2016), le Tourisme (+26 points en 1 an, +25 après -1) et le Commerce (+16 points, +22 après +6), secteurs en retrait en fin d'année 2016 (graphique 2).

De manière générale, la croissance 2017 du chiffre d'affaires s'est améliorée par rapport à 2016 quels que soient la taille, le caractère innovant ou non de l'entreprise, son activité à l'export et son secteur d'activité. Seul le secteur des Services aux particuliers marque le pas : le solde d'opinion sur l'évolution du chiffre d'affaires perd 9 points en 1 an, s'inscrivant à +11 fin 2017. Les PME innovantes ont toujours une progression de leur chiffre d'affaires supérieure à la moyenne (solde d'opinion à +38 contre +26 pour l'ensemble des PME).

• **GRAPHIQUE 2 : ÉVOLUTION DE L'ACTIVITÉ POUR L'ANNÉE EN COURS SELON LE SECTEUR D'ACTIVITÉ**  
SOLDE D'OPINION EN %

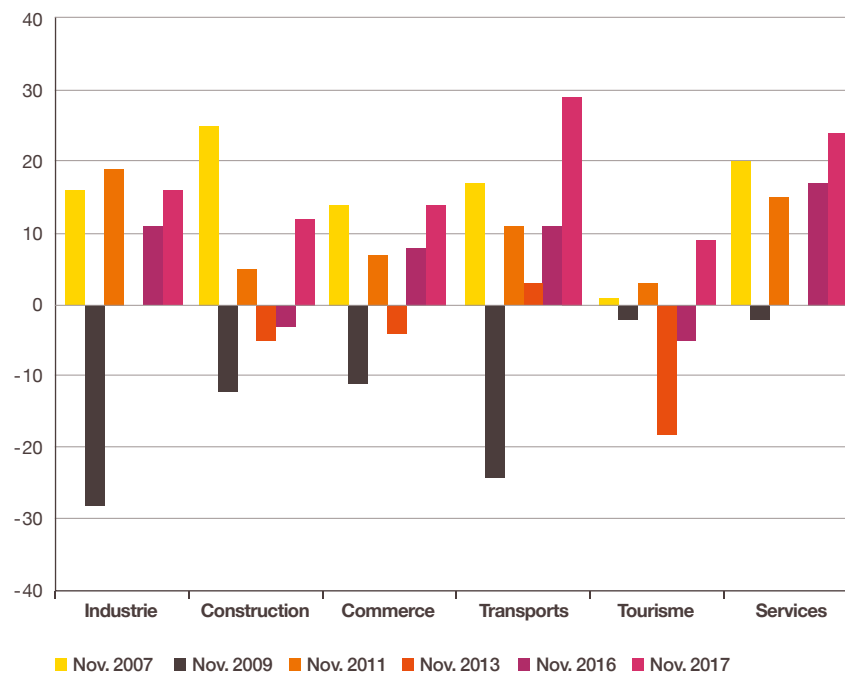


Source : Bpifrance Le Lab

En termes d'emploi, l'embellie est elle aussi généralisée quels que soient le secteur d'activité, la taille, le caractère innovant des PME.

Les embauches se sont nettement redressées dans le Tourisme et la Construction, secteurs où les PME étaient encore en difficulté l'année passée (graphique 3).

• **GRAPHIQUE 3 : ÉVOLUTION DE L'EMPLOI POUR L'ANNÉE EN COURS SELON LE SECTEUR D'ACTIVITÉ**  
SOLDE D'OPINION EN %



Source : Bpifrance Le Lab

Dans ce contexte d'amélioration de la demande de travail, de plus en plus d'entreprises rencontrent d'importantes difficultés de recrutement : 38 % après 31 % fin 2016. Les difficultés de recrutement sont les plus importantes dans l'Industrie (41 %), les Transports et le Tourisme (44 %), dépassant nettement le niveau de difficultés ressenti en 2007, avec pourtant un marché du travail plus tendu.

# De très bonnes perspectives d'activité pour 2018

Les PME restent optimistes pour 2018 et anticipent une poursuite de l'embellie. L'indicateur prévisionnel d'activité s'inscrit à +31, au-dessus de sa moyenne de long terme (+18) et quasi à son niveau d'avant crise (+33). Il progresse de 9 points en 1 an (graphique 4).

Quasi tous les secteurs d'activité anticipent une croissance du chiffre d'affaires en hausse l'année prochaine. Seules les PME du Tourisme n'anticipent pas d'accélération, après l'embellie enregistrée en 2017.

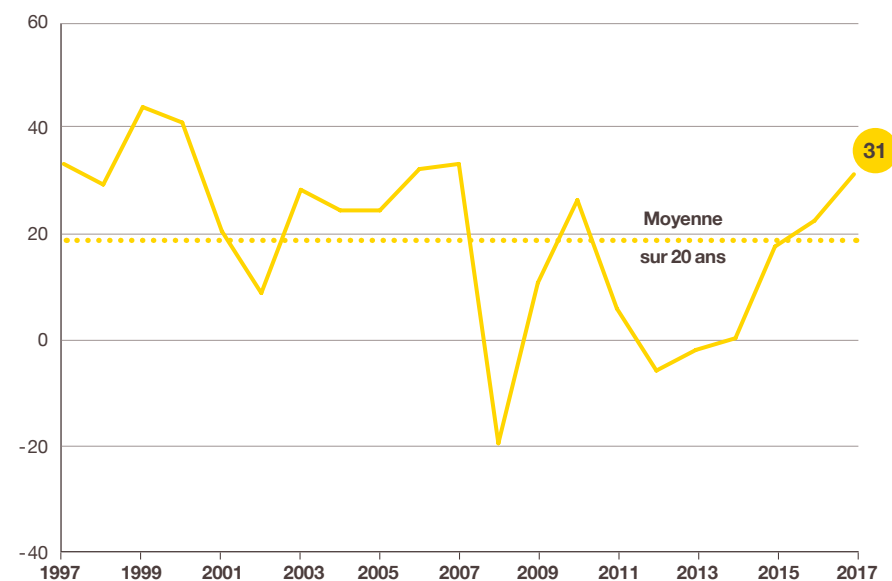
Les PME exportatrices sont également confiantes dans l'avenir et, comme à l'accoutumée, les innovantes ont des anticipations de croissance très au-dessus de la moyenne (solde d'opinion à +49).

Entraînées par cette dynamique, les embauches devraient s'accroître en 2018. L'indicateur prévisionnel de l'emploi progresse de 7 points en 1 an et s'établit à +21.

Les effectifs sont prévus en augmentation dans tous les secteurs d'activité, plus fortement dans la Construction où l'indicateur gagne 18 points en 1 an (solde d'opinion à +20).

Un renforcement des effectifs est envisagé quels que soient la taille, le caractère innovant ou non de l'entreprise et son activité à l'export même si les entreprises de 10 salariés et plus, les innovantes et les exportatrices sont toujours en absolu les plus optimistes.

• **GRAPHIQUE 4 : ANTICIPATION D'ÉVOLUTION DE L'ACTIVITÉ POUR L'ANNÉE SUIVANTE**  
SOLDE D'OPINION EN %



Note de lecture : le solde d'opinion sur l'évolution de l'activité anticipée pour l'année suivante a progressé de 9 points en 1 an pour s'inscrire à +31 en novembre 2017.

Source : **Bpifrance Le Lab**

# Une situation financière de nouveau en nette amélioration...

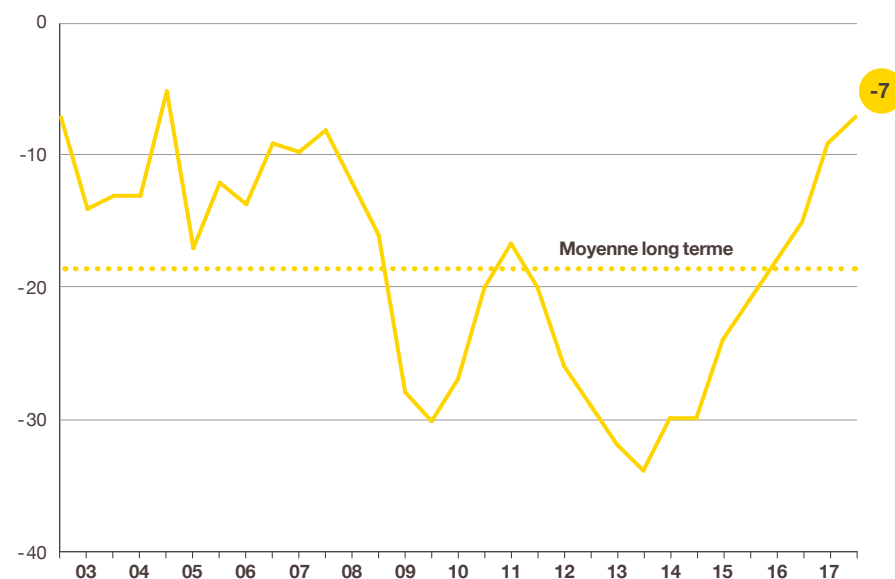
La situation de trésorerie des PME s'est de nouveau améliorée au cours des 6 derniers mois. L'indicateur progresse de 8 points en 1 an. Avec un solde d'opinion à -7, le jugement moyen des PME sur la trésorerie se situe au-dessus de sa moyenne de long terme (-18,3) et de son niveau d'avant crise, -8 en novembre 2007 (graphique 5).

Les trésoreries sont jugées les plus souples dans les Services (indicateur à +2) et le Commerce de gros (-1). Elles reviennent à la normale dans le Tourisme (-16, en hausse de 13 points en 6 mois) et se détendent dans la Construction (-19, en progression de 3 points en 6 mois).

Le jugement des PME sur leur trésorerie retrouve, voire dépasse, son niveau d'avant crise quelle que soit la taille : chez les TPE (solde d'opinion à -6, contre -12 en mai dernier et en novembre 2007) comme chez les entreprises de 10 à 249 salariés (-7, au même niveau qu'en mai dernier et en novembre 2007).

Hormis les PME du Tourisme qui craignent un regain de tensions de trésorerie, cette amélioration devrait se poursuivre à court terme pour l'ensemble des PME.

• GRAPHIQUE 5 : JUGEMENT MOYEN SUR LA SITUATION DE TRÉSORERIE  
SOLDE D'OPINION EN %



Note de lecture : en novembre 2017, les PME étaient 7 % de plus à déclarer une trésorerie difficile qu'une trésorerie aisée.

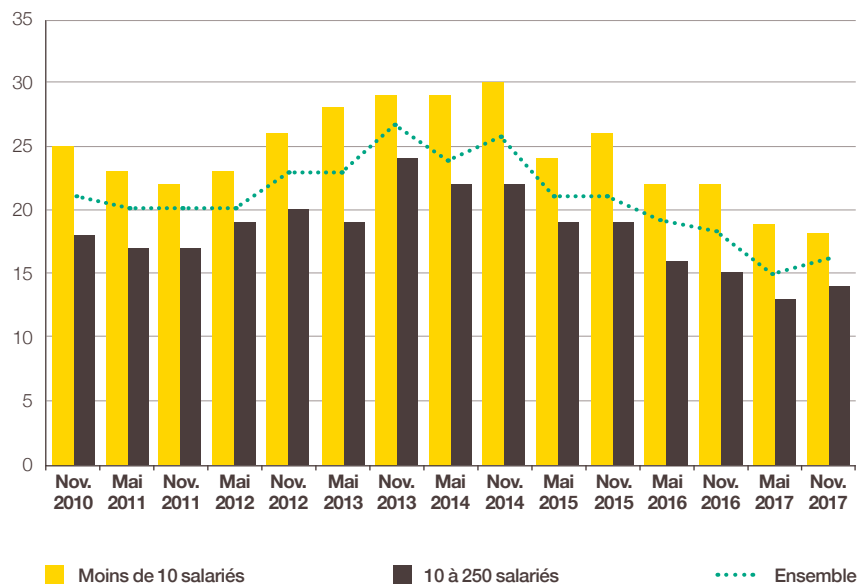
Source : Bpifrance Le Lab

## ... et des conditions d'accès au crédit toujours très favorables

L'accès des PME au crédit de trésorerie au cours du 2<sup>e</sup> semestre 2017 est resté, selon l'enquête, aisé. Seules 16 % des PME disent avoir rencontré des difficultés pour obtenir les concours financiers à court terme souhaités. Bien qu'ayant augmenté d'un point en 6 mois, cette proportion est moindre qu'il y a 1 an (-2 points) et demeure à son plus bas niveau depuis l'introduction de la question en 2010.

L'amélioration concerne tant les TPE (difficultés rencontrées pour 18 % de TPE après 22 % en novembre 2016) que les PME de 10 à 249 salariés (14 % contre 16 %) (graphique 6).

### • GRAPHIQUE 6 : ACCÈS AU CRÉDIT DE TRÉSORERIE ASSEZ OU TRÈS DIFFICILE EN %



Source : Bpifrance Le Lab

Malgré un mieux, les difficultés d'accès au crédit à court terme demeurent supérieures à la moyenne dans la Construction (18 % après 20 % en mai 2017 et en novembre 2016), et le Tourisme (23 % après 26 % et 33 %). Bien que restant très proches de la moyenne, elles ont été plus fréquentes dans les PMI au 2<sup>e</sup> semestre 2017 (17 % après 15 % au 1<sup>er</sup> semestre). À l'opposé, les difficultés sont plus rares dans le Commerce de gros, (stable à 13 %) et les Services aux particuliers (11 % après 15 %).

L'accès au crédit à moyen et long terme s'est maintenu à son meilleur niveau au cours du 2<sup>e</sup> semestre 2017, avec 7 % des PME déclarant avoir rencontré des difficultés d'obtention de concours financiers à l'investissement. Cette proportion est quasi stable depuis le 1<sup>er</sup> semestre 2016 (8 %).

Les difficultés rencontrées sont les moins fréquentes dans les Transports (6 %), le Commerce de gros (6 %) et les Services aux particuliers (5 %). Elles restent les plus fréquentes, mais en nette amélioration, dans le Tourisme : 14 %, après 18 % à fin 2016, soit un des meilleurs niveaux observé dans ce secteur depuis fin 2011 (12 %).

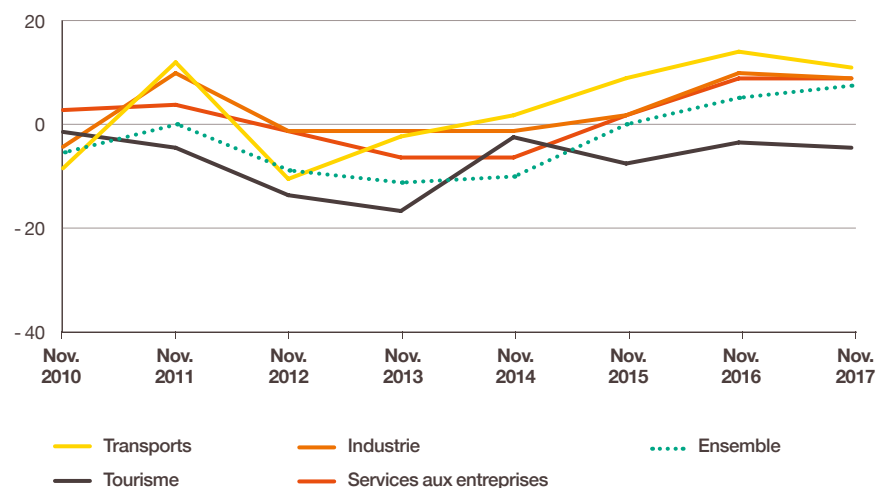


# L'investissement a continué de progresser en 2017

En 2017, 54 % des PME ont investi, après 51 % en 2016 et 50 % en 2015.

L'indicateur relatif à l'évolution annuelle du volume d'investissement, c'est-à-dire de l'ensemble des montants investis dans l'année, est positif pour la 2<sup>e</sup> année consécutive à +7, et progresse de 2 points en 1 an (graphique 7).

## • GRAPHIQUE 7 : JUGEMENT MOYEN SUR L'ÉVOLUTION DE L'INVESTISSEMENT POUR L'ANNÉE EN COURS RÉPONSES DE NOVEMBRE - SOLDE D'OPINION EN %



Note de lecture : en novembre 2017, 27 % des PME annoncent un volume d'investissement en hausse par rapport à 2016 et 20 % en diminution, ce qui donne un indicateur en solde d'opinion de +7.

Source : Bpifrance Le Lab

D'un point de vue sectoriel, la progression de l'investissement est la plus importante dans les Services aux particuliers (solde d'opinion à +15 après -2 en 2016), dans l'Industrie (+8 après +9) et les Transports (indicateur à +10 après +13) sans toutefois d'accélération des dépenses dans ces 2 derniers secteurs. Les dépenses d'investissement rebondissent dans la Construction (+6 après -1 et -5).

On note, par ailleurs, que l'investissement progresse d'autant plus fortement que l'entreprise est exportatrice (+12) ou innovante (+13). Il a accéléré chez les PME de 10 à 250 salariés (+11 après +9) tandis qu'il s'est stabilisé chez les TPE (indicateur à 0 après -1 en 2016).

La part moyenne de l'autofinancement des investissements a progressé de 3 points : 40 % après 37 % en 2016 (40 % en 2015), en lien avec l'amélioration des résultats et de la capacité financière des PME. Les 60 % restant ont été financés par emprunt bancaire, pour l'essentiel à moyen terme (54 % *via* crédit-bail mobilier et crédits bancaires de 2 à 7 ans ; 6 % *via* crédit-bail immobilier et prêts bancaires de 8 ans et plus).

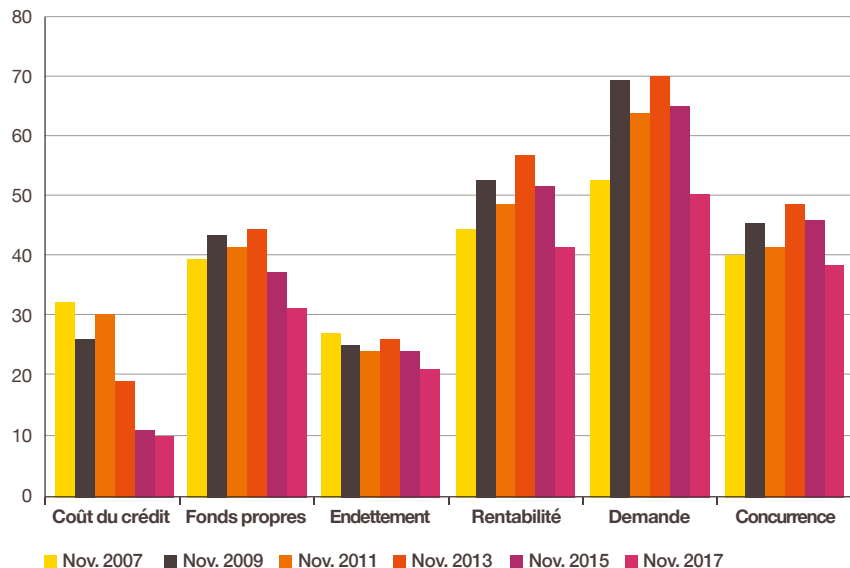
La légère diminution relative de l'équipement et de l'incorporel au profit de l'immobilier se poursuit en 2017. Les investissements immobiliers (terrains, constructions, locaux existants, aménagements) représentent 1/3 des dépenses d'investissement, soit 5 points de plus qu'en 2016, principalement au détriment des investissements mobiliers (matériels, véhicules, équipements divers) (-4 points).

## Des freins à l'investissement de moins en moins importants

Les obstacles rencontrés par les PME pour investir diminuent petit à petit. Ils ont tous atteint des niveaux historiquement bas. Le principal frein cité par les chefs d'entreprise reste toujours la faiblesse de la demande mais seulement pour 50 % d'entre eux, soit 10 points de moins qu'en novembre 2016.

Reflète de la bonne santé financière des entreprises, l'insuffisance de la rentabilité n'est plus mentionnée que par 41 % des dirigeants, proportion en recul de 5 points par rapport à fin 2016. Même la concurrence ne représente plus que 38 % des citations soit 5 points de moins en 1 an.

### • GRAPHIQUE 8 : JUGEMENT SUR LES OBSTACLES À L'INVESTISSEMENT PART DES RÉPONDANTS EN %



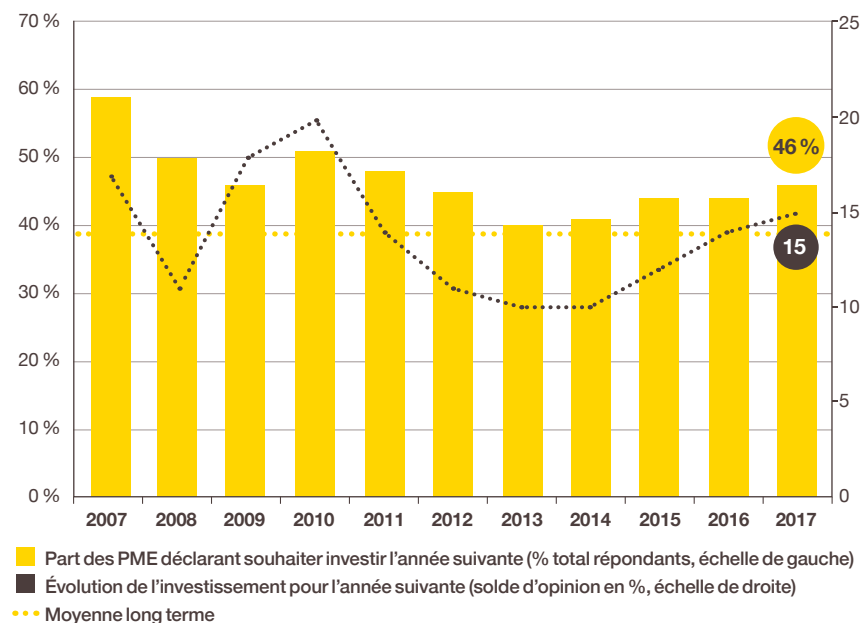
Source : Bpifrance Le Lab

## Hausse modérée de l'investissement prévue pour 2018

Fin 2017, les carnets de commandes sont toujours bien orientés et les conditions de financement restent très favorables. Dans ce contexte, les PME envisagent une nouvelle année dynamique en termes de dépenses d'investissement.

Fin 2017, 46 % des entreprises envisagent d'investir au cours du prochain exercice soit 2 points de plus qu'en 2016. L'indicateur prévisionnel du volume d'investissement progresse par ailleurs d'1 point en 1 an : à +15, il dépasse sa moyenne de long terme à +14 (graphique 9). Cette légère hausse anticipée du volume d'investissement est surtout portée par les PMI.

### • GRAPHIQUE 9 : ANTICIPATION D'ÉVOLUTION DE L'INVESTISSEMENT POUR L'ANNÉE SUIVANTE RÉPONSES DE NOVEMBRE - SOLDE D'OPINION EN %



Note de lecture : en novembre 2017, 46 % des PME se déclarent prêtes à investir en 2018 (échelle gauche) et elles sont 15 % de plus à anticiper une hausse des dépenses qu'une baisse par rapport à 2017 (solde d'opinion, échelle droite).

Source : Bpifrance Le Lab

## En guise de conclusion

---

### L'embellie généralisée reportée par les PME en 2017 devrait se poursuivre début 2018.

Les PME ont surfé sur l'accélération de l'économie française en 2017. Leur activité s'est redressée pour la 4<sup>e</sup> année consécutive, tirant derrière elle, embauches et investissements. Cette amélioration est visible dans quasiment tous les secteurs, y compris ceux du Bâtiment, du Tourisme et du Commerce, enfin sortis de l'ornière.

Les perspectives d'évolution des carnets de commandes restent bonnes.

Globalement, l'année 2018 se présente sous de bons augures pour l'activité et l'emploi. Les perspectives d'investissement restent bien orientées même si les PME restent en majorité prudentes. Tout cela pointe vers une poursuite du cycle haussier pour les PME et un retour progressif vers le dynamisme d'avant crise. Les tensions observées au niveau du recrutement sont néanmoins à surveiller, pouvant limiter le potentiel d'investissement et de croissance des PME si elles devaient perdurer.

## Conjoncture régionale : synthèse

La nette embellie de la situation des PME en 2017 est perceptible pour l'ensemble des régions.

La croissance est de retour d'une manière plus ou moins prononcée : les PME des régions Grand Est, Auvergne-Rhône-Alpes et Pays de la Loire sont les plus optimistes. Elles annoncent en moyenne une hausse de leur chiffre d'affaires supérieure à 4,0 %.

Celles des autres régions renouent aussi avec la croissance mais d'une manière plus modérée.

Il en est de même pour les effectifs qui se sont renforcés plus ou moins selon les régions.

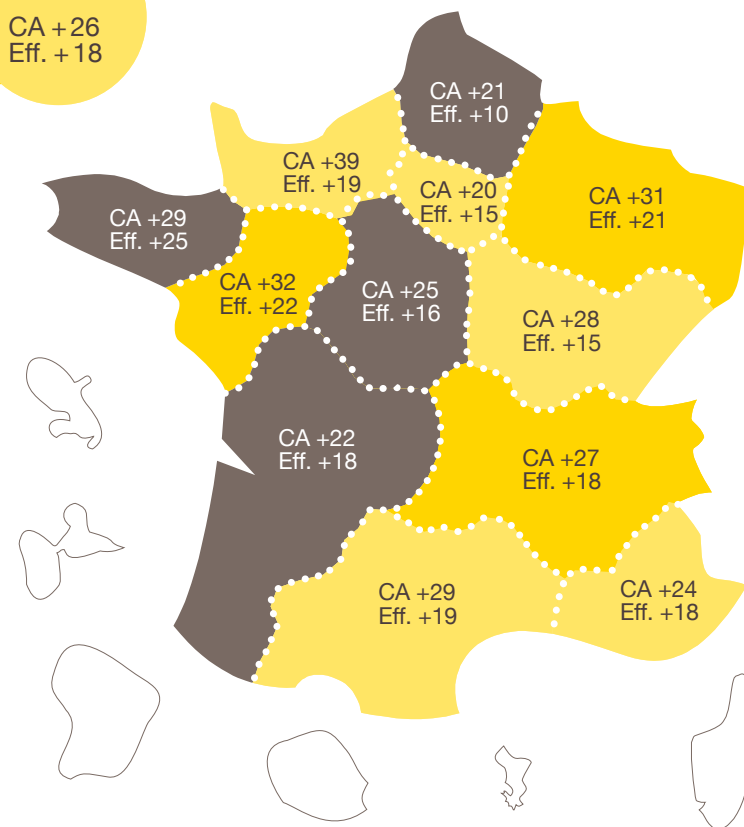
La situation financière s'est améliorée partout à l'exception des régions Provence-Alpes-Côte d'Azur et Auvergne-Rhône-Alpes où les PME ont enregistré un léger regain de tensions de trésorerie.

Les résultats détaillés par région sont disponibles dans les synthèses régionales, accessibles sur [www.bpifrance-lelab.fr](http://www.bpifrance-lelab.fr)

## ÉVOLUTION DU CA ET DES EFFECTIFS PAR RÉGION SOLDE D'OPINION EN %

### France :

CA +26  
Eff. +18



### Évolution moyenne du CA en valeur nominale

- De 2,4 % à 2,9 %
- De 3,0 % à 3,9 %
- De 4,0 % à 4,2 %
- N.S - Non significatif (moins de 100 réponses)

Source : Bpifrance Le Lab

## CHIFFRE D'AFFAIRES

## EFFECTIFS

## INVESTISSEMENT

### ANNÉE 2017 <sup>(1)</sup>

#### Ensemble des PME

10 - 250 salariés  
Moins de 10 salariés

Industrie  
Construction  
Commerce  
Transports  
Tourisme  
Services

	Moyenne 2007 à 2016	Nov. 2016	Nov. 2017	Évolution/ Nov. 2016
<b>Ensemble des PME</b>	<b>+7</b>	<b>+13</b>	<b>+26</b>	
10 - 250 salariés	+17	+19	+33	
Moins de 10 salariés	-4	+3	+16	
Industrie	+11	+18	+29	
Construction	0	+2	+23	
Commerce	+4	+6	+22	
Transports	+10	+12	+35	
Tourisme	-1	-1	+25	
Services	+11	+22	+26	

	Moyenne 2007 à 2016	Nov. 2016	Nov. 2017	Évolution/ Nov. 2016
<b>Ensemble des PME</b>	<b>+4</b>	<b>+9</b>	<b>+17</b>	
10 - 250 salariés	+10	+15	+26	
Moins de 10 salariés	-4	+1	+5	
Industrie	+4	+11	+16	
Construction	-1	-3	+12	
Commerce	+3	+8	+14	
Transports	+4	+11	+29	
Tourisme	-4	-5	+9	
Services	+10	+17	+24	

	Moyenne 2007 à 2016	Nov. 2016	Nov. 2017	Évolution/ Nov. 2016
<b>Ensemble des PME</b>	<b>-5</b>	<b>+5</b>	<b>+7</b>	
10 - 250 salariés	-2	+9	+11	
Moins de 10 salariés	-9	-1	0	
Industrie	-2	+9	+8	
Construction	-11	-1	+6	
Commerce	-6	+3	+4	
Transports	-3	+13	+10	
Tourisme	-9	-4	-5	
Services	-2	+7	+9	

### ANNÉE 2018 <sup>(1)</sup>

#### Ensemble des PME

10 - 250 salariés  
Moins de 10 salariés

Industrie  
Construction  
Commerce  
Transports  
Tourisme  
Services

	Moyenne 2007 à 2016	Nov. 2016	Nov. 2017	Évolution/ Nov. 2016
<b>Ensemble des PME</b>	<b>+9</b>	<b>+22</b>	<b>+31</b>	
10 - 250 salariés	+16	+30	+38	
Moins de 10 salariés	+1	+10	+22	
Industrie	+16	+28	+36	
Construction	-12	+8	+22	
Commerce	+8	+17	+32	
Transports	+4	+11	+24	
Tourisme	-2	+19	+18	
Services	+17	+29	+34	

	Moyenne 2007 à 2016	Nov. 2016	Nov. 2017	Évolution/ Nov. 2016
<b>Ensemble des PME</b>	<b>+7</b>	<b>+14</b>	<b>+21</b>	
10 - 250 salariés	+10	+19	+27	
Moins de 10 salariés	+3	+7	+13	
Industrie	+10	+19	+22	
Construction	-3	+2	+20	
Commerce	+4	+9	+18	
Transports	+3	+9	+17	
Tourisme	-3	-2	0	
Services	+15	+24	+29	

	Moyenne 2007 à 2016	Nov. 2016	Nov. 2017	Évolution/ Nov. 2016
<b>Ensemble des PME</b>	<b>+14</b>	<b>+14</b>	<b>+15</b>	
10 - 250 salariés	+13	+14	+16	
Moins de 10 salariés	+14	+13	+14	
Industrie	+17	+15	+19	
Construction	+7	+6	+13	
Commerce	+15	+15	+15	
Transports	+4	+4	+5	
Tourisme	+15	+16	+14	
Services	+15	+16	+15	

(1) Solde d'opinion = (Part des entreprises anticipant une hausse - Part des entreprises anticipant une baisse).



**02.**



**MÉTHODOLOGIE**

## Définitions

**Les indicateurs ou soldes d'opinions** correspondent à des soldes de pourcentages d'opinions opposées :

- Indicateur en évolution =  $[(x \% \text{ « en hausse »}) - (y \% \text{ « en baisse »})] \times 100$
- Indicateur en niveau =  $[(x \% \text{ « bon/aisé »}) - (y \% \text{ « mauvais/difficile »})] \times 100$

Les pourcentages d'opinion neutre (« stable » ou « normal »), qui font le complément des réponses à 100 %, ne sont donc pas pris en compte dans le calcul de ce type d'indicateur.

**Une entreprise est qualifiée « innovante »** si elle a réalisé au moins 1 des 5 actions suivantes au cours des 3 dernières années :

- financer des frais de recherche et développement (interne ou externe) ou recruter du personnel de R&D ;
- acquérir une licence d'exploitation d'un procédé ou d'une technologie ;
- déposer un brevet, une marque, un dessin ou un modèle ;
- développer pour le compte de tiers un produit ou procédé (prestation) nouveau ou significativement amélioré ;
- commercialiser sur le marché un nouveau produit, bien ou service, (hors simple revente de produits nouveaux achetés à d'autres entreprises et hors modifications esthétiques ou de conditionnement de produits précédemment existants) ou utiliser un nouveau procédé (ou méthode) de production, de commercialisation ou d'organisation. De plus, aucun produit ou procédé analogue n'est déjà commercialisé ou utilisé par des concurrents.

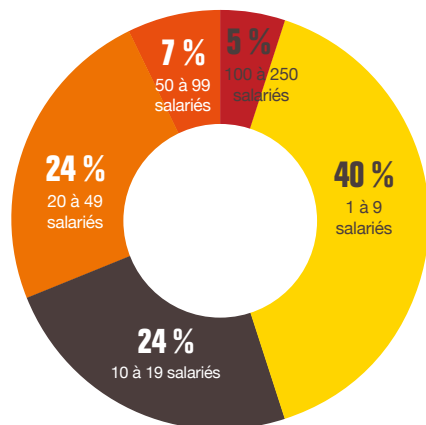
Une entreprise « **fortement exportatrice** » réalise plus du quart de son activité à l'international, « **moyennement exportatrice** » entre 6 % et 25 % et « **non exportatrice** » moins de 6 % (y compris 0 %).

# Structure de l'échantillon

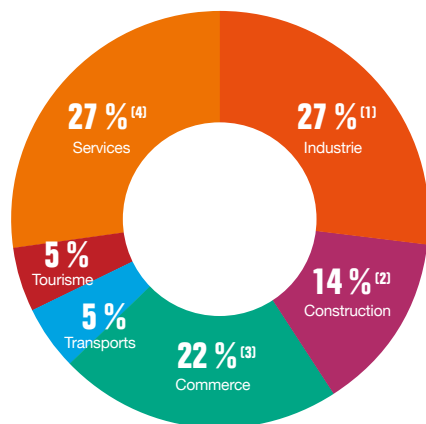
À l'occasion de la 66<sup>e</sup> édition de l'enquête semestrielle de conjoncture, 29 413 entreprises des secteurs marchands non agricoles, de 1 à moins de 250 salariés et réalisant moins de 50 M€ de chiffre d'affaires, ont été interrogées début novembre 2017.

L'analyse porte sur les 4 286 premières réponses jugées complètes et fiables reçues avant le 5 décembre 2017.

## TAILLE

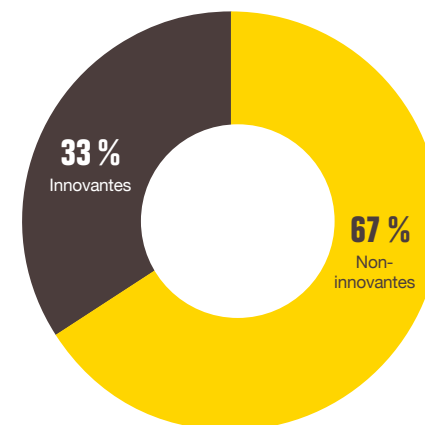


## SECTEUR D'ACTIVITÉ

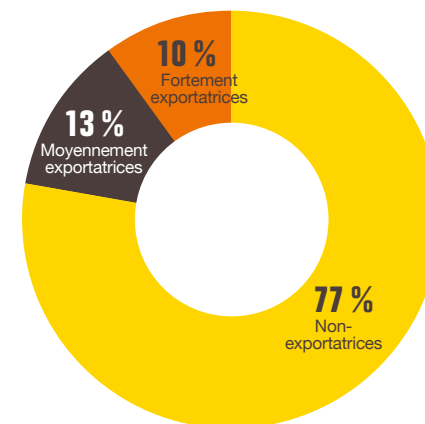


(1) 3 % Agroalimentaire, 13 % Biens intermédiaires, 8 % Biens d'équipements, 3 % Biens de consommation.  
 (2) 12 % Bâtiment, 2 % Travaux publics.  
 (3) 2 % Commerce et réparation automobile, 13 % Commerce de gros, 7 % Commerce de détail.  
 (4) 23 % Services aux entreprises, 4 % Services aux particuliers.

## CARACTÈRE INNOVANT

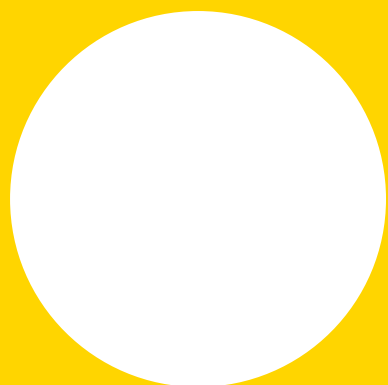


## EXPORT

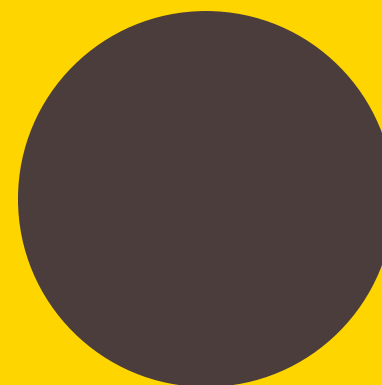


Source : Bpifrance Le Lab





# **SERVIR L'AVENIR**



[bpifrance-lelab.fr](http://bpifrance-lelab.fr)



# **PMIE**

## **68<sup>e</sup> ENQUÊTE**

### **DE CONJONCTURE**

#### **JANVIER 2019**

**01.**

**LA CONFIANCE PLIE  
MAIS NE ROMPT PAS**



**57%**

**PART DES PME AYANT INVESTI EN 2018,  
EN PROGRESSION DE 3 POINTS SUR 1 AN**



**+22**

**SOLDE D'OPINION SUR L'ÉVOLUTION  
ATTENDUE DES EFFECTIFS DES PME EN 2018,  
STABLE SUR 1 AN À UN NIVEAU NETTEMENT  
AU-DESSUS DE SA MOYENNE DE LONG TERME**



**76%**

**PART DES PME JUGENT LEUR SITUATION  
DE TRÉSORERIE NORMALE OU AISÉE**



**92%**

**PART DES PME N'AYANT PAS  
RENCONTRÉ DE DIFFICULTÉS  
POUR FINANCER LEURS INVESTISSEMENTS**

## Points clés

---

1. Après une année 2017 particulièrement dynamique, la confiance des PME semble avoir atteint un palier en 2018. Ainsi, la croissance des PME serait en léger ralentissement cette année. L'Industrie tire son épingle du jeu, les perspectives d'activité restant en amélioration sur 1 an, au contraire de ce que l'on observe dans les autres secteurs.
2. Les perspectives d'emploi restent bien orientées mais les entreprises se heurtent toujours à d'importantes difficultés de recrutement, en particulier dans le secteur de la Construction où plus de la moitié des entreprises annoncent être affectées.
3. Les PME continuent de bénéficier d'une situation financière toujours aisée et de conditions d'accès au crédit très favorables, expliquant probablement la résistance de l'investissement à la fois en 2018 et pour ses perspectives en 2019, malgré des anticipations un peu moins favorables du côté du chiffre d'affaires.
4. Les perspectives pour 2019 font part de PME dont l'optimisme n'est que peu entamé par les nombreuses incertitudes tant au niveau mondial que national. Le repli de l'indicateur sur les anticipations d'activité pose toutefois la question de savoir si l'économie française et la croissance des PME a atteint un palier amené à durer ou plutôt un point d'inflexion, avant un ralentissement de plus grande ampleur.

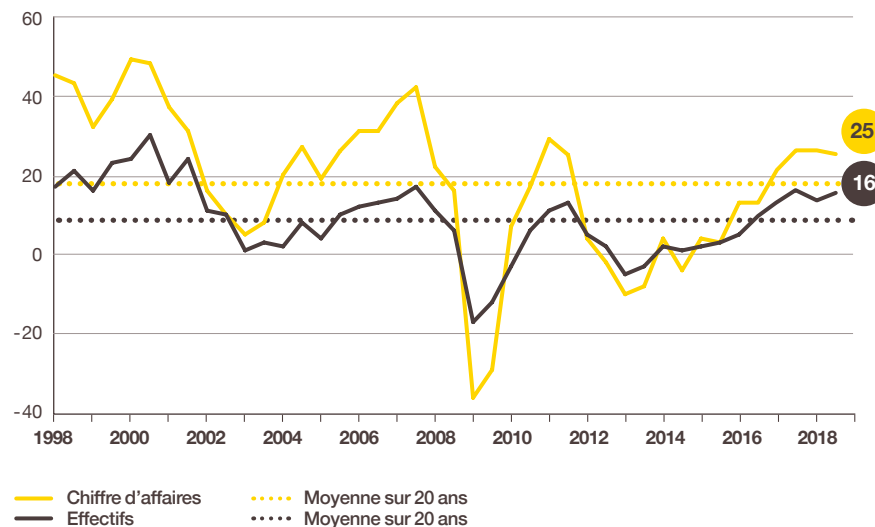
# Activité et emploi se tassent en 2018

Les PME font globalement part d'une stabilisation de la croissance de l'activité et des embauches en 2018. Le solde d'opinion sur l'évolution du chiffre d'affaires pour l'année en cours s'est très légèrement replié depuis le mois de mai, à +25 points (-1 point, cf. graphique 1), tandis que celui relatif aux effectifs a un peu augmenté (+1 point, à 16). Les 2 indicateurs dépassent toujours sensiblement leur moyenne de long terme (respectivement +18 et 9 points).

Cette évolution est cohérente avec le repli du climat des affaires tel que mesuré par l'INSEE depuis le début d'année, ainsi qu'avec le ralentissement du produit intérieur brut (PIB) sur les 3 premiers trimestres par rapport à la même période en 2017.

À noter que les résultats de l'enquête tiennent partiellement compte d'un effet « Gilets jaunes » puisqu'environ 60 % des réponses ont été obtenues après les 1<sup>res</sup> manifestations. Les PME répondantes n'avaient toutefois pas forcément à ce stade anticipé correctement l'impact sur leur activité, le mouvement ayant perduré.

## • GRAPHIQUE 1 : ÉVOLUTION DE L'ACTIVITÉ ET DES EFFECTIFS POUR L'ANNÉE EN COURS SOLDE D'OPINION EN %



Note de lecture : le solde des opinions opposées sur l'évolution de l'activité pour l'année en cours est passé de +26 à +25 entre les interrogations de mai 2018 et novembre 2018. Il a diminué de 1 point en 1 an.

Source : Bpifrance Le Lab

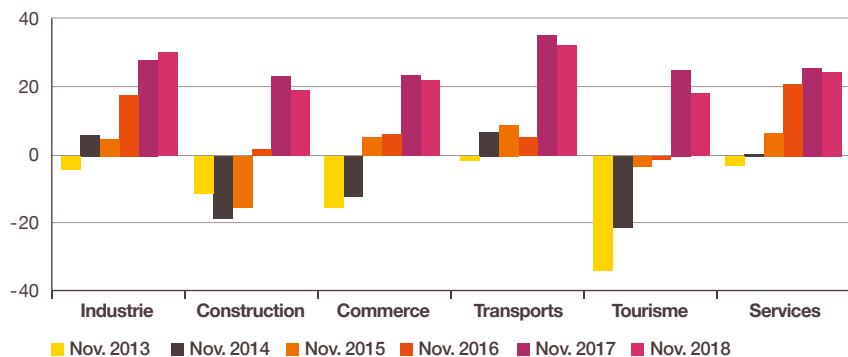
La très légère baisse des perspectives d'activité masque cependant des disparités entre secteurs (graphique 2) :

- l'Industrie se montre résiliente, avec une hausse du solde d'opinion relatif à l'activité sur 1 an (hausse de 2 points, à +30), et tire même son épingle du jeu puisque c'est le seul secteur en progression sur 1 an ;
- l'indicateur relatif à l'activité est en revanche en repli sur 1 an dans les autres secteurs, de manière plus ou moins prononcée : léger repli dans le Commerce (+22 en baisse de 1 point) et les Services (+25 en baisse de 1 point) mais net repli dans la Construction (+19 en baisse de 4 points), les Transports (+32 en baisse de 3 points) et surtout le Tourisme (+18 en baisse de 7 points). À noter qu'au printemps, l'optimisme des PME de ces deux derniers secteurs avait été fortement entamé par les grèves de transports, ainsi que par la remontée du cours du pétrole.

Les PME innovantes, moyennement et fortement exportatrices, et les PME de 10 salariés et plus prévoient toujours une progression de leur chiffre d'affaires supérieure à la moyenne. Les exportatrices résistent d'ailleurs le mieux, avec un solde d'opinion sur l'activité en hausse de +2 points sur 1 an pour les fortement exportatrices et +6 points pour les moyennement exportatrices. Pour les innovantes, malgré un optimisme dans l'absolu, les perspectives se replient un peu sur 1 an (+34, en baisse de 4 points sur 1 an).

Cette légère érosion de l'optimisme des chefs d'entreprise provient notamment de carnets de commandes, tant actuels qu'à venir, un peu moins bien garnis. L'indicateur en solde d'opinion sur leur niveau des 6 derniers mois s'inscrit à +9, soit un repli de 3 points sur 6 mois. L'évolution est similaire pour l'indicateur prévisionnel sur les 6 mois à venir. Les deux indicateurs restent toutefois bien orientés, se situant nettement au-dessus de leur moyenne de long terme.

• **GRAPHIQUE 2 : ÉVOLUTION DE L'ACTIVITÉ POUR L'ANNÉE EN COURS SELON LE SECTEUR D'ACTIVITÉ**  
SOLDE D'OPINION EN %



Source : Bpifrance Le Lab

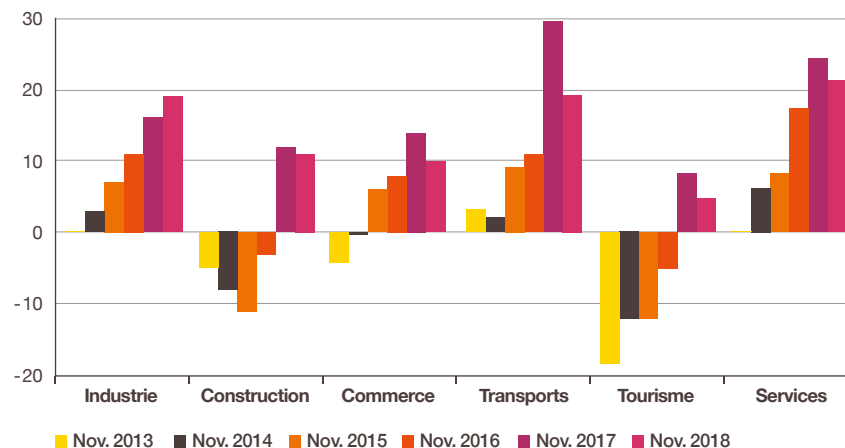
Face à ces anticipations d'activité en léger ralentissement, les chefs d'entreprises stabilisent dans l'ensemble le rythme des embauches. À +15, le solde d'opinion sur l'évolution de l'emploi gagne 1 point par rapport à mai 2018 et en perd un sur 1 an. Il demeure ainsi nettement au-dessus de sa moyenne de long terme (+9), témoignant d'embauches encore dynamiques.

À l'instar de ce que l'on observe pour l'activité, l'évolution des embauches diffère selon les secteurs (graphique 3) :

- de nouveau, l'Industrie se montre plus optimiste, avec une augmentation du solde d'opinion relatif à l'emploi sur 1 an (hausse de 3 points, à +19). C'est le seul secteur en progression depuis novembre 2017 ;
- l'indicateur relatif aux embauches est en revanche en repli sur 1 an dans tous les autres secteurs, de manière plus ou moins marquée. La baisse est la plus prononcée dans le secteur des Transports (+19 en baisse de 10 points).

Cette stabilisation globale de l'emploi est partagée quels que soient la taille et le caractère exportateur ou non des PME. À noter que si la proportion de PME innovantes anticipant une hausse des embauches est bien supérieure à celle des PME non innovantes, elles font part d'un ralentissement de leurs embauches au contraire des non-innovantes. Les évolutions sont en revanche similaires quel que soit le degré de présence à l'international des entreprises.

• **GRAPHIQUE 3 : ÉVOLUTION DE L'EMPLOI POUR L'ANNÉE EN COURS SELON LE SECTEUR D'ACTIVITÉ**  
SOLDE D'OPINION EN %



Source : Bpifrance Le Lab

Dans ce contexte de demande de travail toujours dynamique, les difficultés de recrutement restent un sujet de préoccupation pour une proportion importante de PME : 43 % après 38 % fin 2017. La Construction est le secteur le plus touché par cet obstacle, 51 % des PME de ce secteur y faisant référence. Le Commerce semble en revanche le moins concerné (37 % des PME).

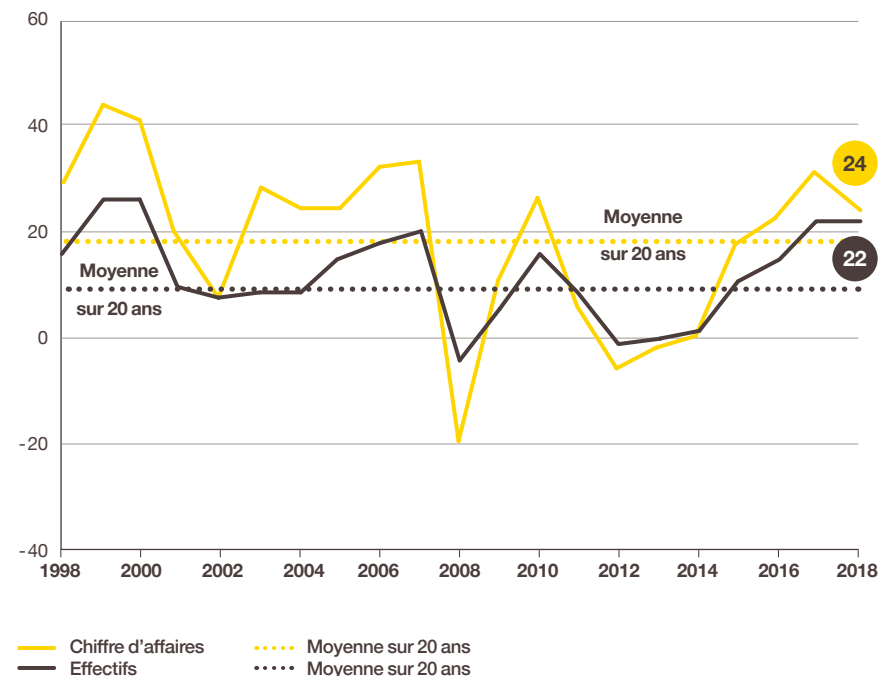
# Les perspectives s'affaiblissent pour 2019 mais restent solides

Malgré un fléchissement des perspectives d'activité, les PME restent encore relativement optimistes pour 2019 et anticipent une activité toujours allante. L'indicateur prévisionnel d'activité s'inscrit à +24, soit en repli de 2 points par rapport à mai et de 7 points sur 1 an, mais il reste bien au-dessus de sa moyenne de long terme (+19, graphique 4).

Sur 1 an, tous les secteurs sont concernés par le moindre optimisme des chefs d'entreprise, celui des Transports étant le plus touché.

Malgré un repli, les PME innovantes (solde d'opinion à +44 contre +49 l'an passé) et les fortement exportatrices (+42 contre +44) sont les plus confiantes dans l'avenir. En particulier, les entreprises exportatrices ne semblent donc que peu effrayées par les tensions commerciales actuelles, dont les principaux protagonistes sont certes les États-Unis et la Chine.

• GRAPHIQUE 4 : ANTICIPATION D'ÉVOLUTION DE L'ACTIVITÉ ET DES EFFECTIFS POUR L'ANNÉE SUIVANTE  
SOLDE D'OPINION EN %



Note de lecture : le solde d'opinion sur l'évolution de l'activité anticipée pour l'année suivante a baissé de 7 points en 1 an pour s'inscrire à +24 en novembre 2018.

Source : **Bpifrance Le Lab**

Cet optimisme un peu altéré des chefs d'entreprise n'affecte pas à ce stade les perspectives d'embauches, l'indicateur prévisionnel des effectifs s'avérant stable sur 1 an (solde d'opinion à 22, soit 11 points au-dessus de la moyenne de long terme des anticipations à fin d'année).

Par secteur, les perspectives sont contrastées. Sur 1 an, les effectifs sont prévus en ralentissement dans la Construction, les Services et les Transports mais en accélération dans l'Industrie, le Commerce et le Tourisme.

Les entreprises de 10 salariés et plus, les innovantes et les exportatrices sont toujours en absolu les plus optimistes.

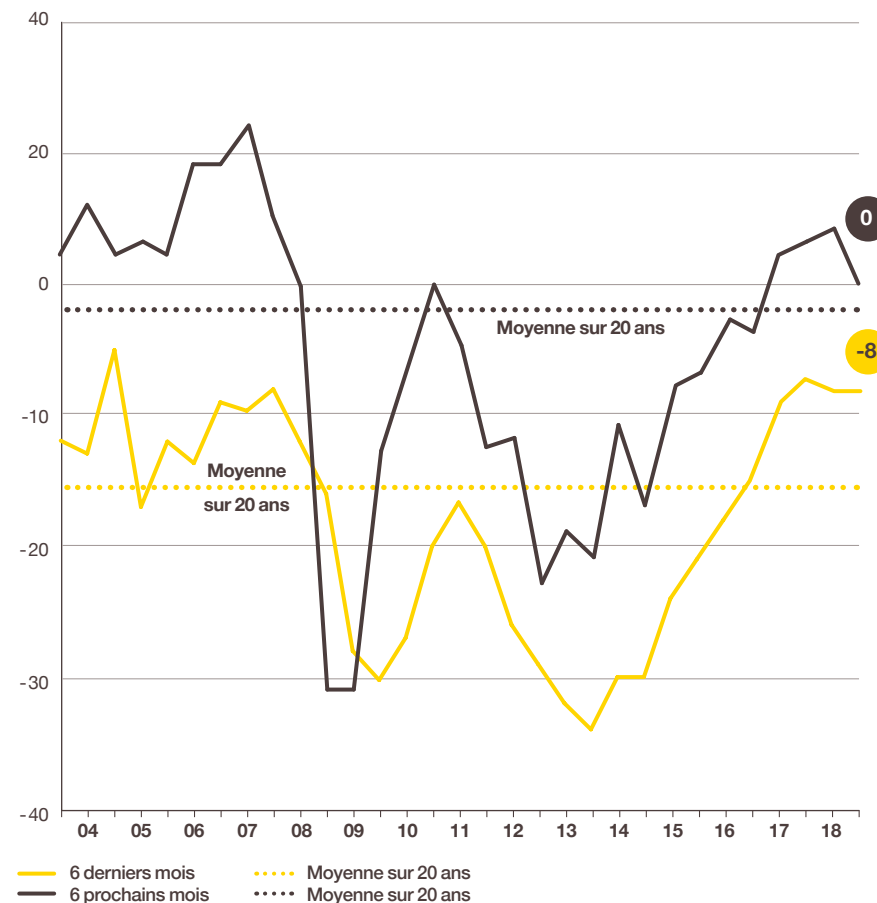
# Une situation financière encore de très bon niveau mais attendue un peu moins souple pour les 6 prochains mois

Depuis 1 an, l'état de la trésorerie des PME est resté quasi stable à un niveau élevé (graphique 5). Avec un solde d'opinion à -8 (-1 point sur 1 an), identique à son niveau d'avant crise (novembre 2007), le jugement moyen des PME sur la trésorerie se situe toujours nettement au-dessus de sa moyenne de long terme (-16).

Sur 1 an, les trésoreries dans la Construction et surtout l'Industrie (solde d'opinion à -5 en hausse de 4 points) se sont assouplies, contrairement à celles des autres secteurs pour lesquelles les trésoreries se sont tendues, en particulier dans le Commerce (solde d'opinion à -12 en baisse de 6 points).

Sur les 6 prochains mois, les PME anticipent toutefois dans l'ensemble une dégradation de la situation de leur trésorerie (solde d'opinion à 0 en baisse de 4 points sur 6 mois). Cette évolution se retrouve dans tous les secteurs, sauf dans l'industrie où les perspectives d'évolution de la trésorerie sont stables.

• GRAPHIQUE 5 : JUGEMENT MOYEN SUR LA SITUATION DE TRÉSORERIE PASSÉE ET FUTURE  
SOLDE D'OPINION EN %



Note de lecture : en novembre 2018, la part des PME déclarant une trésorerie difficile était supérieure de 8 points à la part déclarant une trésorerie aisée.

Source : Bpifrance Le Lab



# Des conditions d'accès au crédit toujours très favorables

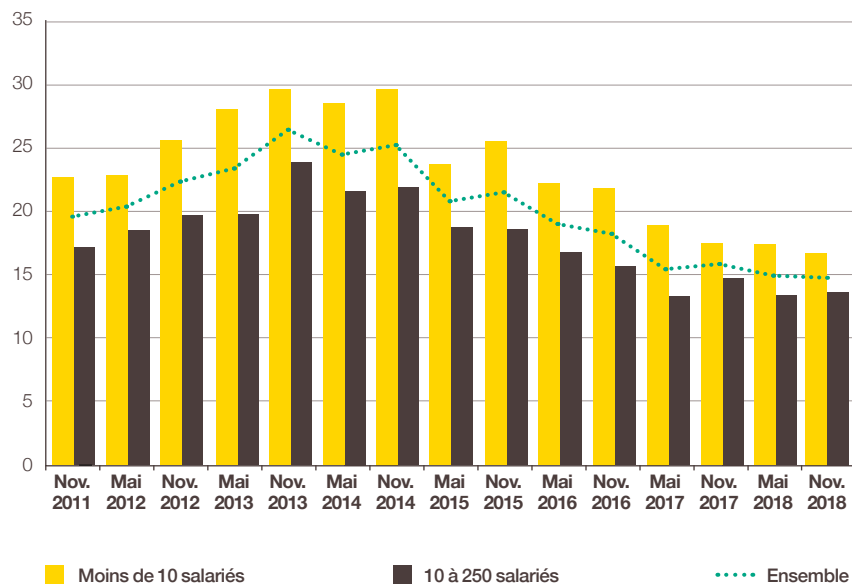
L'accès des PME au crédit de trésorerie au cours du 2<sup>e</sup> semestre 2018 est resté, selon l'enquête, aisé. Seules 15 % des PME disent avoir rencontré des difficultés pour obtenir les concours financiers à court terme souhaités, proportion stable sur 6 mois et en baisse d'un point sur 1 an, atteignant un point bas depuis l'introduction de la question en 2010.

L'accès au crédit de trésorerie est aisé tant pour les TPE (difficultés rencontrées pour seulement 17 % d'entre elles) que pour les PME de 10 à 249 salariés (14 %, graphique 6).

Les difficultés d'accès au crédit à court terme demeurent nettement supérieures à la moyenne dans le Tourisme (27 %), alors que la proportion d'entreprises peinant à obtenir un crédit de trésorerie se situe entre 13 et 16 % pour les autres secteurs.

L'accès au crédit d'investissement reste également aisé pour les PME, malgré une très légère hausse de la proportion d'entre elles rencontrant des difficultés pour en obtenir (8 %, soit + 1 point depuis mai). Là encore, les difficultés rencontrées sont plus fréquentes dans le Tourisme (17 %).

• GRAPHIQUE 6 : ACCÈS AU CRÉDIT DE TRÉSORERIE ASSEZ OU TRÈS DIFFICILE EN %



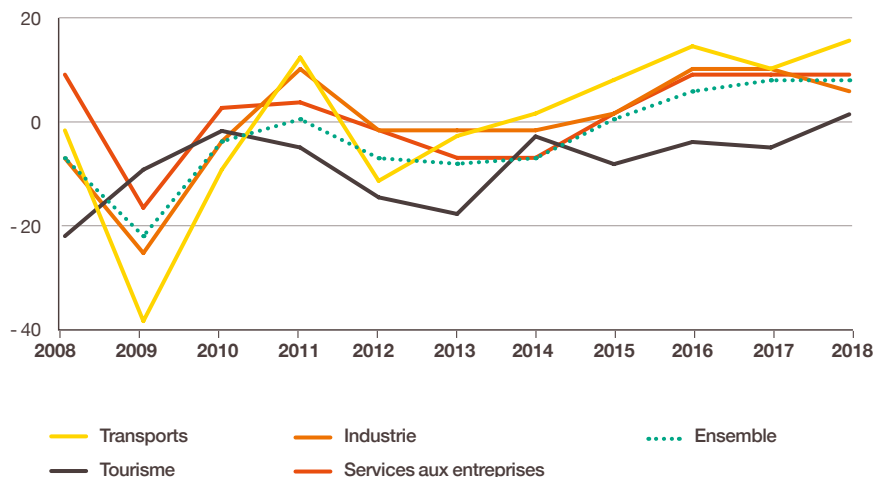
Source : Bpifrance Le Lab

# Un investissement dynamique en 2018

En novembre 2018, 57 % des PME déclarent avoir investi ou prévoient d'investir d'ici la fin d'année, soit 3 points de plus que l'an passé. L'indicateur relatif à l'évolution annuelle du volume d'investissement, c'est-à-dire de l'ensemble des montants investis dans l'année, est stable sur 1 an à +7 (graphique 7).

Les dépenses d'investissement sont estimées en nette hausse en 2018 dans les Travaux Publics (indicateur à +1 en progression de 7 points sur 1 an), le Tourisme (+1 en hausse de 6 points sur 1 an) et les Transports (+14 en hausse de 5 points). L'amélioration est moins marquée pour le Commerce (gros et de détail) et les Biens de consommation. Les dépenses d'investissement auraient été stables dans les Services aux particuliers et en très légère dégradation dans le Bâtiment et les Biens intermédiaires. En revanche, les PME font part d'investissements en Biens d'équipement en net ralentissement (indicateur à +4 en baisse de 10 points sur 1 an).

## • GRAPHIQUE 7 : JUGEMENT MOYEN SUR L'ÉVOLUTION DE L'INVESTISSEMENT POUR L'ANNÉE EN COURS RÉPONSES DE NOVEMBRE - SOLDE D'OPINION EN %



Note de lecture : en novembre 2018, 28 % des PME annoncent un volume d'investissement en hausse par rapport à 2017 et 21 % en diminution, ce qui donne un indicateur en solde d'opinion de +7.

Source : Bpifrance Le Lab

On note par ailleurs que l'investissement progresse d'autant plus fortement que l'entreprise est innovante et/ou exportatrice : l'indicateur est à +17 pour les PME innovantes et exportatrices contre +4 pour les PME non-innovantes et non-exportatrices. Par taille, si l'indicateur progresse chez les TPE (+3, soit +3 points en 1 an), il reste inférieur à celui relatif aux PME de plus de 10 salariés, qui s'affiche toutefois en léger repli (+9 après +11).

La structure de financement des investissements a peu évolué sur 1 an. La part moyenne de l'autofinancement a légèrement progressé (38 % contre 37 % en novembre dernier), en cohérence avec des résultats et une situation financière des entreprises toujours bien orientés. Le reste a majoritairement été financé par emprunt bancaire, pour l'essentiel à moyen terme (53 % *via* crédit-bail mobilier et crédits bancaires de 2 à 7 ans ; 6 % *via* crédit-bail immobilier et prêts bancaires de 8 ans et plus).

Sur 1 an, on constate une diminution relative de l'investissement immobilier (28 % après 33 %), essentiellement au profit des investissements mobiliers (matériels, véhicules, équipements divers) (63 %, soit +6 points).

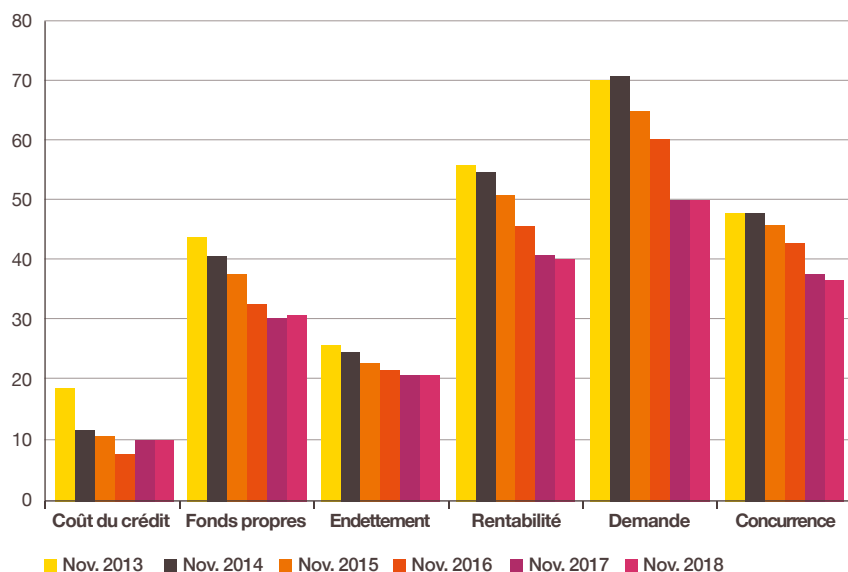
## Des freins à l'investissement de moins en moins prégnants

Entre les mois de novembre 2017 et 2018, l'ensemble des freins à l'investissement cités par les PME sont restés à des niveaux historiquement bas. Ils n'ont que peu évolué sur 1 an (graphique 8).

Le principal frein cité par les chefs d'entreprise reste la faiblesse de la demande, pour 50 % d'entre eux, soit stable par rapport à novembre 2017 mais 10 points en-dessous du niveau atteint il y a 2 ans. Reflet de la bonne santé financière des entreprises, l'insuffisance de la rentabilité n'est mentionnée que par 40 % des dirigeants, proportion en recul d'1 point par rapport à fin 2017, évolution similaire à celle de la concurrence, qui représente 37 % des citations.

Le coût du crédit est un peu plus cité mais reste très minoritaire (seules 10 % des PME l'évoquent).

### • GRAPHIQUE 8 : JUGEMENT SUR LES OBSTACLES À L'INVESTISSEMENT PART DES RÉPONDANTS EN %



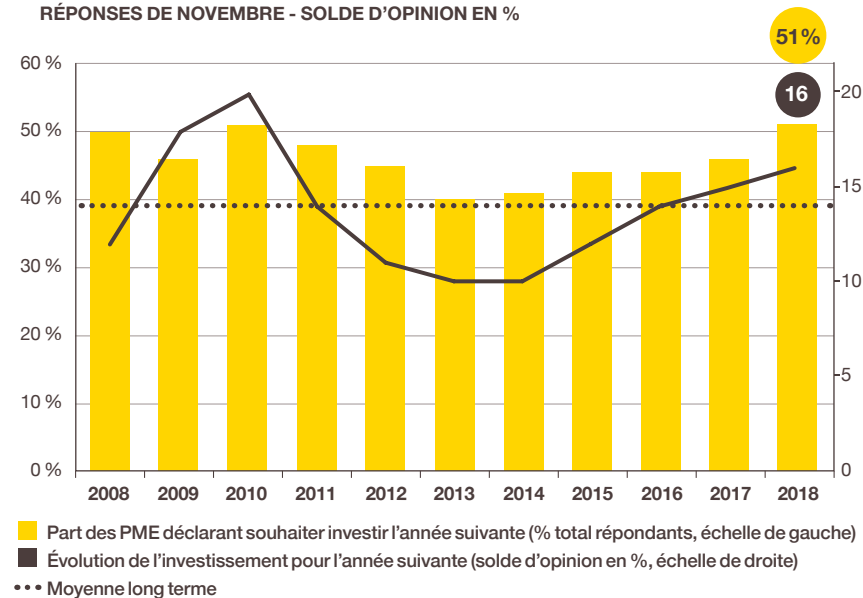
Source : Bpifrance Le Lab

## Des perspectives d'investissement toujours favorables pour 2019

Malgré une tendance au repli depuis 1 an, les carnets de commandes restent relativement bien orientés et les conditions de financement toujours très favorables. Dans ce contexte, les PME envisagent une nouvelle année dynamique en termes de dépenses d'investissement. Fin 2018, 51 % d'entre elles envisagent d'investir au cours du prochain exercice soit 4 points de plus que fin 2017. L'indicateur prévisionnel du volume d'investissement poursuit par ailleurs sa tendance haussière observée depuis cinq ans : à +16 (+1 point sur 1 an), il dépasse sa moyenne de long terme située à +14 (graphique 9).

Cette légère hausse anticipée du volume d'investissement provient des secteurs des Services et de l'Industrie, les plus optimistes.

### • GRAPHIQUE 9 : ANTICIPATION D'ÉVOLUTION DE L'INVESTISSEMENT POUR L'ANNÉE SUIVANTE RÉPONSES DE NOVEMBRE - SOLDE D'OPINION EN %



Note de lecture : en novembre 2018, 51 % des PME se déclarent prêtes à investir en 2019 (échelle gauche) et elles sont 16 % de plus à anticiper une hausse des dépenses qu'une baisse par rapport à 2018 (solde d'opinion, échelle droite).

Source : Bpifrance Le Lab

## En guise de conclusion

### Face aux incertitudes, l'optimisme des PME résiste.

L'activité des PME reste dynamique cette année malgré un repli par rapport au pic de 2017. Cette évolution est cohérente avec celle de l'économie française dont la croissance devrait se situer au-dessus de son potentiel malgré un net ralentissement (de 2,3 % en 2017 à 1,5 % cette année selon les dernières prévisions de l'INSEE).

Pour 2019, les PME se montrent plus pessimistes sur leurs perspectives de chiffre d'affaires. En effet, côté demande, le niveau des carnets de commandes continue de se tasser et elles anticipent globalement une poursuite de ce tassement pour les 6 prochains mois. Côté offre, les difficultés de recrutement constituent un frein de plus en plus puissant à l'expansion du cycle.

Pour autant, elles ne semblent pas avoir baissé les bras. D'une part, les perspectives d'embauches résistent encore pour l'année prochaine. D'autre part, l'investissement resterait dynamique malgré le ralentissement envisagé du chiffre d'affaire, dans un contexte où les conditions de financement restent particulièrement favorables.

Les nombreuses incertitudes entourant tant l'environnement mondial (montée du protectionnisme, *Brexit*, tensions commerciales, volatilité du prix du pétrole, rythme de normalisation des politiques monétaires) que national (« Gilets jaunes ») n'ont ainsi pas encore fortement entamé le moral des chefs d'entreprise, qui restent relativement confiants dans l'avenir.

## Conjoncture régionale : synthèse

Au 2<sup>nd</sup> semestre 2018, les estimations pour l'activité et l'emploi restent bien orientées pour l'ensemble des régions. Toutes les régions anticipent une croissance de l'activité d'au moins 2,6 %. Les PME des Pays de la Loire, des Hauts-de-France, d'Auvergne Rhône-Alpes, du Centre Val de Loire et d'Île-de-France sont les plus optimistes et anticipent en moyenne une hausse de leur chiffre d'affaires supérieure à 5,0 %.

Les effectifs se sont également renforcés partout, plus ou moins selon les régions.

Les trésoreries ont en revanche évolué de manière plus disparate selon les régions : la situation financière des PME d'Auvergne Rhône-Alpes, de Bourgogne-Franche-Comté et des Hauts-de-France s'est améliorée, tandis que les PME bretonnes, du grand Est et d'Île-de-France ont subi quelques tensions au cours des derniers mois sur leur trésorerie, qui demeure toutefois à un niveau satisfaisant.

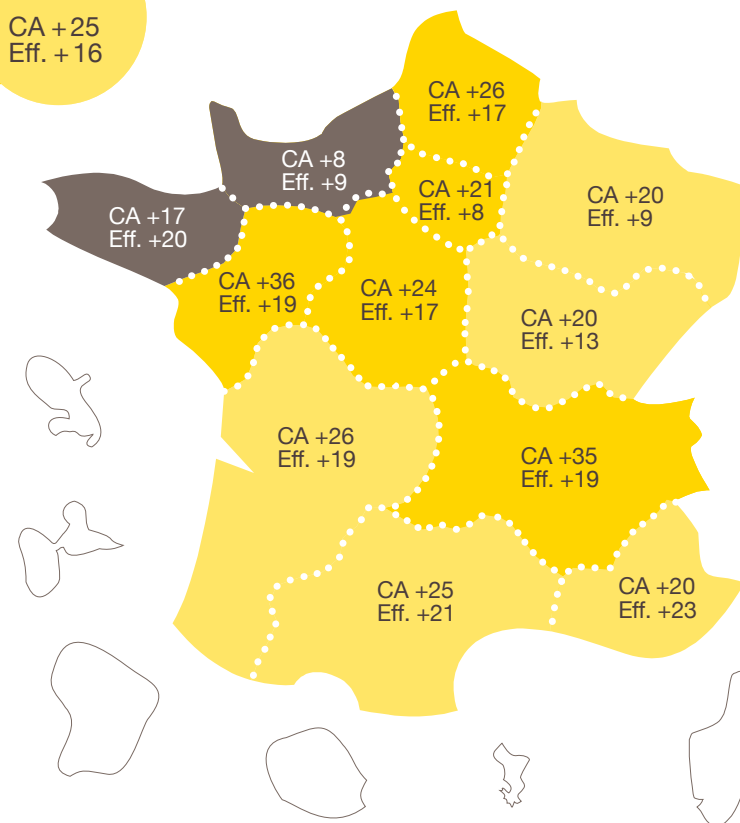
Il en est de même pour la rentabilité : les PME d'Auvergne Rhône-Alpes, de Bourgogne-Franche-Comté, de Centre Val de Loire, d'Île-de-France et de Nouvelle-Aquitaine jugent leur rentabilité en 2018 meilleure que celle obtenue en 2017, à l'inverse de celles des autres régions.

Les résultats détaillés par région sont disponibles dans les synthèses régionales, accessibles sur [www.bpifrance-lelab.fr](http://www.bpifrance-lelab.fr)

## ÉVOLUTION DU CHIFFRES D'AFFAIRES ET DES EFFECTIFS PAR RÉGION SOLDE D'OPINION EN %

### France :

CA +25  
Eff. +16



### Évolution moyenne du CA en valeur nominale

- De 2,6 % à 3,0 %
- De 3,1 % à 5,0 %
- De 5,1 % à 8,1 %
- N.S - Non significatif (moins de 100 réponses)

Source : Bpifrance Le Lab

## CHIFFRE D'AFFAIRES

## EFFECTIFS

## INVESTISSEMENT

### ANNÉE 2018 <sup>(1)</sup>

#### Ensemble des PME

10 - 250 salariés

Moins de 10 salariés

Industrie

Construction

Commerce

Transports

Tourisme

Services

Moyenne  
2008  
à 2017

Nov.  
2017

Nov.  
2018

Évolution/  
Nov.  
2017

<b>+6</b>	<b>+26</b>	<b>+25</b>	
+14	+33	+34	
-4	+15	+8	
+10	+28	+30	
-4	+23	+19	
+3	+23	+22	
+6	+35	+32	
-2	+25	+18	
+11	+26	+25	

Moyenne  
2008  
à 2017

Nov.  
2017

Nov.  
2018

Évolution/  
Nov.  
2017

<b>+3</b>	<b>+17</b>	<b>+16</b>	
+9	+26	+24	
-5	+5	+2	
+4	+16	+19	
-4	+12	+11	
+2	+14	+10	
+7	+29	+19	
-4	+9	+5	
+8	+24	+21	

Moyenne  
2008  
à 2017

Nov.  
2017

Nov.  
2018

Évolution/  
Nov.  
2017

<b>-6</b>	<b>+7</b>	<b>+7</b>	
-2	+11	+9	
-10	+0	+3	
-2	+9	+5	
+13	+5	+6	
-8	+4	+7	
-5	+10	+14	
-10	-5	+1	
-3	+9	+8	

### ANNÉE 2019 <sup>(1)</sup>

#### Ensemble des PME

10 - 250 salariés

Moins de 10 salariés

Industrie

Construction

Commerce

Transports

Tourisme

Services

<b>+15</b>	<b>+31</b>	<b>+24</b>	
+22	+38	+31	
+6	+21	+13	
+23	+36	+31	
-5	+22	+12	
+14	+32	+25	
+9	+24	+10	
+5	+18	+15	
+21	+34	+28	

<b>+10</b>	<b>+22</b>	<b>+22</b>	
+14	+27	+27	
+6	+13	+14	
+13	+23	+26	
+1	+20	+17	
+8	+18	+20	
+6	+17	+17	
-3	+0	+3	
+18	+29	+27	

<b>+14</b>	<b>+15</b>	<b>+16</b>	
+14	+16	+17	
+14	+14	+14	
+16	+19	+20	
+8	+13	+12	
+15	+15	+15	
+6	+5	+3	
+14	+14	+13	
+15	+15	+17	

(1) Solde d'opinion = (Part des entreprises anticipant une hausse - Part des entreprises anticipant une baisse).



**02.**



**MÉTHODOLOGIE**

## Définitions

**Les indicateurs ou soldes d'opinions** correspondent à des soldes de pourcentages d'opinions opposées :

- Indicateur en évolution =  $[(x \% \text{ « en hausse »}) - (y \% \text{ « en baisse »})] \times 100$
- Indicateur en niveau =  $[(x \% \text{ « bon/aisé »}) - (y \% \text{ « mauvais/difficile »})] \times 100$

Les pourcentages d'opinion neutre (« stable » ou « normal »), qui font le complément des réponses à 100 %, ne sont donc pas pris en compte dans le calcul de ce type d'indicateur.

**Une entreprise est qualifiée « innovante »** si elle a réalisé au moins 1 des 5 actions suivantes au cours des 3 dernières années :

- financer des frais de recherche et développement (interne ou externe) ou recruter du personnel de R&D ;
- acquérir une licence d'exploitation d'un procédé ou d'une technologie ;
- déposer un brevet, une marque, un dessin ou un modèle ;
- développer pour le compte de tiers un produit ou procédé (prestation) nouveau ou significativement amélioré ;
- commercialiser sur le marché un nouveau produit, bien ou service, (hors simple revente de produits nouveaux achetés à d'autres entreprises et hors modifications esthétiques ou de conditionnement de produits précédemment existants) ou utiliser un nouveau procédé (ou méthode) de production, de commercialisation ou d'organisation. De plus, aucun produit ou procédé analogue n'est déjà commercialisé ou utilisé par des concurrents.

Une entreprise « **fortement exportatrice** » réalise plus du quart de son activité à l'international, « **moyennement exportatrice** » entre 6 % et 25 % et « **non exportatrice** » moins de 6 % (y compris 0 %).

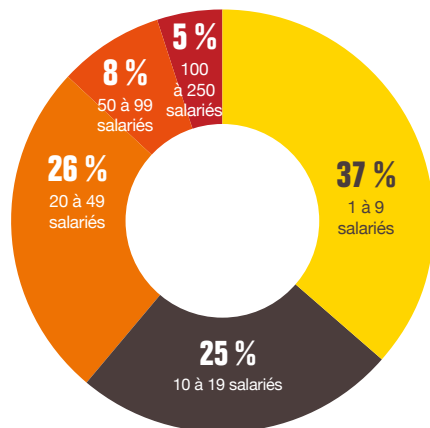


# Structure de l'échantillon

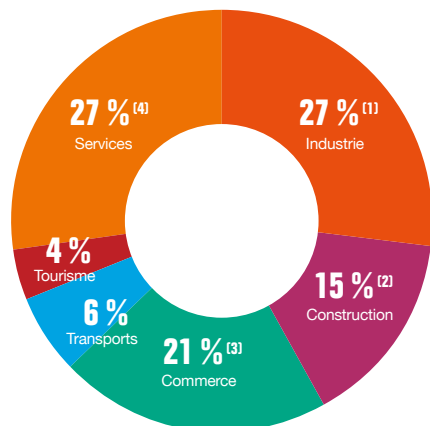
À l'occasion de la 68<sup>e</sup> édition de l'enquête semestrielle de conjoncture, 36 070 entreprises des secteurs marchands non agricoles, de 1 à moins de 250 salariés et réalisant moins de 50 M€ de chiffre d'affaires, ont été interrogées de mi-novembre à début décembre 2018.

L'analyse porte sur les 3 765 premières réponses jugées complètes et fiables reçues avant le 7 décembre 2018.

## TAILLE

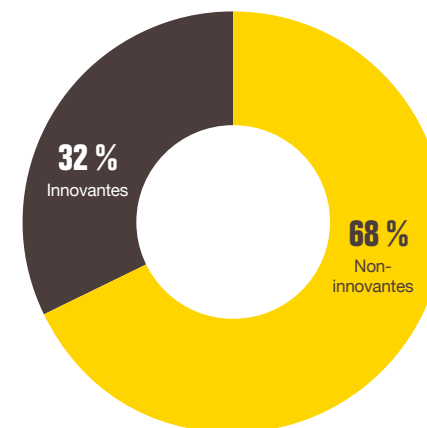


## SECTEUR D'ACTIVITÉ

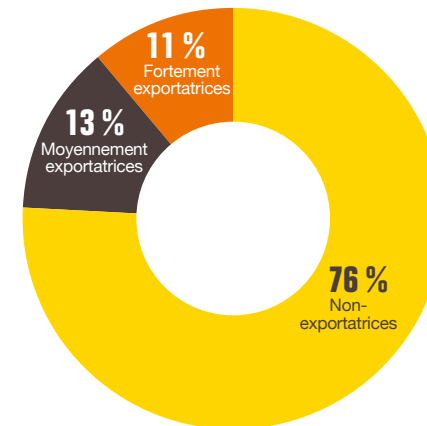


(1) 3 % Agroalimentaire, 13 % Biens intermédiaires, 8 % Biens d'équipements, 3 % Biens de consommation.  
 (2) 13 % Bâtiment, 2 % Travaux publics.  
 (3) 2 % Commerce et réparation automobile, 12 % Commerce de gros, 7 % Commerce de détail.  
 (4) 23 % Services aux entreprises, 4 % Services aux particuliers.

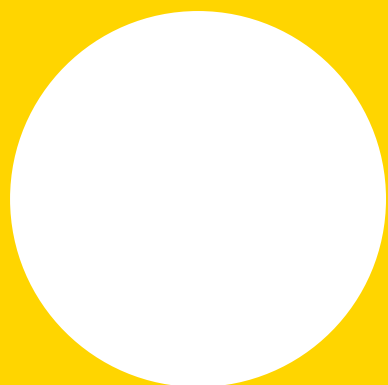
## CARACTÈRE INNOVANT



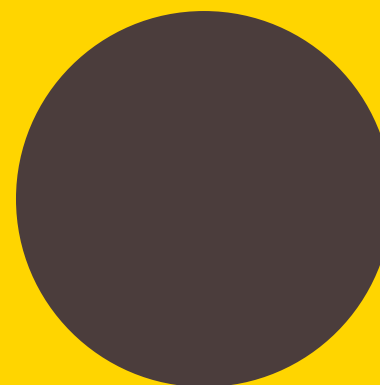
## EXPORT



Source : Bpifrance Le Lab



# **SERVIR L'AVENIR**



[bpifrance-lelab.fr](http://bpifrance-lelab.fr)



**69<sup>e</sup> ENQUÊTE DE CONJONCTURE  
SEMESTRIELLE AUPRÈS DES PME**

**LA CONFIANCE  
DES PME**

**À L'ÉPREUVE DES INCERTITUDES**

**JUILLET 2019**



# CE QU'IL FAUT RETENIR

1

## **Malgré un ralentissement anticipé de leur activité, les chefs d'entreprise restent confiants pour 2019.**

Si les PME restent globalement optimistes, elles anticipent un ralentissement de leur activité quel que soit le secteur, sauf dans le Commerce. Les PME industrielles, qui s'en étaient mieux sorties en 2018 d'après l'enquête de janvier, anticipent désormais un ralentissement de leur activité et de leurs embauches, aussi bien pour cette année que pour 2020.

2

## **Les perspectives d'emploi restent bien orientées mais les difficultés de recrutement demeurent importantes.**

Les PME prévoient de maintenir globalement le rythme de leurs embauches cette année, malgré le ralentissement de l'activité et des carnets de commande, ainsi que des difficultés de recrutement encore prégnantes. Sur ce dernier point, 81 % des PME signalent des difficultés de recrutement, dont la moitié les juge importantes.

3

## **L'investissement reste dynamique grâce à une situation financière toujours aisée et des conditions d'accès au crédit très favorables.**

L'investissement résiste malgré le fléchissement des perspectives d'activité, porté par des conditions de financement favorables. La situation de trésorerie des PME s'est améliorée et leur accès au crédit d'investissement reste aisé puisque près de 90 % d'entre elles n'ont rencontré aucune difficulté pour financer leurs investissements.

4

## **Les PME restent globalement confiantes pour 2020 mais les exportatrices et les innovantes semblent pâtir du contexte international incertain.**

Les PME sont dans l'ensemble optimistes pour leur activité et leurs embauches en 2020. Si les PME exportatrices et / ou innovantes restent les plus performantes, elles anticipent un ralentissement de leur activité à l'inverse des autres entreprises. Le contexte international incertain (notamment tensions commerciales, *Brexit*) semble avoir entaché leur optimisme.

## Les chiffres clés

+ 23

**SOLDE D'OPINION SUR L'ÉVOLUTION ATTENDUE  
DU CHIFFRE D'AFFAIRES DES PME EN 2019**  
EN DIMINUTION DE 3 POINTS SUR 1 AN

81%

**PART DES PME AYANT RENCONTRÉ  
DES DIFFICULTÉS DE RECRUTEMENT**  
STABLE SUR 1 AN

87%

**PART DES PME N'AYANT PAS RENCONTRÉ DE  
DIFFICULTÉS POUR FINANCER LEUR TRÉSORERIE**  
EN PROGRESSION DE 2 POINTS SUR 1 AN

50%

**PART DES PME PRÉVOYANT  
D'INVESTIR EN 2019**  
EN PROGRESSION D'1 POINT SUR 1 AN

# SOMMAIRE

**01.** ACTIVITÉ ET EMPLOI

**02.** SITUATION FINANCIÈRE, ACCÈS  
AU CRÉDIT ET INVESTISSEMENT

**03.** PERSPECTIVES 2020

**04.** EN GUISE DE CONCLUSION

**05.** MÉTHODOLOGIE



**01.**

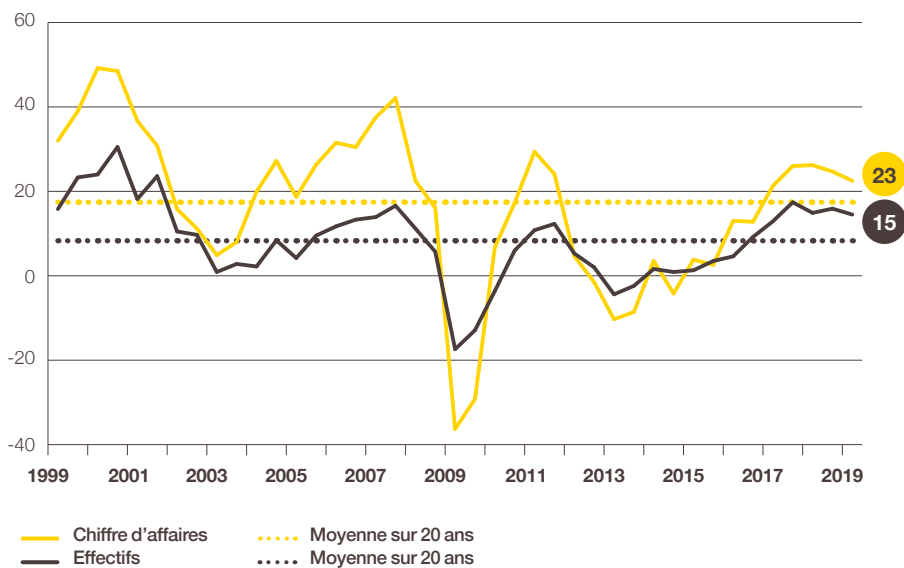


**ACTIVITÉ ET EMPLOI**

# Ralentissement de l'activité mais maintien de la dynamique d'emploi en 2019

Malgré un léger fléchissement des perspectives d'activité pour 2019, les chefs d'entreprise restent dans l'ensemble confiants.

## GRAPHIQUE 1 : ÉVOLUTION DE L'ACTIVITÉ ET DES EFFECTIFS POUR L'ANNÉE EN COURS SOLDE D'OPINION EN %



Note de lecture : le solde des opinions opposées sur l'évolution de l'activité pour l'année en cours est passé de +25 à +23 entre les interrogations de novembre 2018 et mai 2019. Il a diminué de 3 points en 1 an.

Source : Bpifrance Le Lab

Les dirigeants de PME s'attendent à un léger ralentissement de leur activité en 2019, en cohérence avec des carnets de commande un peu moins bien garnis sur les 6 derniers mois.

- Le solde d'opinion relatif au chiffre d'affaires baisse sur 1 an (-3 points à +23), à un niveau encore bien supérieur à sa moyenne de long terme, et les PME prévoient en moyenne un ralentissement de leur chiffre d'affaires en 2019 (+2,7 % contre +3,1 % il y a 1 an pour 2018).
- L'indicateur en solde d'opinion sur les carnets de commandes des 6 derniers mois se replie légèrement mais celui relatif aux 6 mois à venir se stabilise.

Les chefs d'entreprise conserveraient néanmoins le rythme de leurs embauches en 2019.

- L'indicateur en solde d'opinion reste stable sur 1 an (+15), se situant nettement au-dessus de sa moyenne de long terme (+8).



Les résultats de l'enquête sont globalement cohérents avec l'évolution de l'indicateur du climat des affaires de l'Insee, qui se situe à un niveau inférieur à celui observé début 2018. Ce ralentissement anticipé de l'activité est cohérent avec l'évolution du PIB français, dont la croissance est prévue à +1,3 % cette année par les principales organisations internationales et l'Insee (après +1,7 % en 2018).



# Activité

## Ralentissement quasi-généralisé

Tous les secteurs anticipent un ralentissement de l'activité à l'exception du Commerce. Les PME innovantes et / ou exportatrices anticipent un ralentissement de leur activité, comme les autres PME.

Les PME du Commerce sont les seules à ne pas anticiper de ralentissement de leur activité cette année (+1 point sur 1 an).

- L'indicateur relatif à l'activité est en revanche en repli dans les autres secteurs, en particulier dans la Construction (-7 points, à +16) et l'Industrie (-6 points, à +24) où il avait fortement progressé en mai 2018.

 Cf. focus sectoriel

Les anticipations d'activité sont moins bien orientées dans la plupart des régions, avec toutefois de fortes disparités.

 Cf. focus régional

Même si elles anticipent un chiffre d'affaires plus dynamique que la moyenne des PME en 2019, les PME innovantes, exportatrices, et d'au moins 10 salariés prévoient un ralentissement de leur activité.

- L'activité ralentirait quelle que soit la taille de l'entreprise, mais de manière plus marquée dans les PME de plus de 100 salariés (-8 points, à +44).
- Les PME innovantes affichent un fort ralentissement (-10 points, à +34) à l'inverse des non-innovantes (-1 point, à +17).
- Les PME fortement exportatrices<sup>1</sup> résistent (+1 point, à +35) mais les moyennement exportatrices<sup>2</sup> sont pessimistes (-9 points, à +28), davantage que les non-exportatrices<sup>3</sup> (-3 points, à +20).

### GRAPHIQUE 2 : NIVEAU ET ÉVOLUTION DU SOLDE D'OPINION RELATIF A L'ACTIVITÉ EN 2019

 Solde d'opinion inférieur à la moyenne des PME

 Solde d'opinion supérieur à la moyenne des PME



(1) Réalisant plus de 25 % de leur chiffre d'affaires à l'international.

(2) Réalisant entre 6 et 25 % de leur chiffre d'affaires à l'international.

(3) Réalisant moins de 6 % de leur chiffre d'affaires à l'international.

## Emploi

# Des difficultés de recrutement toujours présentes

La dynamique de l'emploi se maintient globalement sauf dans l'Industrie. Les difficultés de recrutement restent élevées, limitant le rythme des embauches.

Les PME maintiendraient globalement le rythme de leurs embauches ; seules les PME de l'Industrie anticipent un ralentissement des embauches.

- Les embauches accéléreraient dans le Tourisme (solde d'opinion en hausse de 4 points, à +7), secteur où l'emploi resterait toutefois le moins dynamique. Elles accéléreraient plus modérément ou se maintiendraient dans la plupart des autres secteurs.
- Les embauches ne ralentiraient que dans l'Industrie (-5 points, à +15).

 Cf. focus sectoriel

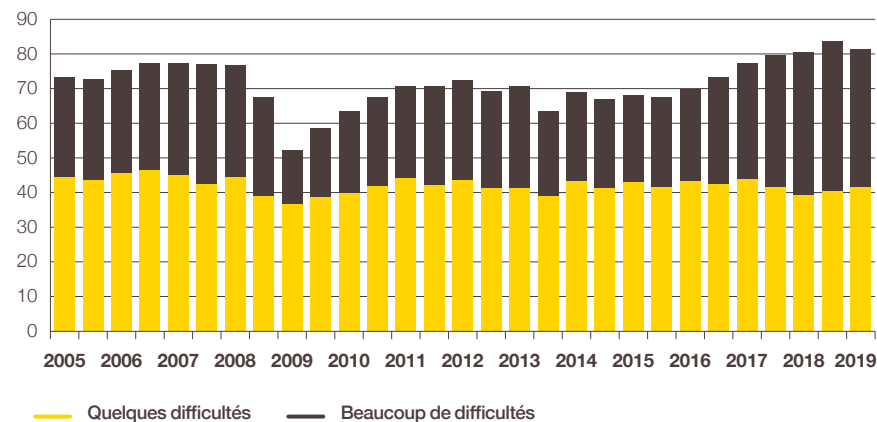
L'emploi ralentirait dans les PME innovantes, exportatrices et de plus de 10 salariés à l'inverse des autres PME, même s'il resterait toutefois plus dynamique.

- Les PME de moins de 10 salariés prévoient une légère accélération de l'emploi (+2 points) tandis que les PME de plus de 50 salariés freineraient leurs embauches (-3 points).
- L'emploi ralentirait chez les PME innovantes (-3 points) et exportatrices (-4 points) tandis que les PME non-innovantes et les non-exportatrices maintiendraient globalement le rythme de leurs embauches (+1 point).

Malgré le ralentissement de l'activité, les chefs d'entreprise restent nombreux à rencontrer des difficultés de recrutement.

- 81 % des chefs d'entreprise font face à des difficultés de recrutement ; la moitié d'entre eux les juge importantes. Cette proportion est en léger recul après le pic de novembre 2018 (84 %) mais reste à des niveaux records.
- Le secteur de la Construction est particulièrement touché, avec la moitié des PME signalant des difficultés de recrutement importantes.

• GRAPHIQUE 3 : PART DES PME AYANT RENCONTRÉ DES DIFFICULTÉS DE RECRUTEMENT (%)



Source : Bpifrance Le Lab



D'après l'Insee, l'indisponibilité de main d'œuvre reste la 1<sup>ère</sup> barrière à l'embauche au 1<sup>er</sup> semestre 2019 (cf. [Note de conjoncture de l'Insee de juin 2019](#)). Ces résultats sont cohérents avec ceux du [baromètre Bpifrance Le Lab – Rexecode du 2<sup>e</sup> trimestre 2019](#), qui montrent par ailleurs qu'un quart des PME ont dû restreindre leur activité face à l'importance des difficultés de recrutement. Les ETI sont également affectées par ce phénomène (cf. [9<sup>e</sup> enquête annuelle ETI Bpifrance Le Lab – DGE](#)).



**02.**

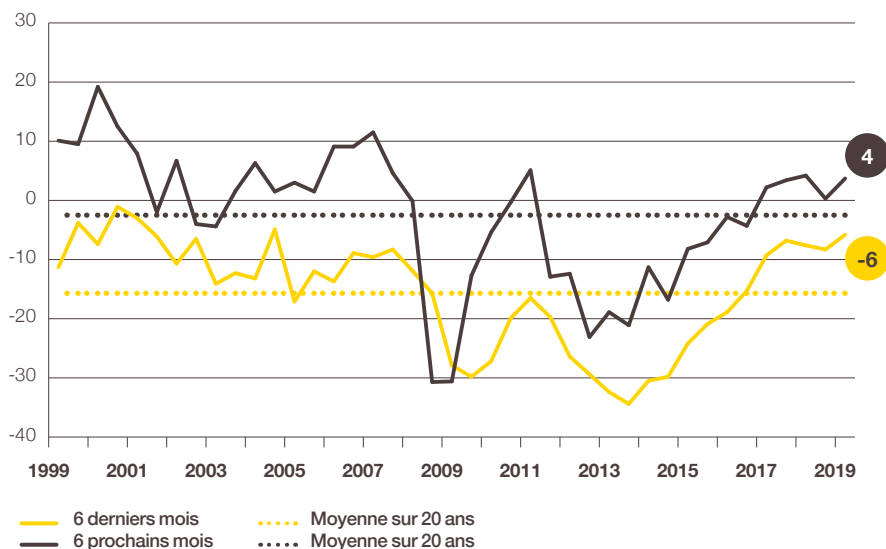


**SITUATION FINANCIÈRE,  
ACCÈS AU CRÉDIT  
ET INVESTISSEMENT**

# La situation financière des entreprises reste confortable

**La situation financière est encore aisée et devrait le rester durant les 6 prochains mois.**

• **GRAPHIQUE 4 : JUGEMENT MOYEN SUR LA SITUATION DE TRÉSORERIE PASSÉE ET FUTURE**  
SOLDE D'OPINION EN %



Note de lecture : en mai 2019, la part des PME déclarant une trésorerie difficile était supérieure de 6 points à la part déclarant une trésorerie aisée.

Source : **Bpifrance Le Lab**

**Les PME font part d'une situation de trésorerie relativement aisée (+2 points en 1 an, à -6).**

- L'état de la trésorerie est en amélioration quasi continue depuis 5 ans. Il approche son niveau d'avant-crise et dépasse de loin sa moyenne de long terme.
- Sur 1 an, les trésoreries se sont nettement assouplies dans la Construction (+8 points) et les Transports (+12 points).
- La trésorerie des PME innovantes s'est dégradée (-4 points) à l'inverse des autres PME. La part d'entre elles déclarant une situation de trésorerie difficile est désormais plus importante que chez les non-innovantes.

**La situation de trésorerie devrait rester souple durant les 6 prochains mois (stable sur 1 an, à +4).**

- La trésorerie des PME exportatrices, qui s'est légèrement améliorée ces derniers mois, se tendrait toutefois légèrement à court terme (-4 points, à +4).

**De même, la rentabilité des PME devrait rester bonne cette année.**

- 80 % des PME considèrent que leur rentabilité a été « bonne » ou « normale » en 2018, en légère progression sur 1 an (79 % en mai 2018).
- La rentabilité est attendue légèrement meilleure cette année, notamment dans les Transports (hausse de 9 points du solde d'opinion). Elle se dégraderait fortement chez les PME moyennement exportatrices (-12 points).



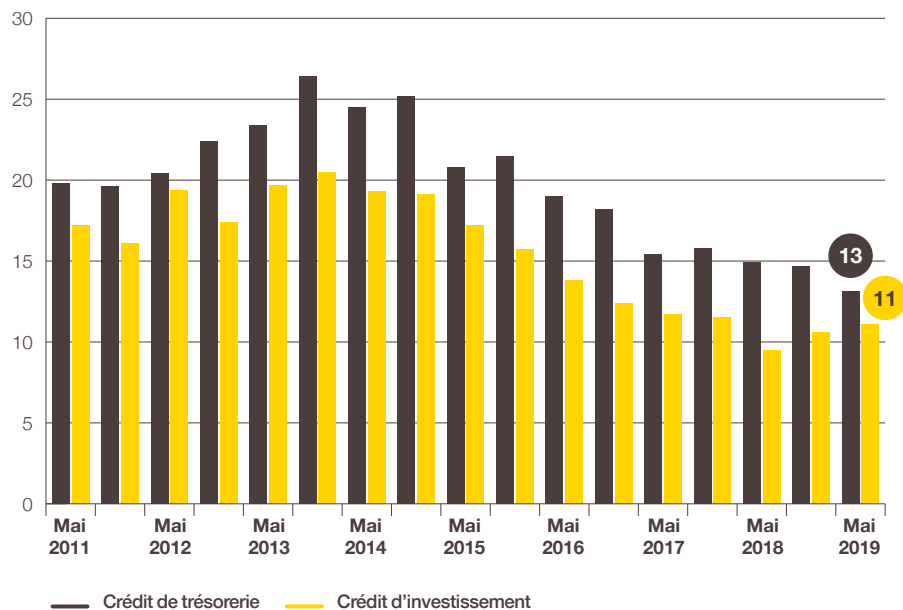
En 2019, les entreprises bénéficient à la fois du CICE\* associé à la masse salariale 2018 et d'allègements de cotisations sociales venant s'y substituer. Cette transformation peut contribuer à un apport ponctuel supplémentaire de trésorerie et, selon l'Insee, soutiendrait les taux de marge et d'autofinancement des entreprises (cf. *Note de conjoncture de l'Insee de juin 2019*).

\* Crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi.

## Des conditions d'accès au crédit toujours favorables

Les conditions d'accès au crédit pour les PME restent globalement aisées. Si les difficultés d'accès au crédit de trésorerie continuent de se réduire, celles relatives au crédit d'investissement sont en légère hausse, retrouvant le niveau observé en 2017.

• GRAPHIQUE 5 : DIFFICULTÉS D'ACCÈS AU CRÉDIT ASSEZ OU TRÈS DIFFICILE EN %



Source : Bpifrance Le Lab

Seules 13 % des PME ont rencontré des difficultés d'accès au crédit de trésorerie, une proportion en baisse sur 1 an.

- L'accès au crédit de trésorerie est plus aisé qu'il y a 1 an aussi bien pour les TPE que pour les PME de 10 salariés et plus.
- Les difficultés d'accès sont nettement plus élevées chez les PME du Tourisme (26 % d'entre elles) que dans les autres secteurs (entre 11 et 16 %).
- Pour les PME rencontrant des difficultés d'accès au crédit, la raison principale demeure le niveau insuffisant d'activité et / ou les perspectives trop incertaines (43 %), facteur toutefois moins cité qu'il y a 1 an. Davantage de PME citent le montant trop élevé des garanties exigées (34 % contre 31 %) et le fait de travailler dans un secteur d'activité considéré comme trop risqué (31 % contre 28 %).

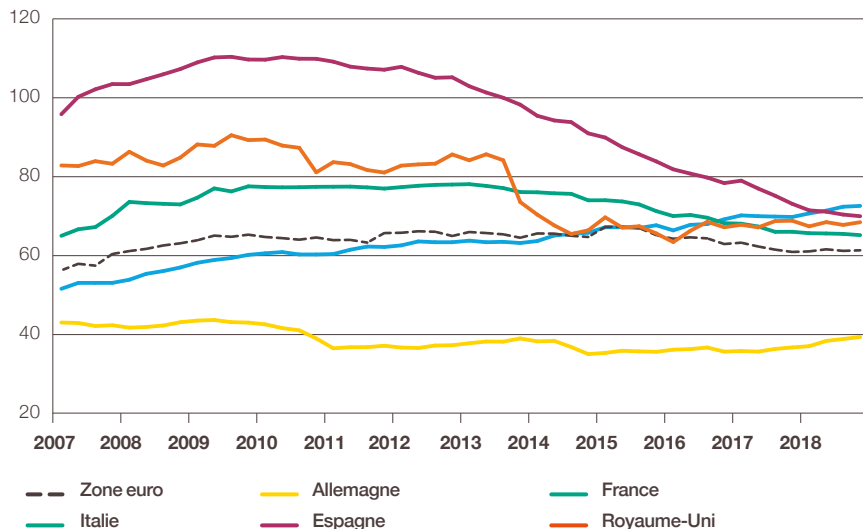
L'accès au crédit d'investissement reste également aisé mais un peu moins qu'il y a 1 an.

- 11 % des PME ont rencontré des difficultés d'accès au crédit d'investissement, une proportion en légère hausse (9 % il y a 1 an), surtout chez les TPE. Les PME innovantes sont également plus affectées (+4 points à 14 %).
- Les PME du Tourisme rencontrent là encore plus de difficultés d'accès (27 % d'entre elles) que celles des autres secteurs (entre 9 et 13 %).
- Parmi les entreprises rencontrant des difficultés d'accès au crédit d'investissement, la principale raison reste la fragilité financière de leur entreprise, en diminution toutefois (63 % contre 67 % il y a 1 an). Là encore, les PME sont plus nombreuses à citer comme source de difficulté le fait de travailler dans un secteur d'activité considéré comme trop risqué (30 % contre 27 %).

## Endettement des PME, quelle dynamique sur la période récente ?

Depuis la crise de 2008-2009, l'endettement des entreprises françaises rapporté au produit intérieur brut s'est continument accru (+19 points, à 73 %) et est désormais le plus élevé parmi les grands pays européens. Ce phénomène de hausse de l'endettement est singulier comparé à la dynamique de désendettement des entreprises globalement constatée en Europe depuis la crise (cf. graphique 6).

• GRAPHIQUE 6 : ENDETTEMENT DES SOCIÉTÉS NON FINANCIÈRES  
% DU PIB



Source : Bpifrance Le Lab

Dans un contexte de conditions d'accès au crédit très aisées, confirmé par l'enquête, le marché du crédit aux entreprises, et en particulier aux PME, reste en outre particulièrement dynamique en France (+6,6 % entre avril 2018 et avril 2019).

Dans cette enquête, les PME n'identifient pas le manque de fonds propres ou l'endettement excessif parmi les obstacles principaux à l'investissement (facteurs cités par respectivement 30 % et 22 % des PME, cf. graphique 8).

Par ailleurs, d'après les statistiques de la Banque de France, le taux d'endettement brut<sup>1</sup> des PME a nettement baissé entre 2013 et 2017<sup>2</sup>, alors même que leur encours de crédit a fortement accéléré cette dernière année. En moyenne, les PME accumuleraient donc plus de fonds propres qu'elles ne s'endettent.

De plus, l'enquête montre une situation de trésorerie des PME très aisée et en amélioration sur les dernières années, limitant le niveau et l'évolution de l'endettement net<sup>3</sup>, en baisse et relativement faible (23,5 % du PIB contre 70 % pour l'endettement brut selon la Banque de France).

Si ces résultats ne laissent pas entrevoir, à ce stade, de problème généralisé d'endettement des PME, les ratios précités constituent des moyennes et les comportements et situations peuvent être très hétérogènes au sein des PME.

(1) Dette financière brute / capitaux propres.

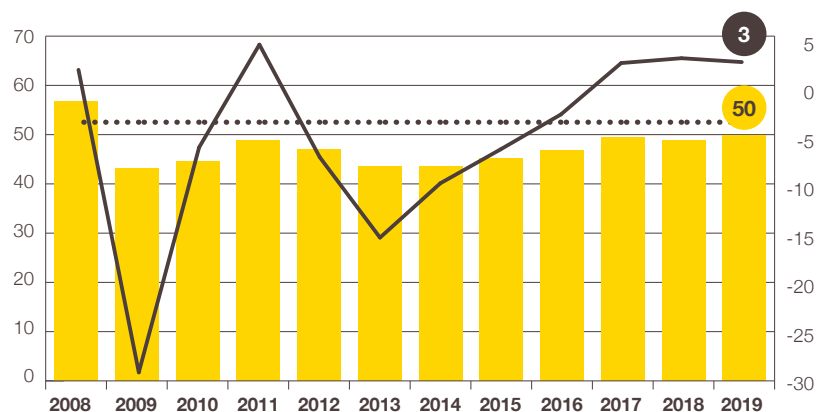
(2) Dernière année disponible.

(3) Taux d'endettement brut corrigé de la trésorerie.

# Un investissement toujours dynamique

**L'investissement devrait rester dynamique en 2019, porté par des conditions de financement favorables ; il serait toutefois davantage contraint par la faiblesse de la demande.**

## • GRAPHIQUE 7 : ÉVOLUTION DE L'INVESTISSEMENT POUR L'ANNÉE EN COURS



— Part des PME ayant investi ou souhaitant investir d'ici la fin de l'année (% , total des répondants)  
 — Évolution des montants investis (solde d'opinion, éch. D.)  
 ..... Moyenne sur 20 ans

Source : Bpifrance Le Lab

### Une PME sur deux compte investir cette année.

- 50 % des PME déclarent avoir investi ou prévoient d'investir d'ici la fin de l'année, soit 1 point de plus qu'il y a 1 an. L'indicateur relatif à l'évolution des montants investis est stable sur 1 an (à +3), toujours bien supérieur à sa moyenne de long terme (-4).

- Les PME des Transports sont en proportion les plus nombreuses à déclarer investir en 2019 (66 %, +4 points sur 1 an) mais ralentiraient fortement leurs dépenses d'investissement (-12 points à -2). Les PME des Services prévoient à l'inverse des investissements plus dynamiques en termes de montants investis (+6 points à +10).

### La structure de financement de l'investissement a peu évolué depuis 1 an.

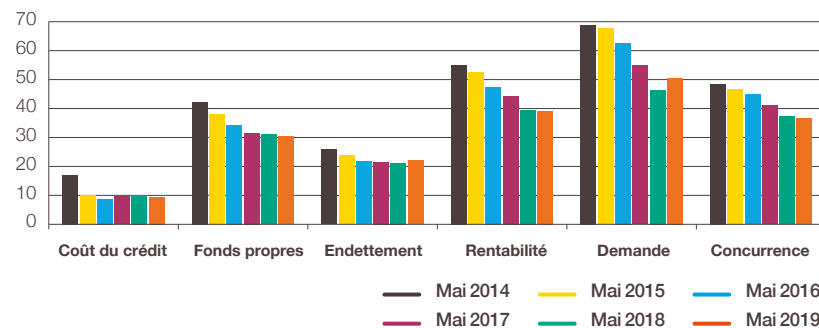
- La majorité des financements restent bancaires (environ 50 %), pour l'essentiel à moyen terme. La part de l'autofinancement représente environ 30 % des financements.

**Par destination, on constate une baisse relative de l'investissement mobilier**(54 % contre 58 % il y a 1 an) **essentiellement au profit des investissements incorporels**<sup>2</sup> (10 %, en hausse de 3 points).

### Le principal frein à l'investissement reste la faiblesse de la demande, en légère progression

- La faiblesse de la demande reste le principal frein à l'investissement cité par les chefs d'entreprises, en légère progression (51 % contre 47 % il y a 1 an).
- Reflet de la bonne santé financière des entreprises, l'insuffisance de la rentabilité et le manque de fonds propres ne sont mentionnés que par resp. 39 % et 30 % des dirigeants.
- Dans un contexte de hausse de l'endettement des entreprises françaises (cf. focus), les PME sont un peu plus nombreuses que l'an passé à citer l'endettement excessif comme obstacle à l'investissement (22 %).

## • GRAPHIQUE 8 : JUGEMENT SUR LES OBSTACLES À L'INVESTISSEMENT SOLDE D'OPINION EN %



(1) Matériels, véhicules, équipements divers, ... (2) Fonds de commerce, droits au bail, brevets, licences, logiciels, ...



**03.**



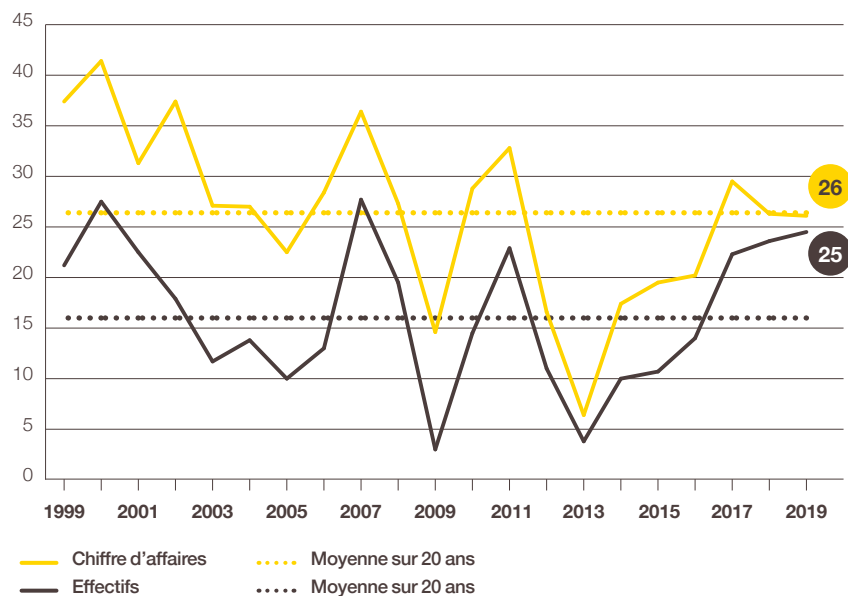
**PERSPECTIVES 2020**



# Les perspectives d'activité et d'emploi sont bien orientées pour 2020

Les perspectives d'activité pour 2020 sont stables mais les chefs d'entreprises ont l'intention d'accélérer leurs embauches à cet horizon.

• **GRAPHIQUE 9 : ÉVOLUTION DU CHIFFRE D'AFFAIRES ET DES EFFECTIFS POUR L'ANNÉE SUIVANTE**  
SOLDE D'OPINION EN %



Note de lecture : le solde d'opinion sur l'évolution de l'activité anticipée pour l'année suivante est resté stable sur 1 an pour s'inscrire à +26 en mai 2019.

Source : Bpifrance Le Lab

## Les perspectives d'activité sont stables sur 1 an.

- L'indicateur prévisionnel d'activité s'établit à +26 points, stable sur 1 an et proche de sa moyenne de long terme.
- Les perspectives d'activité se dégradent toutefois dans l'Industrie (-4 points), et plus fortement dans le Tourisme (-9 points).
- Les PME exportatrices resteraient plus performantes mais anticipent une poursuite du ralentissement de leur activité en 2020 (-4 points, à +39), à l'inverse des non-exportatrices (+1 point, à +22). L'intensification des tensions commerciales et les incertitudes internationales plus largement, notamment concernant le *Brexit*, peuvent expliquer ce moindre optimisme des PME exportatrices.
- Les PME innovantes suivent le même profil, qu'elles soient exportatrices ou non. Si elles restent plus performantes, elles anticipent un ralentissement de leur activité (-3 points) et de leurs embauches (-4 points) en 2020, à l'inverse des non-innovantes dont les perspectives s'améliorent légèrement sur les deux fronts (respectivement +1 point et +3 points).

## Les chefs d'entreprise maintiennent des perspectives d'embauches dynamiques.

- L'indicateur prévisionnel des effectifs augmente d'un point (à +25), et se situe nettement au-dessus de sa moyenne de long terme (+16).
- Les PME de la Construction (+6 points), du Commerce (+4 points) et des Services (+1 point) prévoient d'accroître le rythme de leurs embauches en 2020 à l'inverse des autres secteurs (-3 points dans l'Industrie et -2 points dans le Tourisme et les Transports).



**04.**



**EN GUISE DE  
CONCLUSION**

## Le moral des PME résiste au contexte très incertain

**Dans un contexte incertain, les PME actent un ralentissement de leur activité. Les embauches et l'investissement semblent toutefois résister. Même si elles restent plus performantes, les PME exportatrices et innovantes sont moins optimistes.**

### L'activité des PME est attendue en léger ralentissement cette année.

- Cette évolution est cohérente avec celle de l'économie française : la croissance du PIB est prévue à +1,3 % en 2019 par les principales institutions internationales, après +1,7 % en 2018.

### Les embauches et l'investissement résistent.

- Malgré un fléchissement des perspectives d'activité et d'importantes difficultés de recrutement, les dirigeants de PME prévoient de maintenir le rythme de leurs embauches.
- Alors que les chefs d'entreprise sont plus nombreux à citer la faiblesse de la demande comme un obstacle à leur investissement, celui-ci resterait dynamique.

### Pour 2020, les PME restent optimistes.

- Les PME restent confiantes en l'avenir, à la fois en termes de chiffre d'affaires et d'emploi.
- Dans un environnement international très incertain (tensions commerciales et géopolitiques, *Brexit*), les PME exportatrices restent nettement plus performantes, mais elles anticipent un ralentissement de leur activité et de leurs embauches en 2020, à l'inverse des non-exportatrices.
- Ce constat est le même pour les PME innovantes, qu'elles soient exportatrices ou non.

## Conjoncture régionale : synthèse

Au 1<sup>er</sup> semestre 2019, les estimations pour l'activité sont moins bien orientées dans la plupart des régions. Il en est de même pour l'emploi malgré des perspectives stables au niveau national. Les PME anticipent néanmoins une croissance de leur chiffre d'affaires d'au moins 2,0 % dans toutes les régions, à l'exception de la Bourgogne-Franche-Comté où les PME prévoient seulement 0,7 % de croissance cette année. Les PME franciliennes, bretonnes et néo-aquitaines sont les seules à anticiper une accélération de leur activité par rapport à 2018.

Les PME continueraient d'accroître leurs effectifs dans toutes les régions mais à un rythme moindre, hormis en Île-de-France, en Bretagne, en Occitanie et dans les Hauts-de-France où les PME accéléreraient le rythme de leurs embauches.

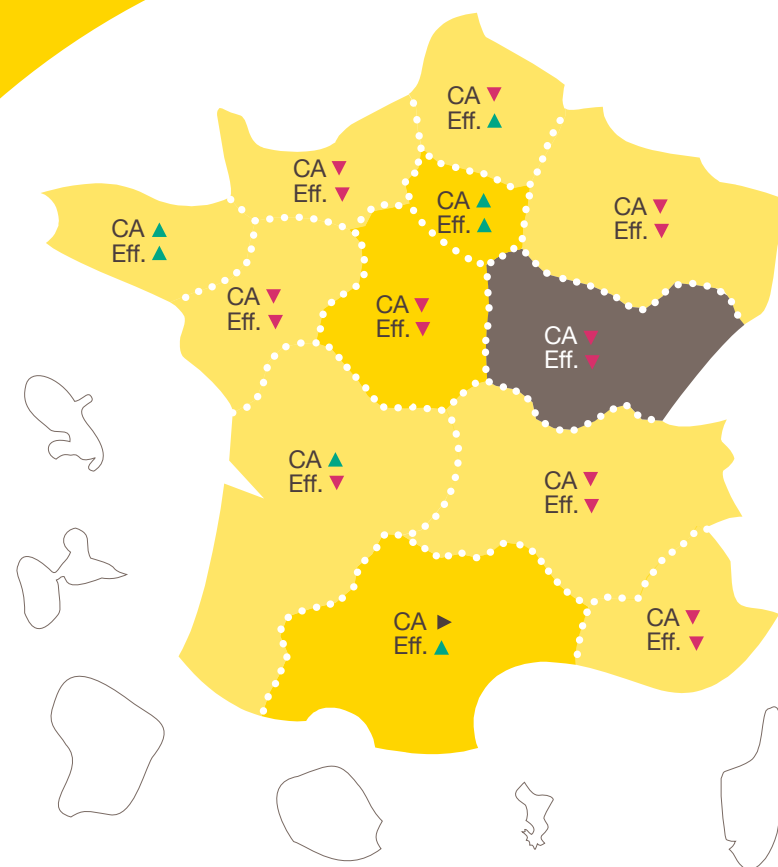
Les trésoreries restent aisées dans toutes les régions : la situation financière des PME s'est améliorée ou est restée stable dans presque toutes les régions, à l'exception des Hauts-de-France et de la Normandie, où les PME ont subi quelques tensions au cours des derniers mois sur leur trésorerie, qui demeure toutefois à un niveau satisfaisant.

L'évolution de l'investissement est disparate selon les régions. Il serait bien plus dynamique cette année en Provence-Alpes-Côte d'Azur, en Occitanie et en Normandie. À l'inverse, les dépenses d'investissement ralentiraient assez sensiblement en Bretagne et dans les Pays de la Loire.

Les perspectives d'activité pour 2020 sont stables au niveau national mais certaines régions sont plus pessimistes et prévoient un net ralentissement de l'activité, à l'instar de la Bourgogne-Franche-Comté et du Grand Est.

Les résultats détaillés par région sont disponibles dans le focus régional, accessible sur [www.bpifrance-lelab.fr](http://www.bpifrance-lelab.fr)

## ÉVOLUTION DU CHIFFRES D'AFFAIRES ET DES EFFECTIFS PAR RÉGION SOLDE D'OPINION EN %



### Évolution moyenne du CA en valeur nominale

- De 0 % à 0,9 %
- De 1,0 % à 2,9 %
- 3,0 % et plus
- Non significatif (moins de 100 réponses)
- ▲ Solde d'opinion en hausse sur 1 an
- ▢ Solde d'opinion stable sur 1 an
- ▼ Solde d'opinion en baisse sur 1 an

Source : Bpifrance Le Lab

## CHIFFRE D'AFFAIRES

## EFFECTIFS

## INVESTISSEMENT

### ANNÉE 2019 <sup>(1)</sup>

	Moyenne 1999 à 2018	Mai 2018	Mai 2019	Évolution / Mai 2018	Moyenne 1999 à 2018	Mai 2018	Mai 2019	Évolution / Mai 2018	Moyenne 1999 à 2018	Mai 2018	Mai 2019	Évolution / Mai 2018
<b>Ensemble des PME</b>	<b>+17</b>	<b>+26</b>	<b>+23</b>		<b>+8</b>	<b>+15</b>	<b>+15</b>		<b>-4</b>	<b>+3</b>	<b>+3</b>	
10 - 250 salariés	+24	+35	+31		+14	+23	+21		-1	+7	+4	
Moins de 10 salariés	+7	+13	+9		-1	+2	+4		-7	-3	+0	
Industrie	+18	+30	+24		+7	+20	+15		-0	+5	+3	
Construction	+11	+23	+16		+6	+10	+11		-9	+2	+4	
Commerce	+16	+23	+24		+8	+10	+12		-5	+1	-3	
Transports	+10	+25	+23		+8	+15	+15		-6	+10	-2	
Tourisme	+9	+14	+13		+2	+3	+7		-9	-12	-14	
Services	+22	+28	+26		+13	+18	+19		-3	+4	+10	

### ANNÉE 2020 <sup>(1)</sup>

	Moyenne 1999 à 2018	Mai 2018	Mai 2019	Évolution / Mai 2018	Moyenne 1999 à 2018	Mai 2018	Mai 2019	Évolution / Mai 2018	Moyenne 1999 à 2018	Mai 2018	Mai 2019	Évolution / Mai 2018
<b>Ensemble des PME</b>	<b>+26</b>	<b>+26</b>	<b>+26</b>		<b>+16</b>	<b>+24</b>	<b>+25</b>					
10 - 250 salariés	+32	+33	+32		+19	+29	+29					
Moins de 10 salariés	+18	+15	+17		+12	+15	+18					
Industrie	+35	+35	+31		+18	+29	+26					
Construction	+7	+8	+8		+8	+14	+20					
Commerce	+27	+25	+27		+13	+19	+23					
Transports	+14	+16	+17		+9	+16	+14					
Tourisme	+17	+18	+9		+4	+6	+4					
Services	+31	+31	+35		+24	+31	+32					

(1) Solde d'opinion = (Part des entreprises anticipant une hausse - Part des entreprises anticipant une baisse).



**05.**



**MÉTHODOLOGIE**

## Définitions

**Les indicateurs ou soldes d'opinions** sont d'usage classique dans les enquêtes de conjoncture pour suivre dans le temps l'évolution de l'appréciation des principaux paramètres socio-économiques (activité, emploi, exportations, investissements...) et financiers (trésorerie, accès au crédit...).

Ils correspondent à des soldes de pourcentages d'opinions opposées :

- **Indicateur en évolution** =  $[(x \% \text{ « en hausse »}) - (y \% \text{ « en baisse »})] \times 100$
- **Indicateur en niveau** =  $[(x \% \text{ « bon / aisé »}) - (y \% \text{ « mauvais / difficile »})] \times 100$

Les pourcentages d'opinion neutre (« stable » ou « normal »), qui font le complément des réponses à 100 %, ne sont donc pas pris en compte dans le calcul de ce type d'indicateur.

**Une entreprise est qualifiée « innovante »** si elle a réalisé au moins 1 des 5 actions suivantes au cours des 3 dernières années :

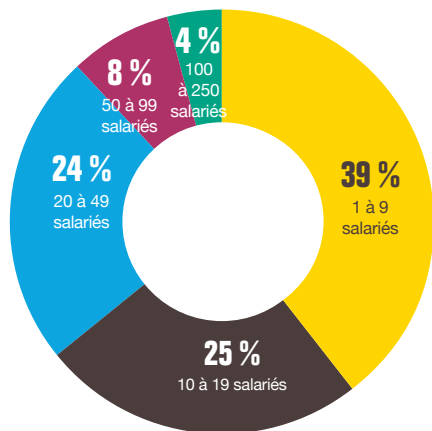
- financer des frais de recherche et développement (interne ou externe) ou recruter du personnel de R&D ;
- acquérir une licence d'exploitation d'un procédé ou d'une technologie ;
- déposer un brevet, une marque, un dessin ou un modèle ;
- développer pour le compte de tiers un produit ou procédé (prestation) nouveau ou significativement amélioré ;
- commercialiser sur le marché un nouveau produit, bien ou service, (hors simple revente de produits nouveaux achetés à d'autres entreprises et hors modifications esthétiques ou de conditionnement de produits précédemment existants) ou utiliser un nouveau procédé (ou méthode) de production, de commercialisation ou d'organisation. De plus, aucun produit ou procédé analogue n'est déjà commercialisé ou utilisé par des concurrents.

Une entreprise « **fortement exportatrice** » réalise plus du quart de son activité à l'international, « **moyennement exportatrice** » entre 6 % et 25 % et « **non exportatrice** » moins de 6 % (y compris 0 %).

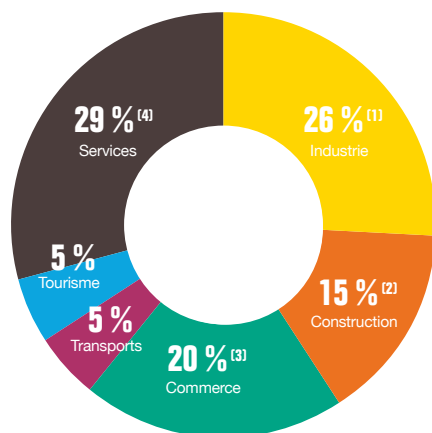
# Structure de l'échantillon

À l'occasion de la 69<sup>e</sup> édition de l'enquête semestrielle de conjoncture, 35 408 entreprises des secteurs marchands non agricoles, de 1 à moins de 250 salariés et réalisant moins de 50 M€ de chiffre d'affaires, ont été interrogées de début mai à début juin 2019.

Les 4 717 réponses reçues avant le 8 juin 2019, jugées complètes et fiables, ont été exploitées au niveau national et ont fait l'objet de déclinaisons pour l'ensemble des régions excepté la Corse et les Outre-Mer dont le nombre de réponses est insuffisant.



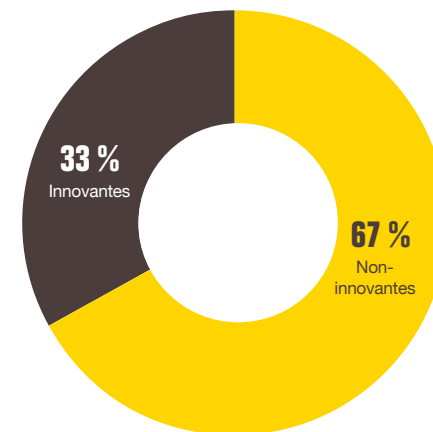
TAILLE



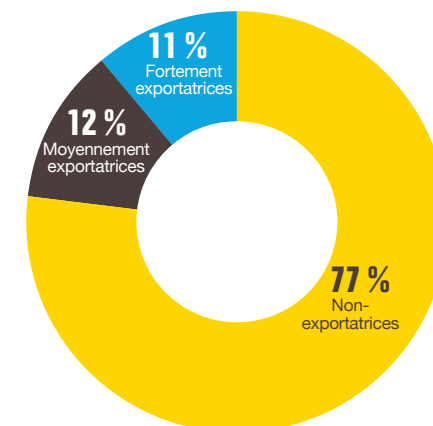
SECTEUR D'ACTIVITÉ

(1) 3 % agroalimentaire, 12 % biens intermédiaires, 8 % biens d'équipements, 3 % biens de consommation  
 (2) 13 % bâtiment, 2 % travaux publics  
 (3) 2 % commerce et réparation automobile, 12 % commerce de gros, 6 % commerce de détail  
 (4) 25 % services aux entreprises, 4 % services aux particuliers

## CARACTÈRE INNOVANT



## EXPORT



Source : Bpifrance Le Lab



Responsables de l'étude, Sabrina El Kasmi, Laetitia Morin  
Direction de l'Évaluation, des Études et de la Prospective  
Pôle Macroéconomie – Conjoncture.

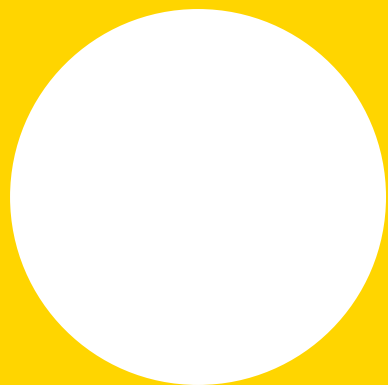
## Pour contacter Bpifrance de votre région

[bpifrance.fr](https://www.bpifrance.fr)

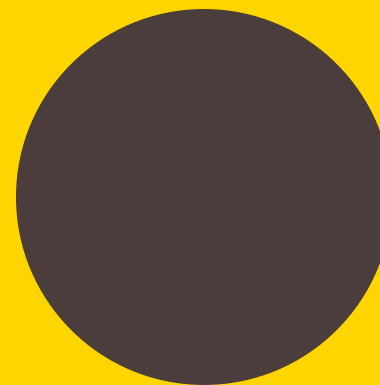


27-31, avenue du Général Leclerc  
94710 Maisons-Alfort Cedex  
Tél. : 01 41 79 80 00

[bpifrance-lelab.fr](https://www.bpifrance-lelab.fr)



# **SERVIR L'AVENIR**



[bpifrance-lelab.fr](http://bpifrance-lelab.fr)